

L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND
DES PAIEMENTS COMMERCIAUX
ET LE
COMMERCE FRANCO - ALLEMAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 18 Mars 1936, à 14 heures

PAR

Pierre JARRY

JURY DE LA THÈSE

Président : Roger PICARD, professeur

Suffragants { MM. NOGARO, professeur
BAUDIN —

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS
Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND
DES PAIEMENTS COMMERCIAUX
ET LE
COMMERCE FRANCO - ALLEMAND

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 18 Mars 1936, à 14 heures

PAR

Pierre JARRY

JURY DE LA THÈSE

Président : Roger PICARD, professeur

Suffragants { MM. NOGARO, professeur
BAUDIN —

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés



AVANT - PROPOS

Dans cette étude, on a prétendu exposer le mécanisme d'une institution de compensation. Si chemin faisant, certaines réserves ont été faites, elles tiennent à ce que la solution apportée ne paraît pas découler d'une stricte logique. On a cherché à présenter une description de ce qui existe et de ce qui a existé. Des réalisations abandonnées ont pu sembler plus simples : probablement leurs déficiences sont-elles restées cachées ; le lecteur, plus sagace, les découvrira sans doute.

Pour étudier la compensation entre la France et l'Allemagne, une visite à l'Office franco-allemand des paiements commerciaux s'imposait. Les portes se sont ouvertes toutes grandes devant la recommandation de M. le Professeur Roger Picard. Aussi mes remerciements vont-ils d'abord à M. Duchêne, directeur de l'O. F. A., et au secrétaire général de l'Office, M. de Romance, pour la faculté qu'ils m'ont donnée de recueillir sur le sujet traité une documentation vivante.

Je tiens également à dire ma reconnaissance à M. Leblond, directeur de la S.I.C.A.P., qui a bien voulu, par de longues conversations m'expliquer le fonctionnement de l'organisme qu'il dirige ; — au Mouvement Général des Fonds du Ministère des Finances, dont l'amabilité m'a permis de donner ici des renseigne-

ments exacts sur le service des emprunts Dawes et Young ; — à M. le Professeur Sailer, de Fribourg-en-Brisgau, qui a aplani les difficultés que je rencontrais à comprendre l'économie nationale-socialiste, si curieusement différente de la nôtre.

Enfin, j'ai trouvé près de la Chambre de commerce allemande de Paris un accueil sympathique qui a facilité l'accomplissement de ce travail.

Paris, janvier 1936.

INTRODUCTION

Théorie de la compensation

§ I. — DÉFINITION.

Le Code civil français, dans son article 1289, définit la compensation ainsi : « Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés... » Et M. Planiol dans son traité commente ce texte en ces termes : « Lorsque deux personnes se doivent mutuellement des objets semblables, il n'est pas nécessaire que chacune d'elles paie à l'autre ce qu'elle lui doit. Il est plus simple de les considérer comme libérées toutes deux jusqu'à concurrence de la plus faible des deux dettes, de sorte que l'excédent de la plus forte reste seul à faire l'objet d'une exécution effective. »

Ceci, c'est la compensation normale de droit privé, jouant dans la plupart des législations, de sorte que si un commerçant allemand doit à un commerçant français 150 pour des marchandises qu'il lui a achetées, et que celui-ci doive au même Allemand 100 pour d'autres marchandises, on convient de considérer que le débiteur étranger n'est redevable à notre compatriote que de la différence, soit 50.

C'est dans cette acception que le terme est encore pris, quand on parle des compensations entre banques de dépôts.

Mais le mot est utilisé à l'heure actuelle pour désigner une autre opération. C'est ainsi que M. François Chartrain proposait en 1931, dans *l'Europe Nouvelle* un office de compensation du commerce extérieur. C'est ainsi que les services de la Société des Nations ont fait paraître en juin 1935 une enquête sur les accords de compensation. La définition donnée par le Comité mixte pour l'étude des accords de compensation constitué par le Conseil sur l'invitation de l'Assemblée et qui comprenait des représentants du Comité financier et du Comité économique mérite d'être retenue : « ...accords visant ou non l'établissement d'un équilibre des échanges, par lesquels les deux parties, notamment dans le cas de restriction de change, conviennent des stipulations tendant à pourvoir au paiement des dettes résultant des échanges de marchandises ou d'autres causes. »

Ces accords ainsi définis sont des accords de compensation ou de clearing. L'organisme qui est chargé de faire appliquer les stipulations est un office de compensation ou un clearing.

La situation est donc claire :

Il s'agit de commerce international. Les nationaux d'un Etat quelconque commercent avec les nationaux d'un autre Etat ; ils leur achètent certaines marchandises et leur en vendent d'autres. Ces échanges donnent lieu à l'établissement d'une balance commerciale des importations et des exportations.

Pour payer leurs importations, les marchands ont besoin d'acheter les devises en circulation dans le pays de leurs vendeurs. C'est le problème du change qui se subdivise en deux questions : il faut trouver à acheter des devises étrangères, et il faut les transférer. On arrive alors à une notion plus délicate, celle de balance des comptes, que M. Aftalion définit comme comprenant la balance des créances et des dettes nées des échanges de marchandises et de services dans une période considérée (une année par exemple) et la balance des créances et des dettes résultant d'opérations ou de faits antérieurs ayant donné lieu normalement à règlement dans la dite année. Les balances des comptes internationaux se compensent automatiquement ; le clearing est naturel.

Mais dans les pays économiquement et financièrement faibles, à qui il fallait insuffler des capitaux pour leur permettre de se restaurer, la crise, arrêtant ces prêts, désordonna les échanges commerciaux et les balances des comptes. Les commerçants de ces pays et leurs banquiers firent appel à leur gouvernement qui décréta le contrôle des devises : soit l'impossibilité d'exporter des capitaux, soit l'interdiction de faire acquérir à un étranger des capitaux nationaux. Si ces prohibitions avaient été radicales, le pays qui avait pris l'initiative de ces mesures ne pouvait plus penser pouvoir faire des actes de commerce avec l'extérieur : il était condamné à vivre en autarchie stricte. Aussi le plus souvent, la réglementation ne fut-elle pas aussi brutale, et on se borna à contrôler les importations, ne laissant passer que les plus nécessaires. La délivrance

par l'autorité compétente d'un permis d'importer était une gêne considérable.

Par ailleurs les difficultés se généralisant, bien des théories se firent jour, qui considéraient l'autarchie comme un idéal ou tout au moins comme une obligation nationale. On chercha à n'acheter à l'étranger que les produits indispensables, ce qui fit instituer le même contrôle des importations.

§ 2. — FONCTIONNEMENT.

On se trouvait donc en face de la volonté de ne pas importer et de l'impossibilité d'exporter. C'est de cette situation qu'est née l'institution des clearings. La France a conclu 11 traités de clearing ; l'Allemagne 19. Les modalités peuvent en être différentes, les principes restent semblables : c'est le bilatéralisme et l'absence de transferts.

Dans les deux pays A et B ayant conclu un accord de clearing, est créée une caisse spéciale. Les acheteurs de marchandises venant de B, résidant en A, versent le prix convenu à leur caisse fonctionnant en A. Les importateurs de B font de même à leur caisse. La caisse A dispose ainsi de fonds en monnaie nationale qui lui permettent de payer les négociants résidant en A, qui ont vendu à des commerçants résidant en B certains biens. La caisse B agit de façon parallèle. Les deux courants réciproques de marchandises entre A et B qui étaient accompagnés en régime normal de deux courants, de sens contraire, de devises représentant le prix des marchandises et allant des importa-

teurs de A (ou de B) vers les exportateurs de B (ou de A) subsistent en régime de clearing. Mais les courants extérieurs de devises sont remplacés par des courants intérieurs de devises nationales allant des importateurs aux exportateurs par l'intermédiaire de la Caisse nationale. Les exportateurs reçoivent donc le prix de leurs marchandises de la Caisse et non du client étranger qui les a achetées.

L'avantage évident, si on suppose que le commerce d'importation et d'exportation de A et de B dans leurs rapports réciproques s'équilibre, est qu'il n'y a plus de transferts de capitaux d'un pays vers l'autre, par conséquent plus de problème de change, tout au moins au point de vue commercial. Cependant les exportateurs sont payés dans leur monnaie nationale.

Mais en sens inverse, l'inconvénient, et qui vient immédiatement à l'esprit, est que le système ne fonctionnera bien en période normale que si dans un seul pays importations et exportations coïncident — et entre deux pays dont l'un a sur l'autre des créances impayées que si le pays débiteur exporte plus qu'il n'importe de façon à pouvoir prendre sur son excédent les sommes nécessaires à ses remboursements. C'est-à-dire que le système du clearing généralisé incitera un état à acheter non pas à l'état producteur des marchandises qu'il convoite et à vendre non pas au pays chez qui ses denrées seraient bien accueillies, mais à essayer d'ajuster ses ventes sur ses achats, au besoin en passant par un état intermédiaire pour se procurer les biens indispensables à sa vie économique.

Sans doute, il a été suggéré que ces inconvénients

pourraient être réduits en autorisant des transferts de soldes entre les différentes caisses de clearing d'un même pays. Mais on se heurte à des difficultés matérielles insurmontables qui, même si elles étaient résolues ne feraient que retarder encore le fonctionnement pratique de cette institution. Le comité mixte de la S. D. N. indique d'ailleurs que les essais accomplis jusqu'ici dans ce sens « ne sont pas encourageants », euphémisme qu'il n'est pas besoin de souligner.

Quant au Gouvernement français à qui le Comité mixte avait posé la question : « L'élargissement du système de clearing sur le plan multilatéral vous paraît-il possible et utile ? Sous quelle forme ? », il répondait : « Certaines considérations paraissent devoir limiter à des cas particuliers l'extension du clearing sur le plan multilatéral.

a) *Compensation triangulaire (c'est-à-dire entre trois états).*

On ne saurait concevoir la mise en pratique de compensations triangulaires que pour une durée limitée et pour un ensemble d'opérations déterminé et en admettant que leur activité repose sur une entente étroite des trois parties contractantes, nécessitant sans doute un contrôle par l'Etat du commerce extérieur.

b) *Compensation universelle.*

Si l'on passe sur le plan de la compensation universelle, il apparaît, dès l'abord, qu'il en faudrait exclure les pays destinés à être constamment en posture de

débiteurs et qui seraient incapables d'opérer le règlement de leurs soldes passifs, ou, tout au moins, de disposer de moyens de contrôle suffisants pour limiter leurs achats à leurs possibilités effectives de paiement, en marchandises comme en devises. »

PREMIÈRE PARTIE

LE TRAITÉ
DE COMPENSATION FRANCO-ALLEMAND
DU 28 JUILLET 1934

Moins de règles eussent abouti à
moins de mal.

Michel CHAUDUN.

CHAPITRE PREMIER

CONCLUSION D'UN ACCORD DE CLEARING LE 28 JUILLET 1934

§ 1. — HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE MONÉTAIRE ALLEMANDE DEPUIS 1931.

Dans la période d'après guerre, les pays vainqueurs du conflit de 1914-1918 consentirent à l'Allemagne des prêts qui devaient servir à cet Etat à payer ses dettes, tant dettes de guerre que service des emprunts accordés. Dans cette politique de soutien dont le principe était logique, — restaurer les forces productives d'un débiteur défaillant, — l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique s'engagèrent à fond, alors que la France plus modestement n'accordait surtout qu'un soutien négatif : elle acceptait les retards mis à la payer.

Quand la crise fondit sur les milieux bancaires de l'Amérique du Nord, et que les financiers résolurent soit d'interrompre leurs prêts à plus ou moins longue échéance aux pays de l'Europe centrale, soit même de retirer les capitaux qu'ils avaient consenti à y immobiliser, l'édifice fiduciaire s'écroula. Du 1^{er} janvier 1931 au 1^{er} août 1931, la moitié de l'encaisse or et devises de la Reichsbank s'enfuit au dehors. Le 13 mars 1931,

le Crédit autrichien fermait ses portes. Il en résulta une panique générale sur les places de l'Europe Centrale, de sorte qu'après le scandale financier de la Société Lainière du Nord de Brême, dans la faillite de laquelle de nombreuses personnalités furent compromises, il ne resta plus aux grandes banques allemandes qu'à fermer leurs guichets. La D.A.N.A.T. suspendit ses paiements le 13 juillet 1931 ; le 14 juillet, le mouvement était général. On mesurera son importance à ce que les Bourses de valeurs ne recommencèrent à fonctionner que sept mois plus tard, le 25 février 1932, après une brève réouverture, du 5 au 21 septembre.

Au cours de l'été, pendant la fin de juillet et août, des mesures légales et réglementaires furent prises par le gouvernement du Reich, mesures tendant à interdire l'exportation hors d'Allemagne des capitaux. Elles furent d'ailleurs complétées en novembre par l'interdiction de disposer librement du produit des titres vendus en Allemagne, en février 1932 par l'interdiction de disposer librement du produit des billets de banque encaissés en Allemagne, en attendant que le 16 mars 1933, le Docteur Schacht remplace le Docteur Luther à la présidence de la Reichsbank. A partir de ce moment, on assiste à la confection « du réseau compliqué d'ordonnances et de décrets tissés par le III^e Reich sur le terrain des devises », et qui forme « le maquis Schacht, hérissé de décrets et d'ordonnances (plusieurs centaines), maquis si touffu, si savamment semé de chausse-trappes, que les banques les plus avisées, depuis l'établissement du III^e Reich, avec lequel les démêlés sont toujours scabreux, se gardent de faire

un pas sans prendre l'avis de spécialistes en matières de devises » (1).

Dès maintenant l'énumération des monnaies allemandes en non-circulation peut donner une idée de l'impossibilité dans laquelle on se trouvait : marks bloqués, mark crédits, marks titres, marks billets de banque bloqués, marks inscrits et scrips.

Le Gouvernement français agit d'ailleurs efficacement et réussit à débloquer une partie des crédits gelés. Officiellement un accord du 24 décembre 1932 fixa le mode de règlement de la partie des créances françaises qui dépassait le contingent de change accordé à chaque importateur allemand disposant d'une autorisation générale d'achat de devises. Des négociations privées aboutirent le 10 mars 1933, qu'on étudiera à propos de la S.I.C.A.P. Ces accords satisfaisaient peu le grand public pour lequel ils avaient été conclus. Ils n'étaient que des palliatifs et ne réglaient que des points particuliers. Les Allemands nous reprochèrent par la suite de diminuer arbitrairement nos contingents, d'avoir dénoncé le 19 janvier 1934 le traité de commerce franco-allemand, puis d'en avoir accepté la prolongation pour de courtes périodes. Quoi qu'il en soit, des pourparlers furent engagés à Berlin à partir de juin 1934, qui aboutirent le 28 juillet à la conclusion d'un accord commercial et d'un accord de compensation. Ce sont ces deux dispositions qui font le sujet de cette étude.

(1) Robert d'HARCOURT, dans *Etudes*, 20 juillet 1935, p. 188.

§ 2. — CAUSES GÉNÉRALES DE CET ACCORD

Le décret du 26 décembre 1926 avait donné au Gouvernement le droit « de prendre d'urgence, par décrets rendus en Conseil des ministres, toutes dispositions appropriées aux circonstances, dans les cas où des mesures arrêtées par des pays étrangers sont de nature à entraver le commerce français » (Art. 17 du Code des douanes, 5^e alinéa).

Se fondant sur ce texte, on constitua à la fin de 1931 une Commission pour « étudier les mesures propres à assurer le règlement des créances de nos exportateurs dans certains pays étrangers ». La conclusion des travaux fut un décret du 3 décembre 1931, subordonnant à la délivrance d'autorisations « les importations originaires ou en provenance de pays où les contrôles des devises sont établis dans des conditions de nature à entraver le règlement des créances françaises ».

La Commission avait également envisagé la compensation qu'on réaliserait « dans la mesure où l'on parviendrait à faire en sorte que les importateurs ayant besoin de moyens de paiement sur un pays puissent utiliser ceux que possèdent leurs compatriotes, c'est-à-dire les créances des exportateurs français sur ce même pays ». Le résultat fut un arrêté interministériel du 15 décembre 1932, fixant les bases de la compensation des règlements internationaux en France, et confiant l'organisation des services nécessaires à la Chambre de Commerce de Paris.

A une Chambre de Commerce, c'est-à-dire à un éta-

blissement public, mais aussi à une institution corporative ayant une grande liberté d'action et où l'initiative est surtout privée. Cette décentralisation était heureuse : on confiait à des commerçants, intéressés à la chose, le soin d'aménager un office qui devait leur rendre service ⁽²⁾.

A la Chambre de Commerce de Paris, située plus près des ministères et dont la prééminence numérique et qualitative s'atteste par le fait que la conférence des Présidents des Chambres de Commerce est présidée par celui de Paris.

Il s'agit alors de conclure des accords. On insista sur leur caractère provisoire en insérant la clause : « jusqu'à la fin des embarras économiques, financiers et monétaires ».

Un premier accord fut conclu avec l'Allemagne le 24 décembre 1932, tenant compte des contingents de change accordés par ce pays à ses importateurs.

Le fonctionnement de l'accord de 1932 ayant été arrêté le 31 juillet 1934, il fut conclu un nouvel accord le 28 juillet 1934, entrant en vigueur le 1^{er} août 1934. C'est de lui dont il sera question dans cette étude. Cet accord était accompagné d'un décret et d'un arrêté pris le même jour pour régler son application.

C'est à son propos que le député Elbel écrivait dans « La République » du 4 août 1934 : « Quand je vous

(2) Par le fait même, l'Office franco-allemand est un service public. Cf. Conseil d'Etat, Recueil 1908, pages 672 et 970. La formule est la même dans les deux arrêts : « Considérant qu'aux termes de l'article 1 de la loi du 9 avril 1898, les Chambres de Commerce sont des établissements publics; que par suite les services rentrant dans leurs attributions légales... sont des services publics ».

aurai rappelé que cette négociation a débuté à Berlin dix jours avant l'exécution sommaire de Röhm et de von Schleicher, qu'elle a abouti trois jours après l'assassinat du chancelier Dollfuss, vous penserez que le métier de négociateur n'est pas de tout repos et vous aurez quelque admiration pour ces hommes qui, dans la rumeur des attentats, lisaient des textes ou discutaient des droits de douane afférents aux « ciseaux avec branches ornementées d'ivoire, d'écaille ou de nacre » ou applicables aux « presses à platine opérant un façonnage ».

Le contrôle institué par le Gouvernement du Reich sur ses devises équivalait à interdire l'exportation des capitaux, c'est-à-dire qu'il était impossible, pour les exportateurs français de toucher les sommes qui leur étaient dues, sans l'instauration d'un système de compensation. Après l'abandon du précédent accord que nous aurons l'occasion de commenter, le régime de juillet 1934 devait apporter à nos compatriotes un appui indispensable. C'était les défendre que de l'instituer, et non pas riposter à des mesures, nécessaires peut-être, mais qui néanmoins apportaient des entraves certaines au développement du commerce international.

Certains ont voulu y voir ce que le droit international public appelle des mesures de rétorsion. Logiquement en effet on eût pu s'attendre à ce que des décisions de ce genre soient prises, mais le gouvernement français a préféré restreindre pour ses nationaux, autant que possible, les effets malencontreux

des ordonnances de 1931 et servir les intérêts de ses marchands.

L'accord du 28 juillet 1934 a donc d'abord et surtout comme objet d'assurer le paiement régulier des exportateurs français, malgré l'interdiction de transfert des devises instituée par l'Allemagne. Mais d'après l'article 5 du texte, l'Office franco-allemand des paiements commerciaux prélève quotidiennement 15,75 % sur les versements en numéraire des importateurs français de marchandises allemandes et porte cette quote-part à un compte spécial ouvert au nom de la Reichsbank et destiné à assurer le service des emprunts Dawes et Young.

Cette disposition est la seule qui puisse expliquer dans une certaine mesure l'intrusion de l'Etat dans le fonctionnement de l'O. F. A. En effet, il s'agit de protéger des personnes assimilables à des rentiers français, puisque les emprunts Dawes et Young avaient été émis avec la garantie du Gouvernement français. Sans cet article 5, les nombreuses dispositions que nous allons commenter ne s'expliquent pas. Car on conçoit mal que des fonctionnaires interviennent dans un mécanisme aussi compliqué et aussi spécial que celui des opérations d'exportation. A moins qu'un gouvernement ne se mêle de diriger entièrement l'économie nationale et qu'il étatisé toutes les activités humaines, il est inadmissible qu'il prétende fixer les quantités produites, exportées et importées, obliger au paiement à telle caisse plutôt qu'à telle autre.

Mais si le gouvernement se prétend libéral à bon droit, il ne doit pas instituer un organisme d'apparence

administrative, fonctionnant en dehors de toute réalité au point que la monnaie légale du pays cocontractant n'est plus cotée à la Bourse officielle de sa capitale. Il doit s'efforcer de rendre son action la moins perceptible possible, trouver une solution obligatoire, mais en harmonie avec les habitudes de ceux qu'il régente.

Les directives de nos négociateurs ont été mal dosées. On leur avait probablement recommandé de respecter l'initiative privée tout en instituant un organe semi-officiel, de ne pas contrôler les devises tout en surveillant les marchandises. Ils ont construit l'édifice bizarre que l'on va parcourir, sans penser que les banques et les bourses étaient la garantie rêvée dont ils avaient la disposition et qui aurait conféré à leurs paragraphes innombrables la souplesse nécessaire.

Quoi qu'il en soit l'accord de juillet 1934 organise l'Office franco-allemand des paiements commerciaux (O. F. A.) pour les commerçants d'exportation français et pour les porteurs de titres Dawes et Young.

§ 3. — DURÉE D'APPLICATION

L'article 9 du traité de compensation du 28 juillet spécifiait que « le présent accord entrerait en vigueur le 1^{er} août 1934 ; il resterait en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934 ».

Le second paragraphe appliquait une méthode dont on peut se demander si sa valeur est très grande, et qui consiste à conclure une convention pour un délai extrêmement bref, sauf aux gouvernements, non pas à la reconduire tacitement, mais à étudier la situation

créée par le fonctionnement de l'organisme envisagé. « Dans le cas où les échanges commerciaux franco-allemands se développeraient d'une manière essentiellement différente de celle qui a été considérée au moment de la conclusion du présent accord, les deux gouvernements s'assurent réciproquement qu'ils seront disposés à entrer en pourparlers en vue d'adapter le dit accord à la nouvelle situation ainsi créée. »

Enfin, l'article 12 organisait des conférences. « Les deux gouvernements conviennent d'engager, à partir du 15 novembre 1934 des négociations, et se prononceront au plus tard le 1^{er} décembre sur le renouvellement du présent accord ou sur le nouveau régime des paiements commerciaux qu'il conviendra de lui substituer. »

S'appuyant sur cet article, des représentants allemands et français se réunirent à Paris au milieu de novembre et conclurent l'accord du 1^{er} décembre 1934.

Celui-ci devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1935. Dans son article premier, il était déclaré que l'accord de juillet était prorogé jusqu'au 1^{er} avril 1935.

Une procédure analogue à celle de l'article 9 analysé plus haut était instituée.

« Si au cours de cette période (du 1^{er} janvier au 1^{er} avril), les relations économiques générales entre les deux pays se trouvaient modifiées du fait d'événements nouveaux, les hautes parties contractantes engageraient immédiatement des négociations en vue de fixer le régime des paiements commerciaux qui devrait se substituer à partir d'une date à fixer et qui pourrait être antérieure au 1^{er} avril 1935 au régime établi par

le présent accord. » Ces événements nouveaux étaient bien évidemment le plébiscite de la Sarre : l'intention est claire.

Un certain pessimisme pointait cependant dans cet accord, car l'article 2 prévoyait déjà la procédure de liquidation du clearing, qui sera exposée dans un chapitre suivant.

Après de longs pourparlers qui se poursuivirent pendant le mois de février à Berlin, puis à Paris, après des conversations à Paris en mars, les négociations aboutirent le 30 mars 1935. Au terme de cet accord, conclu pour une période de trois mois à dater du 1^{er} avril, le système de la compensation est maintenu. L'équilibre du clearing devait cependant être réalisé grâce à une répartition appropriée des exportations en rapport avec les courants normaux des mois correspondants de l'année précédente. Cette répartition tenait compte notamment des modifications des territoires douaniers des deux pays.

Les modalités d'application de l'accord furent arrêtées à Berlin par la Commission permanente de la compensation franco-allemande, le 15 avril, après huit jours de discussion. Le communiqué officiel portait que « les deux comités ont pu constater leur accord sur la presque totalité des questions qui leur étaient présentées ».

Enfin, après une nouvelle prorogation, le ministère du commerce communiquait la note suivante : « Le clearing franco-allemand entrera en liquidation le 1^{er} août 1935... Pendant la période de liquidation du clearing, les importateurs français de produits alle-

mands continueront comme dans le passé, à s'acquitter de leurs dettes par des versements à la Reichsbank ». La Reichsbank est en effet le seul organisme à qui il soit possible de transférer des francs en reichsmarks. D'où cette dernière disposition.

L'O. F. A., créé le 28 juillet 1934, n'a donc fonctionné que pendant un an. Les limites de notre exposé dans le temps sont donc fixées. On peut s'étonner de la petitesse de leur intervalle. Il n'empêche qu'en juillet 1934 la balance de l'O.F.A. se soldait par un excédent de créances d'Allemagne sur la France ; alors qu'en janvier 1935 cette balance s'était retournée et que la France ne pouvait pas recouvrer les créances de ses nationaux.

Deux chiffres indiqueront les bouleversements qui s'étaient produits entre temps. Pendant les sept premiers mois de 1934, la France importait d'Allemagne pour 5 millions de francs de pommes de terre. En 1935, pendant le même délai, elle n'en achetait plus que pour 28.000 francs.

On voit que cette période peut servir de sujet d'étude.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT PRATIQUE DU CLEARING

Pour étudier dans la pratique le fonctionnement du clearing, il faut examiner :

1° Quels sont les territoires visés par l'accord et les organismes de compensation attachés à ces territoires ? A cette limitation dans l'espace, se rattache la question du transit, régime applicable aux marchandises traversant un pays sans s'y arrêter.

2° Quelles sont les opérations auxquelles s'applique l'accord ?

3° Quelles sont celles auxquelles il ne s'applique pas ?

4° S'il y a des dérogations aux principes et comment elles jouent ?

5° Quelles formalités les exportateurs et les importateurs ont à accomplir ?

6° Comment s'opèrent les différentes catégories de paiements ?

7° Comment est assurée l'exécution de ces prescriptions ?

§ 1. — TERRITOIRES VISÉS PAR L'ACCORD.

1° Les territoires dans lesquels l'accord du 28 juillet 1934 s'applique sont déterminés par l'article 7, premier alinéa. « Pour l'application du présent accord, seront considérées comme marchandises françaises à l'importation sur le territoire douanier allemand les marchandises originaires du territoire douanier français, des colonies, des pays de protectorat et des territoires sous mandat français ou qui sont nationalisées françaises d'après la législation allemande. Seront considérées comme marchandises allemandes à l'importation sur le territoire douanier français, dans les colonies, les pays de protectorat et les territoires sous mandat français, les marchandises originaires du territoire douanier allemand ou qui sont nationalisées allemandes par la législation française. »

Les marchandises originaires de la Sarre ont été considérées jusqu'à la fin du régime provisoire comme originaires du territoire douanier français. Depuis que la Sarre a été rattachée à l'Allemagne, la question n'a plus lieu de se poser.

2° Ces divers territoires ont des organismes de compensation distincts. Essentiellement, l'Allemagne est représentée par la Deutsche Verrechnungskasse (Währungsabteilung) Berlin S. W. III, qui est rattachée à la Reichsbank et comme telle soumise à l'autoritaire impulsion du Docteur Schacht, — et la France par l'O. F. A. (Office franco-allemand des paiements commerciaux de la Chambre de Commerce de Paris), 16. rue de Chateaubriand, Paris (8°).

L'O. F. A. est représenté :

Par la Banque d'Algérie, rattachée à la Chambre de Commerce d'Alger, en Algérie, et à la Chambre de Commerce de Tunis, en Tunisie ;

La Banque de l'Afrique occidentale française, en A. O. F. et en A. E. F., au Cameroun et au Togo ;

La Banque de l'Indochine dans l'Indochine, les établissements français de l'Inde, de l'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie, à la Réunion et sur la Côte des Somalis ;

La Banque de la Guadeloupe, à la Guadeloupe ;

La Banque de la Guyane, à la Guyane ;

La Banque de Madagascar, à Madagascar ;

La Banque de la Martinique, à la Martinique ;

La Banque des Iles rattachée à la Chambre de Commerce de Saint-Pierre, à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

La Banque d'Etat du Maroc, au Maroc ;

La Banque de Syrie et du Grand-Liban, en Syrie.

Enfin, il convient de signaler que jusqu'à la fin du régime provisoire la Sarre dépendait pour ses opérations de compensation de la Commission des dérogations du territoire de la Sarre à Sarrebrück, et que cette Commission travaillait avec la Société Générale Alsacienne de Banque.

D'ailleurs l'importance, quant au fonctionnement de la compensation, de ces différentes banques n'est évidemment pas la même et l'O. F. A. reste seul responsable.

3° Le deuxième alinéa de l'article 7 de l'accord de 1934 décide que « sont exclues des dispositions du présent accord les marchandises ayant simplement

transité à travers le territoire de l'un ou de l'autre des deux pays ».

D'une façon générale d'ailleurs, le transit est exclu des accords de compensation conclus par la France. L'Administration des Douanes a appliqué cette mesure à tous les accords par l'instruction du 31 octobre 1933.

Le trafic de perfectionnement est également exclu des accords.

Qu'appelle-t-on transit ? L'article 125 du Code des Douanes en donne la définition suivante : On dit qu'il y a transit, « soit que des marchandises entrent par des frontières de terre ou de mer pour ressortir directement, sans emprunt de la mer, par une autre frontière de terre ou de mer, soit qu'elles soient dirigées par terre d'un bureau ou d'un entrepôt des frontières ou de l'intérieur sur un autre bureau ou un autre entrepôt ». Les opérations d'entrée et de sortie ne peuvent alors avoir lieu que par certains bureaux. Les contrefaçons en librairie, les marchandises portant de fausses marques d'origine française, les margarines étrangères, les conserves de poissons et de légumes, les prunes, pruneaux et noix, les vins étrangers non revêtus de la marque indicatrice du pays d'origine, les semences de trèfle et de luzerne ne sont jamais admis au régime du transit.

Cette définition est trop étroite dans les rapports de compensation. On considère comme ayant également transité à travers le territoire de l'un ou de l'autre des deux pays les marchandises qui y ont été placées en entrepôt, en admission temporaire et en port franc, c'est-à-dire qui n'ont pas payé de droits à la douane au moment de leur importation.

L'entrepôt peut être réel, spécial ou fictif. Il est réel quand il est établi dans des locaux munis de corps de garde, de bureaux et de logements réservés aux agents des douanes. Ceux-ci ont les clefs des entrepôts. — Il est spécial pour les marchandises dont la présence dans l'entrepôt réel présente des dangers ou est susceptible d'altérer la qualité des autres produits et pour celles dont la conservation exige des installations spéciales. — Il est fictif quand la douane accepte de considérer comme entrepôt les magasins mêmes des commerçants, en se réservant un droit de contrôle.

L'admission temporaire est celle des produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir en France un complément de main-d'œuvre et que les intéressés s'engagent à réexporter ou à constituer en entrepôt dans un délai qui ne peut excéder six mois (article 196 du Code des Douanes). Il existe un régime spécial d'admission temporaire pour les blés et les sucres.

Un port franc bénéficie de l'exterritorialité par rapport au pays dans lequel il est situé.

Enfin les marchandises qui ont payé à la douane les droits auxquels leur importation était soumise peuvent cependant être considérées comme en transit, si elles quittent le territoire qu'elles ont traversé ayant gardé leur individualité d'origine. L'application de ce régime, assez rare d'ailleurs, est soumise à la nécessité de la délivrance par les autorités compétentes (le service des Douanes) d'un certificat d'origine.

Le but de cette disposition est d'éviter que les exportateurs des pays tiers profitent du clearing, au détriment des commerçants allemands et français, pour se faire payer.

§ 2. — OPÉRATIONS VISÉES PAR L'ACCORD

1° L'accord emploie dans plusieurs articles le terme « *créances commerciales* », c'est-à-dire créances résultant de la vente de marchandises. L'article 10 décide que : « Les opérations de l'O. F. A., telles qu'elles résultent de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux en date du 24 décembre 1932 seront arrêtées à la date du 31 juillet 1934. Les créances arriérées des exportateurs de marchandises françaises dont, aux termes des conventions conclues entre les intéressés, l'échéance était antérieure au 1^{er} août 1934, seront réglées en dehors du système arrêté par le présent accord. »

2° La France, d'autre part, a consenti à ce que l'O. F. A. verse à un compte spécial de la Reichsbank un prélèvement de 15,75 % sur le montant des paiements faits à l'Office par les importateurs de marchandises allemandes. Les sommes ainsi retirées servent en fait au *service des emprunts Dawes et Young*. Ceci est prévu par l'article 5.

3° De plus, les négociateurs franco-allemands ont convenu en décembre 1934 que « *les frais accessoires* résultant du trafic des marchandises qui devraient être régulièrement transférés du pays exportateur dans le pays importateur » pourraient être réglés par les Offices de compensation. Cette disposition a été insérée pour faciliter les opérations commerciales entre les deux pays. Comment faut-il l'entendre ? On distingue entre les frais accessoires indispensables à l'accomplissement des opérations d'importation et de livraison à

l'importateur (frais *a*) et les autres frais accessoires, ou frais *b*.

Les premiers comprennent des dépenses qu'on a souvent tendance à négliger, mais qui sont un facteur important du prix de revient : frais de transport en trafic direct que celui-ci se fasse par mer, par canaux, par chemin de fer, par la route ou par avion ; droits de douane et taxes analogues ; frais d'entrepôt ou de magasinage ; primes d'assurances. Ces frais peuvent ne pas être compris dans le prix fixé entre le fournisseur et son client. Par exemple l'exportateur français a pu vendre une marchandise en Allemagne. Dans ce cas le commerçant allemand versera à la Reichsbank (Verrechnungskasse), indépendamment du prix, le prix des frais d'envoi.

L'Office allemand avertira l'O. F. A. de son encaissement. L'O. F. A. informe alors l'importateur qu'il le réglera dès qu'il aura reçu de lui les pièces justifiant exactement et intégralement le montant de son crédit.

A cet effet l'importateur est prié de bien vouloir faire parvenir le plus rapidement possible : 1° Une copie de la facture adressée au débiteur, visée par la Chambre syndicale des transports, ou la Chambre de Commerce de son ressort. Cette copie sera revêtue de la mention suivante :

« Je soussigné certifie que la somme de Frs faisant l'objet du présent relevé et qui se rapporte à l'avis de crédit donné par l'O.F.A. sous le numéro ..., représente exclusivement des dépenses de transport, de douane, engagées par nos soins en territoire français pour le compte de la firme ... de ... »

2° Copie certifiée conforme de la lettre de voiture ou de tout autre document établissant que ces frais se rapportent à un parcours sur le territoire français ou sur un navire de nationalité française.

L'O. F. A. et ses correspondants ont ouvert pour ces frais accessoires des comptes spéciaux, les paiements qui s'y rapportent devant être effectués par priorité, dès la production des pièces justificatives.

Les frais du second ordre sont des frais relatifs à chaque opération d'exportation, tels que commissions du transitaire, du commissionnaire ou du représentant de commerce établi hors du pays exportateur et opérant dans le pays importateur, à moins que cet intermédiaire ne soit lié à l'exportateur par un contrat de travail, car alors il y aurait salaire et non accessoire d'une opération commerciale ; frais de publicité, location de stand. Dans ce cas les sommes nécessaires au paiement sont mises à la disposition des débiteurs de ces frais par l'Office de l'importateur dans sa monnaie nationale aussitôt après le versement à cet organisme du prix d'achat.

La différence essentielle est donc que dans le premier cas c'est l'importateur qui doit rembourser l'exportateur, alors que dans le second l'exportateur est débiteur envers un tiers opérant dans le pays de l'importateur.

Ainsi les opérations visées par l'accord sont des opérations commerciales conclues après le 1^{er} août 1934 et leurs frais accessoires ⁽¹⁾ et les paiements effec-

(1) Les marchandises importées de France en Allemagne avant le 1^{er} août 1934 et les marchandises importées des colonies, des pays de protectorat et des territoires sous mandat français avant

tués servent pour partie au service de la tranche française de deux emprunts internationaux.

4° On a voulu instaurer une discussion sur le point de savoir si la nationalité jouait ou non. Celle-ci n'a pas d'importance. Réserve faite du cas des entreprises ayant des filiales ou des succursales, on ne tient compte que du fait que des marchandises passent de France en Allemagne ou d'Allemagne en France et que dans ces deux pays elles avaient et ont un propriétaire.

Si l'importation a été faite par l'intermédiaire de tiers résidant dans un troisième territoire, l'importateur reste tenu de son versement à la caisse de compensation ; à moins que l'intermédiaire ait dédouané lui-même les marchandises. Il lui faudrait alors effectuer les versements à l'Office.

C'est donc bien le fait matériel du passage de la frontière qui est envisagé.

5° Ceci dit, et dans ces limites, la compensation est-elle obligatoire ? Le recours à la compensation est une mesure à laquelle les gouvernements répugnent, mais à laquelle ils sont contraints pour réaliser une créance qu'un débiteur s'efforce de ne pas payer ou pour permettre à leurs exportateurs de continuer leur activité.

Si les gouvernements interviennent c'est donc qu'ils

le 1^{er} juillet 1934 sont considérées comme faisant l'objet d'un titre de créance arriérée si, le paiement ayant été stipulé pour l'une ou l'autre de ces dates suivant les territoires en cause, il n'avait pas été cependant réalisé par la faute d'un débiteur négligent.

L'accord prévoit dans le deuxième alinéa du paragraphe 10 que ces créances seront réglées en dehors du système de la compensation. En fait, on espérait éviter des opérations de transfert : en permettant aux particuliers d'utiliser le solde en faveur de l'Allemagne que le clearing semblait devoir laisser.

y sont obligés. S'ils permettaient à la compensation privée, s'exerçant entre une importation et une exportation de s'effectuer, ils reconnaîtraient par là même l'inutilité de leur intervention. Aussi dans les pays où l'intermédiaire du clearing n'est pas obligatoire, la compensation privée reste-t-elle soumise à l'autorisation préalable des institutions responsables du fonctionnement du clearing. C'est ce qui se passe pour neuf des offices créés par la France pour ses rapports avec d'autres Etats.

Mais l'accord allemand, comme l'accord roumain, interdisent en principe la compensation privée (articles 2 et 3 de l'accord).

§ 3. — OPÉRATIONS NON VISÉES PAR L'ACCORD

1° Nous avons déjà examiné, dans le § 1, la question du *transit* et nous avons signalé que les marchandises transitées ne donnaient pas lieu à compensation.

2° *Les créances non commerciales* ne sont pas réglées par l'intermédiaire des offices. M. Wallach, député de Mulhouse, a attiré l'attention du ministre du commerce sur ce fait dans une lettre que le *Matin* du 4 juillet 1935 a reproduite. « Alors que toutes les sommes dues par des Allemands à des Français passent par la caisse de compensation franco-allemande, paiements commerciaux ou autres, ou ne sont pas payées du tout, la France autorise le versement en dehors du clearing de toutes les créances non commerciales que les Allemands peuvent avoir en France : loyers, revenus de capitaux, produits de ventes de titres ou d'im-

meubles, assurances, etc., sont versés librement aux créanciers allemands.

« Tel Français, propriétaire d'une maison en Allemagne, ne touchera pas ses revenus, mais est même obligé de verser en francs français le montant des impôts fonciers ; tel Allemand, propriétaire de maisons à Paris, touche librement ses revenus.

« C'est là un avantage substantiel pour l'Allemagne qui représente un chiffre considérable et peut être déterminé sans difficulté par une enquête dans les milieux bancaires. »

A l'exception près que toutes les créances de Français sur des Allemands ne passent pas par l'O.F.A. ⁽²⁾, il faut en effet reconnaître que les faits signalés par M. Wallach sont exacts et que le déséquilibre est flagrant. Aussi avait-il attiré l'attention d'un lecteur de « l'Information », dont la lettre a été publiée le 8 décembre 1934. La confiscation arbitraire imposée par l'Allemagne lui fait demander « la publication dans tous les pays intéressés d'une loi autorisant le règlement de toutes dettes envers des Allemands et ne tombant pas sous les accords commerciaux conclus, en marks bloqués ».

Et la conclusion de cette proposition est que « cette simple mesure aboutirait à une espèce de clearing automatique des anciennes créances réciproques. L'Alle-

(2) La convention de 1933 sur les crédits privés gelés a créé les marks inscrits (Registermarks). Tous les marks bloqués, crédits, titres, billets de banque bloqués peuvent, en principe et dans une certaine proportion, être convertis en marks inscrits. Ceux-ci peuvent être utilisés pour des hypothèques, des achats de propriétés foncières pour plus de cinq ans et, en général, de toute autre manière avec l'autorisation de la Reichsbank.

magne officielle ne pourrait s'en plaindre, puisqu'elle a toujours prétendu, à tort du reste, que les avoirs de ses nationaux à l'étranger étaient négligeables ».

Je ne crois pas que cette mesure de rétorsion, si elle était prise, favoriserait beaucoup les négociations franco-allemandes. Elle montre, en tout cas, les applications nombreuses, plus ou moins régulières, qui peuvent être faites de la compensation.

3° Les autorités allemandes ne donnent des autorisations d'aller dépenser des devises en France à leurs nationaux que dans des cas exceptionnels. On ne peut donc pas parler de *dépenses touristiques* d'Allemands sur notre territoire. Celles que font les Français visitant l'Allemagne sont considérables. Elles ne sont pas réglées par la voie du clearing. Mais il est juste de dire que la proportion de marks achetés en banque à cette occasion est restreinte et que les dépenses sont réglées pour la plus grande part en marks inscrits.

4° A la condition que cette tolérance soit admise par les deux Etats, *le trafic frontalier* n'est pas soumis à l'accord de compensation. On appelle trafic frontalier les achats et les ventes de produits des zones très voisines des frontières. Ce trafic est peu important.

5° Une dérogation spéciale existe en faveur des *marchandises importées par la voie aérienne* et dont la valeur ne dépasse pas 60 francs. Il faut chercher l'origine de cette disposition dans l'autorisation donnée aux Allemands de passer la frontière avec la contrepartie en monnaie étrangère de 10 RM. Or, le cours du Reichsmark (cours officiel) oscille autour de 6 fr. On a voulu que si un Allemand pouvait, sans passer

par un office de devises, emporter 10 RM. de marchandises, un Français le puisse également. L'exception est minime ; elle était obligatoire.

6° L'article 6 du décret portant application de l'accord franco-allemand sur les paiements commerciaux prévoit que « les importateurs de produits visés par les accords du 10 mars 1933 et du 3 juillet 1934, seront jusqu'à nouvel avis et dans les limites qui seront fixées par arrêté, exemptés des obligations ci-dessus, à condition d'effectuer leurs règlements par l'intermédiaire de la S.I.C.A.P. » (Société d'importation du charbon et autres produits de prestation).

L'arrêté auquel il est fait allusion, porte dans son article 5 que « l'exemption prévue à l'article 6 est limitée aux importations de houille crue, carbonisée ou agglomérée, de papier journal lisse ou satiné ».

Il conviendra d'examiner plus attentivement cette exception ; ce qui sera fait dans le chapitre 5. Il suffisait pour l'instant de la mentionner.

7° Nous n'avons pas encore parlé de *la fraude* en cette matière. On aurait pu sans doute en rattacher l'étude à celle du contrôle, mais les opérations frauduleuses ne passent-elles pas en dehors de la sphère d'action de l'Office de compensation ? Au surplus, les services économiques de la S. D. N., dans leur enquête sur les accords de clearing, services dont « la Lutte des Jeunes », hebdomadaire dirigé par B. de Jouvenel, pouvait écrire « qu'ils n'ont plus d'autre emploi que d'inscrire mélancoliquement dans leurs excellents bulletins statistiques, la courbe toujours décroissante du commerce international », qualifient cette fraude

« d'évasion du clearing ». Considérons donc non pas la fraude, mais les diverses formes d'évasion de ce qui est obligatoire.

On ne saurait tout d'abord songer à se passer totalement de la compensation, l'Allemagne interdisant tout transfert de devises. Mais on peut envisager le cas où, un Allemand vendant 100 à un Français qui lui vend 200, le Français ait à transférer 100, montant de la différence. Il s'agira alors de contrebande, car les Douanes ne laisseraient pas passer des marchandises non accompagnées d'un bulletin délivré par l'Office de compensation.

Mais en dehors de ce procédé radical, il existe des procédés pour tourner les prescriptions à l'usage des commerçants allemands qui, conservant un cœur d'airain devant les peines infligées aux trafiquants de devises, veulent obtenir des francs appréciés. Ces commerçants peuvent vendre leurs marchandises à la France en passant par l'intermédiaire d'un pays n'ayant de clearing ni avec l'Allemagne ni avec la France et n'ayant pas institué un contrôle de ses devises. Ce procédé est peu avantageux, en admettant qu'il soit possible, car les bénéfices seraient engloutis dans les frais de transports.

Ils peuvent déclarer leur marchandise pour une valeur inférieure à la valeur exacte, après s'être mis d'accord avec un importateur français pour que celui-ci verse la différence à une banque française. C'est un procédé qui implique de la confiance et de la bonne foi, en admettant que la douane accepte la déclaration de valeur.

Ils peuvent en troisième lieu expédier la marchandise à une filiale établie en France et autorisée à la recevoir par la commission compétente. La filiale vendant elle-même en France pourra encaisser intégralement le prix. C'est une méthode praticable à condition d'avoir une filiale en France.

Enfin la S. D. N., faisant preuve d'humour, signale qu'ils pourraient « accorder à l'acheteur un long délai de paiement, dans l'espoir qu'entre temps — dans un monde où tout évolue rapidement — la situation des changes et des devises s'améliorera à leur avantage » (*op. cit.*, p. 39). Je crains qu'il ne soit inutile d'insister sur la dose de confiance qu'il faut supposer dans ce cas à l'exportateur allemand.

Aussi peut-on dire que, tout bien considéré, la fraude à la compensation par clearing est difficile, ne peut profiter qu'aux commerçants allemands, les Français n'y gagnant parfois que de ne pas accomplir des formalités gênantes. Son importance ne doit pas être très considérable.

§ 4. — LE RÔLE DE LA COMMISSION PERMANENTE FRANCO-ALLEMANDE.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement français se sont mis d'accord pour instituer une Commission permanente où ils sont également représentés. Son rôle est de « suivre, discuter et régler rapidement les questions se rapportant aux échanges commerciaux et au paiement des marchandises entre les deux pays ». Ses décisions font autorité dans ce domaine.

Elle est composée de fonctionnaires des services intéressés : en Allemagne des représentants de la Reichsbank, en France des représentants du Ministère du Commerce, des Finances et des Affaires étrangères, auxquels est adjoint le Président de la Chambre de Commerce de Paris. Elle peut demander des avis à des personnes compétentes et même inviter ces experts à venir la compléter. Elle tient en principe une session par mois, tantôt à Paris et tantôt à Berlin.

Cette Commission a essayé d'adapter les échanges commerciaux l'un à l'autre, de façon à les rendre équivalents, ce qui facilitait la compensation. Elle s'est efforcée d'empêcher les gouvernements de prendre des mesures intempestives qui auraient pu compromettre le règlement des créanciers et d'intervenir assez à temps pour que les litiges relatifs au fonctionnement du clearing ne prennent pas des proportions trop considérables. Dans la mesure du possible elle a prévenu les difficultés qui auraient pu naître et a réglé des contestations au mieux de l'intérêt général des parties en présence. Malheureusement, cette action pacificatrice ne pouvait que pallier à des inconvénients innombrables.

Vis-à-vis des entreprises ayant dans l'autre pays des succursales et des filiales, son rôle est de surveillance, et elle travaille en collaboration avec les offices eux-mêmes. En effet les entreprises de l'un des pays contractants peuvent soit acheter leurs fournitures à leurs succursales ou à leurs filiales établies dans le second état, soit les acheter dans ce pays par l'intermédiaire de ces entreprises filles, les deux procédés ne différant

que par la façon dont ils apparaissent dans les écritures. Cette possibilité s'accompagne de l'obligation de compenser ces achats de matériel par le produit des ventes qu'elles font à ces sociétés filles. Les organismes de compensation ont à veiller à ce que les opérations d'un pays vers l'autre soient sensiblement égales aux opérations inverses, dans les rapports de l'entreprise-mère et de ses filiales ou succursales.

Quant à la compensation privée dont nous avons posé plus haut qu'elle est en principe interdite, elle peut cependant, très exceptionnellement, être autorisée par la Commission permanente, à la double condition que les opérations, d'une part ne nuisent pas à l'équilibre — recherché — de l'Office de compensation si elles sont admises, et d'autre part ne se réaliseraient pas si la compensation privée ne jouait pas à leur égard. C'est le cas du charbon allemand brûlé par les entreprises françaises exploitant des mines de fer.

Le rôle de la Commission permanente franco-allemande est donc un rôle de mise au point dans le détail d'une convention générale.

§ 5. — FORMALITÉS A ACCOMPLIR PAR L'EXPORTATEUR ET L'IMPORTATEUR.

Ce sont ces formalités dont se plaignent beaucoup les commerçants. Sans doute elles prennent beaucoup de temps, et on a tendance en France à les qualifier d'inquisitoriales. Mais elles sont indispensables au bon fonctionnement de cette institution. Leur but est de

rendre indispensable à tout commerçant d'un pays voulant faire du commerce avec l'autre pays le passage par le clearing. Les formalités à accomplir consistent essentiellement dans l'inscription sur les registres de l'Office.

Cette opération se fait au service « Importation » de l'O. F. A.

Nous distinguerons deux cas :

1° L'inscription des importateurs sur les registres de l'Office.

2° Celle des exportateurs.

1° Inscription des importateurs sur les registres de l'Office.

a) L'importateur en France ou dans les colonies françaises, etc., peut se faire inscrire d'une façon permanente sur les registres spéciaux que l'O. F. A. et ses correspondants tiennent à sa disposition. Il fait sa demande sur un formulaire rose, rédigé en français. L'inscription est gratuite. Elle signifie qu'il s'engage à faire tous ses paiements relatifs à des achats de marchandises allemandes par l'intermédiaire de l'O. F. A.

Une fois ce formulaire rempli, l'O. F. A. lui attribue un numéro d'ordre qui représentera le numéro de son compte. La liste des numéros ainsi décernés est journellement adressée aux bureaux de douane par où les marchandises allemandes peuvent entrer en France. Au moment de l'importation, l'importateur remet ou fait remettre par son mandataire ou par l'expéditeur la facture d'achat accompagnée de la mention « Certifié sincère et véritable. Numéro d'enregistrement à

l'O. F. A. ... » signée par lui-même, deux copies de cette facture et un engagement en double exemplaire de verser à l'échéance à l'Office le prix fixé. Le service des douanes, après avoir vérifié que le numéro porté sur la facture est bien indiqué sur les listes que lui transmet périodiquement l'Office, transmet ces documents à l'O. F. A. qui les collationne.

Une marchandise ne peut pas passer la frontière si elle n'est pas accompagnée des documents cités plus plus haut.

Si ces documents une fois produits l'importateur ne tient pas sa promesse, il sera actionné en justice par l'O. F. A. et il sera condamné à payer même s'il s'est déjà acquitté envers son débiteur par un procédé quelconque. L'O. F. A. d'ailleurs le ratera de ses registres et aura la faculté de le poursuivre conformément aux lois douanières.

b) Si les opérations d'un importateur sont accidentelles et ne sont pas destinées à se répéter, le commerçant remplira pour chaque importation une formule blanche qui l'oblige aux mêmes versements.

N'étant pas aussi bien au courant des formalités à accomplir que l'importateur précédent, celui-ci ne pourra peut-être pas produire à temps l'engagement. Le service des Douanes pourra cependant autoriser le dédouanement des marchandises, moyennant la consignation de 1/10 de la valeur déclarée. C'est une tolérance que l'administration peut souverainement accorder. Le montant de la consignation pourra être remboursé ou venir en déduction du versement à l'Office, une fois l'engagement souscrit de passer par l'O. F. A.

2° Inscription des exportateurs sur les registres de l'Office.

L'exportateur allemand peut éviter toutes ces formalités ennuyeuses à ses clients de France, ce qui est intéressant pour lui dans tous les cas où il n'a pas d'organisation de vente, d'agents exclusifs ou d'acheteurs en gros, mais où sa clientèle est composée de petits usagers. Il lui faut alors se faire inscrire sur les registres de l'O. F. A., ce qu'il demande en remplissant une fiche jaune. Dans ce formulaire, il déclare s'engager à faire verser à ses acheteurs en France, aux termes fixés entre eux, une somme représentant le prix d'achat des marchandises. Ce versement sera effectué à une banque opérant en France, désignée dans la déclaration et qui réglera elle-même l'Office.

La déclaration comporte également l'indication de la banque en France à laquelle l'exportateur a son compte et le numéro de son compte.

Elle est complétée par la Chambre de Commerce allemande compétente, qui certifie que les renseignements fournis sont exacts et que l'exportateur présente une garantie suffisante.

Ce formulaire signé est envoyé à l'O. F. A. avec un bon de réponse international pour l'envoi du numéro d'ordre qui lui est attribué. L'O. F. A. peut d'ailleurs refuser l'inscription si la banque qui doit le régler ne lui paraît pas présenter assez de sécurité. Il prendra le plus souvent l'avis de la Chambre de Commerce allemande à Paris.

En cas de fraudes ou d'infractions, l'importateur en France est seul pratiquement responsable.

A la place de l'importateur ou de l'exportateur, le représentant en France de la maison à laquelle la commande a été passée peut remplir les formalités nécessaires et se faire inscrire sur les registres. Il remplira un formulaire rose. Si, au regard des autorités françaises, ce n'est pas un commerçant, la Chambre de Commerce allemande à Paris peut répondre de lui si la firme qu'il représente en fait la demande en fournissant la preuve du lien qui les unit.

Ces différentes dispositions ont pour but d'assouplir le fonctionnement du clearing en permettant à l'importateur français de se décharger sur un autre de formalités qui répugnent à la mentalité nationale. Elles n'existent que depuis le 1^{er} janvier 1935, date de mise en vigueur de l'accord du 30 novembre 1934.

D'ailleurs, une fois qu'elles sont faites, il ne reste plus qu'à rappeler à chaque envoi un numéro, ce qui ne peut tout de même pas être considéré comme très difficile.

§ 6. — MODALITÉS DE PAIEMENT ET TAUX DE CHANGE.

On se rappelle le principe du mécanisme de la compensation. Un Allemand A envoie à un Français C des marchandises ; en même temps un Français D envoie des produits à B. C paie le prix convenu à l'O. F. A. qui règle D. La Reichsbank touche de B des devises qui lui permettront de remettre à A le montant de sa créance.

Nous allons examiner d'une façon plus précise les règles applicables à ces paiements.

En France, les paiements sont faits en francs ; en Allemagne en reichsmarks.

En Indochine et en Syrie, les succursales de l'Office effectuent les conversions nécessaires de monnaies indigènes en francs français.

Les créances libellées en monnaies différentes sont converties en francs et en reichsmarks sur la base de la moyenne des cours moyens aux Bourses de Paris et de Berlin au cours du jour du versement à l'O. F. A. ou à la Reichsbank. Les risques sont ainsi mis à la charge du créancier, ce qui peut l'inciter à exiger le libellé du prix en francs ou en reichsmarks.

Si la dette du débiteur en France est indiquée en reichsmarks, le taux de change imposé est le cours moyen du franc le jour de l'échéance à la Bourse de Berlin. Le même cours est adopté pour exprimer en reichsmarks la dette d'un débiteur allemand quand celle-ci est libellée en francs.

1° Paiement au clearing d'un importateur français.

Les importateurs de marchandises allemandes peuvent être titulaires de comptes spéciaux en Allemagne, provenant d'avoirs gelés par exemple. Dans ce cas s'ils réunissent l'autorisation de l'O. F. A. et celle de la Commission permanente franco-allemande, ils peuvent demander à la Reichsbank de leur ouvrir un compte spécial que prévoit la législation allemande sur les devises, sous le nom de *Ausländersonder Konto für Inlandzahlungen* (compte spécial ouvert à un étranger pour des paiements à l'intérieur). Ce compte permettra aux importateurs de régler directement leurs

fournisseurs. Cependant il n'y a pas compensation privée puisqu'il n'y a pas deux transferts corrélatifs de marchandises.

Une hypothèse similaire peut se réaliser. Un importateur français est titulaire de marks bloqués. La Commission permanente pourra l'autoriser à employer ces marks bloqués à régler une partie de la dette contractée envers son débiteur allemand. Cette autorisation ne sera donnée que si l'importateur arrive à démontrer que si on la lui refuse il renoncera à importer. C'est bien le rôle pacificateur qui a été signalé. On ne veut pas restreindre le commerce franco-allemand et des exceptions aux règles générales peuvent être consenties par l'organisme compétent après vérification des arguments présentés. Mais pour éviter la fraude, on exigera la preuve que ces marks bloqués appartiennent à des Français, et la Commission permanente délimitera souverainement pour quelles marchandises et dans quelle mesure ce procédé pourra être utilisé. Il faut insister sur le fait qu'il ne peut s'agir que d'un paiement partiel, le complément étant réglé par la voie de l'O. F. A.

Enfin, le cas habituel est le versement opéré par un importateur en francs. L'O. F. A. refuse les paiements en espèces qui compliqueraient sa trésorerie. Il indique toujours aux importateurs quels moyens il préférerait leur voir employer, de façon que les règlements : 1° offrent toute sécurité, et 2° facilitent les opérations des clearings. Ceci se produit dans l'intérêt des exportateurs français qui sont plus vite réglés, et dans l'intérêt des contre-parties allemandes que la Verre-

chnungskasse de la Reichsbank est à même d'avertir dans le délai le plus bref.

Le paiement normal s'effectue par chèque barré sur Paris, visé pour provision par une banque ou par ordre de virement du compte du particulier au compte de l'Office adressé à la Banque de France.

Pour faciliter les opérations peu importantes, celles des frontaliers par exemple, l'O. F. A. accepte les versements à son compte de chèques postaux (Paris, N°86921) pour les sommes inférieures à 500 francs. Mais ce procédé est extrêmement incommode, la plupart des importateurs négligeant de mettre les renseignements nécessaires ou les écrivant de façon illisible. L'O. F. A. est obligé de demander des éclaircissements aux P. T. T., ce qui occasionne du travail et une perte de temps.

Le paiement par traites est admis. L'exportateur allemand tirera des traites sur l'importateur français. Ces traites seront présentées à l'échéance par une banque établie en France et celle-ci opérera le versement à l'O. F. A. Le mécanisme n'est pas faussé, c'en est une simple application.

Tous ces paiements doivent être accompagnés d'indications suffisantes pour identifier l'opération commerciale à laquelle ils se rapportent. Ils sont notifiés à la Verrechnungskasse de la Reichsbank par l'O. F. A. L'avis qui est donné indique le nom et l'adresse de l'importateur, le nom et l'adresse de l'exportateur, la somme reçue par l'Office et, s'il y a plusieurs échéances, celles qui restent à courir.

2° Paiement au clearing d'un importateur allemand.

Examinons maintenant l'opération symétrique, le paiement d'un importateur allemand.

La réglementation est plus poussée. La surveillance des importations était attribuée à des Offices régionaux de devises, quand le 24 mars 1934, le Docteur Schacht prit un décret aux termes duquel l'importation de la laine, du coton et des filés était soumise à une autorisation délivrée par un Office de contrôle (Überwachungstelle) et comportant un certificat de devises (Devisenbescheinigung).

Cette mesure fut bientôt étendue aux métaux non ferreux, puis aux cuirs et peaux, au caoutchouc et aux produits oléagineux.

Le résultat fut immédiat : un contrôle plus rigoureux des importations de matières premières remplaçant un contrôle moins rigoureux, les Allemands achetèrent des produits finis, ce qui provoqua une hausse sensible des entrées de ces produits. Le gouvernement édicta alors une nouvelle réglementation générale du commerce extérieur, qui constitua avec les parties relatives à l'économie intérieure ce qu'on a appelé le Neue plan (nouveau plan) entré en vigueur le 24 septembre. Celui-ci confie la surveillance des importations et des exportations à vingt-cinq bureaux, qui ne délivrent plus que des autorisations extraordinaires, après examen d'une part du solde des devises affectées à l'importation d'une certaine marchandise, et d'autre part de l'emploi que prétendent en faire les importateurs. Ils apprécient le prix et donnent la préférence à l'importateur qui leur fera débourser le moins de

devises. En outre, ils favorisent l'entrée de matières premières qui, travaillées en Allemagne, pourront être réexportées.

Il faut noter que les Offices régionaux subsistent. Ils restent compétents pour le commerce de transit, le règlement des frais accessoires à tout trafic commercial, et d'une façon générale pour toutes les affaires d'importance minime. Mais à propos de toutes les demandes qui leur sont adressées, ils doivent demander l'avis de l'Office de contrôle compétent, préalablement à toute décision. Les Überwachungstellen reçoivent d'ailleurs toujours copie des autorisations délivrées par les Offices régionaux de devises, ce qui permet à ces institutions de se tenir au courant des quantités et des prix des marchandises introduites par chaque importateur.

3° Paiement du clearing à l'exportateur français.

Si l'examen est favorable, les bureaux délivrent des autorisations d'importation, seule garantie des exportateurs français. Ces bons portent la date du ou des paiements, ce qui permet à la Reichsbank d'opérer un second contrôle qui vient renforcer le premier.

Le paiement étant fait à la Verrechnungskasse, celle-ci avise l'O. F. A. L'O. F. A. à son tour adresse à l'exportateur français un *avis de crédit*, c'est-à-dire que le commerçant français est averti qu'un paiement a été fait en Allemagne à son nom pour une opération commerciale dont on lui demande de faire la preuve. Après envoi des pièces justificatives, l'O. F. A. apprécie la sincérité et la réalité de l'opération. Ceci fait,

si les disponibilités qu'il a en caisse le lui permettent, il règle l'exportateur. Si, au contraire, les versements des importateurs de marchandises allemandes ont été inférieures au montant des créances des exportateurs de marchandises françaises, un feuillet détaché d'un livre à souche, numéroté et portant l'indication de la somme dont l'O. F. A. a été crédité pour son compte, est remis à l'exportateur : ce feuillet s'appelle un *récépissé*, qu'il ne faut pas confondre avec un avis de crédit.

Le récépissé n'existe que lorsque le clearing présente des arriérés, et le problème de la mobilisation des récépissés sera examiné plus loin.

4° Paiement du clearing à l'exportateur allemand.

Des opérations semblables ont lieu pour payer l'exportateur de marchandises françaises.

C'est le lieu de noter ici une information parue dans le bulletin quotidien de la Société d'informations économiques du 2 octobre 1935, et d'après laquelle, en juin 1935, juste avant la mise en liquidation du clearing, une caisse de subvention pour les exportations aurait été créée. Elle serait alimentée par la Golddiskontogesellschaft pour 300 millions de reichsmarks et surtout par une contribution des différentes industries, proportionnelle aux commandes qu'elles ont reçues de l'Etat. La subvention atteindrait au total près d'un milliard de reichsmarks.

Cette information a été démentie par la presse allemande.

L'Office est autorisé par l'article 9 de l'arrêté pris

pour l'application de l'accord du 28 juillet à percevoir une taxe représentative de tous les frais qui lui incombent de 2 pour 1.000 sur le montant de toutes les opérations réalisées par son intermédiaire.

§ 7. — LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS.

Le contrôle des exportations est établi dans l'intérêt des exportateurs en général. Il consiste à s'assurer de la réalité de l'exportation et de la nationalité française des marchandises qui en ont fait l'objet. Pour la réalité, le bureau de douane de sortie doit délivrer sans frais, si on lui en fait la demande, un triplicata de la déclaration de sortie de douane. C'est le procédé normal quand la marchandise voyage par chemin de fer. On peut également présenter : le récépissé bleu d'expédition délivré par la Compagnie de chemin de fer ou le transitaire, le récépissé du colis postal, le reçu délivré par l'Administration des Postes ; enfin tout document prouvant l'entrée de la marchandise en Allemagne. La nationalité est prouvée par le visa de la Chambre de Commerce à laquelle ressortit l'exportation certifiant que les marchandises sont françaises et que leur valeur est conforme aux livres de l'exportateur.

Quant au contrôle des importations, nous l'avons déjà vu au sujet des formalités à accomplir. Une marchandise ne peut être dédouanée que si l'on présente à la douane une copie de la facture d'achat certifiée sincère et véritable par le déclarant et un engagement

en double exemplaire de verser à l'échéance le prix d'achat des marchandises à l'Office.

Maintenant qu'on a étudié plus en détail le fonctionnement d'un accord de compensation, à quelles opérations pratiquées, sur quels territoires il s'appliquait ; quelles dérogations pouvaient être apportées et par qui, quelles formalités les parties avaient à accomplir pour être payées et de quelle façon elles l'étaient, il va falloir dans un chapitre 3 résoudre quelques questions de droit pur, ce qui sera brièvement fait, avant d'aborder l'étude des importations en France de charbons et de pâte à papier et celle du prélèvement de 15,75 % qui sert à assurer le service des emprunts Dawes et Young.

CHAPITRE III

DE QUELQUES QUESTIONS JURIDIQUES

§ 1. — ORDRE DU PAIEMENT DES EXPORTATEURS.

Nous avons vu que les exportateurs sont payés par leur Office national sur les fonds que celui-ci a reçus des importateurs. Logiquement ils devraient l'être non pas quand il y a des disponibilités dans la caisse du clearing, mais quand leurs acheteurs ont versé le prix convenu. En fait, dans le fonctionnement pratique, on est obligé de tenir compte des deux opérations et nous avons vu que si le règlement immédiat de l'exportateur est rendu impossible par la pénurie des moyens, il est remplacé par l'attribution d'un récépissé, qui est une reconnaissance de dette ou un billet à ordre, à ceci près que les échéances ne sont pas indiquées.

Pour le reste, c'est-à-dire en ce qui concerne l'ordre de paiement, c'est l'ordre chronologique des versements des importateurs étrangers qui est adopté. Mais pour éviter des pertes de temps et des formalités de contrôle, l'O. F. A. par exemple attend d'avoir reçu notification du versement à la Verrechnungskasse d'une somme assez importante. Il met alors en paiement une tranche de récépissés dont la valeur correspond à cette somme. Les intéressés en sont avisés par

des notifications individuelles et par des avis publiés dans les journaux.

Supposons qu'une tranche de 1.000 créances, du numéro 1.230 au numéro 2.231, représentant une certaine somme (un million de francs par exemple) soit mise en paiement. L'exportateur dont le compte porte le numéro 1.233 a égaré les documents qu'il lui faut présenter à l'O. F. A. pour obtenir son règlement — ou bien après production de ces pièces, les services élèvent des contestations sur leur régularité. On pourrait appeler au paiement les créanciers titulaires des récépissés suivants pour une somme égale à celle dont l'O. F. A. est débitrice au compte 1.233. Pour satisfaire à la règle de l'ordre des versements des importateurs, on bloquera ce compte et on réservera les fonds jusqu'à ce qu'une décision compétente soit intervenue. Solution logique, conforme au bon sens et à l'équité.

§ 2. — SAISIE-ARRÊT OPÉRÉE PAR UN CRÉANCIER.

La première hypothèse à laquelle on songe est simple. Un individu A est débiteur de 100 à B son compatriote. A est également exportateur et comme tel il a reçu de l'O. F. A. un avis de paiement, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, qu'on l'a prié de communiquer au clearing les pièces justifiant la sincérité et la réalité de l'opération. B a eu vent de l'envoi de cet avis. Peut-il faire opposition au paiement par l'Office à A de ce qui est dû à ce dernier et exiger son règlement par A ou par l'Office ?

Les textes mettant en vigueur l'accord du 28 juillet

sont muets sur ce point. Mais il suffit de suivre les principes généraux des clearings pour résoudre la question.

Un Office de clearing n'est qu'un intermédiaire servant à opérer des règlements entre deux commerçants séparés par une frontière. Le versement opéré par un individu à sa caisse nationale ne servira pas à payer sa contre-partie étrangère, mais à payer ses compatriotes. Si on considère la situation qui serait faite aux exportateurs d'un Etat qui n'importerait rien, il faut avouer qu'elle serait fâcheuse, car, sous le régime du clearing, ils ne toucheraient rien.

Ainsi, à une tranche de versements à l'Office correspond une tranche de paiements par l'Office. Aussi est-on obligé de déclarer qu'un créancier d'un exportateur ne peut pas opérer saisie-arrêt sur les sommes versées à l'O. F. A. C'est du reste ce qui ressort d'une ordonnance de référé du Président du Tribunal civil de la Seine, du 27 juillet 1933, rapportée par M. Jolly. « Les sommes provenant des importations de marchandises de X (nom du pays) en France sont destinées au paiement des marchandises exportées de France en X. Admettre que, par voie de saisie ou par toute autre voie, une partie des sommes passant par les mains de l'Office de compensation peut avoir une destination autre que celle ci-dessus indiquée, est non seulement contraire à l'esprit comme à la lettre de la convention précitée, mais anéantit tout le système de la compensation. »

Cette solution, pour logique qu'elle apparaisse, est cependant controversée.

Mais si un créancier fait opposition au paiement par un importateur à l'Office du prix convenu, dans ce cas, l'article 1242 du Code civil peut valablement jouer : « Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants ; ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier ». La situation est en effet différente : l'importateur n'ayant rien versé, le droit au paiement de l'exportateur ne naît pas ; le principe du clearing n'est pas faussé. Dans la pratique le problème de l'action devant les tribunaux étrangers se compliquera de celui du transfert.

La question était néanmoins curieuse à examiner. A notre connaissance, il n'y a pas de jurisprudence rapportée dans les recueils autre que celle citée plus haut.

§ 3. — PAIEMENT DES IMPÔTS AU MOYEN DE RÉCÉPISSÉS.

Un récépissé est une reconnaissance de dette à terme indéterminé. L'O.F.A. n'effectuera son paiement que lorsqu'il en aura la possibilité, c'est-à-dire lorsque les importateurs auront versé dans sa caisse des espèces suffisantes. Or, le Gouvernement, surtout à l'heure actuelle, ne peut pas avoir un portefeuille de créances dont il ne sait pas quand elles viendront à échéance. Aussi le paiement des impôts au moyen de récépissés n'est-il pas possible.

D'ailleurs la question peut sembler inopportune. Si elle est mentionnée ici, c'est que M. Jolly la traite dans son ouvrage, ce qui peut laisser présager que

des commerçants ont prétendu payer le fisc avec ces certificats. On voit sans peine quelle peut être l'origine de pareille pensée : c'est une apparence toute formelle qui a pu prêter à confusion ; cet office où se présente l'exportateur, avec ses employés, ses dossiers et son appareil administratif, semble un office détaché d'un ministère. Il participe donc des différents caractères des administrations publiques ; la compensation de droit privé doit pouvoir jouer entre ce qu'il doit et ce qu'on doit en impôts et en taxes assimilées. L'Etat ne donne-t-il pas ou ne va-t-il pas donner sa garantie à ces récépissés ?

Il faut avouer que de la vérité à l'erreur il y a ici peu de chemin et la raison pour laquelle ce procédé de libération n'a pas été admis, citée par M. Jolly, est que « les récépissés ne constituent que la représentation de créances dont le règlement dépend des possibilités effectives des offices et peut, dès lors, n'intervenir qu'à une date plus ou moins éloignée ». C'est bien la crainte du Trésor de ne pas être payé à temps.

Reste pour l'exportateur n'ayant dans sa trésorerie que des récépissés qu'il ne peut pas mobiliser la possibilité d'exposer sa situation au contrôleur des Contributions directes. Souhaitons-lui d'obtenir des délais et d'attendrir l'inexorable.

§ 4. — CESSIION DE CRÉANCE, DÉLÉGATION NANTISSEMENT

Ces trois points sont autant de jalons sur la route de la mobilisation des arriérés de clearing. C'est pour cela qu'ils sont mentionnés.

1° Cession de créance. — Elle s'opère entre un exportateur cédant et un personnage qui est un créancier ou un bénéficiaire cessionnaire; le rôle du cédé est joué ici par l'O.F.A. L'article 1690 du Code Civil impose la signification du transport au cédé pour que la cession soit opposable aux tiers, ou l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique. Le deuxième procédé n'est jamais employé pour opérer une cession de récépissé : car l'O.F.A. dont devrait émaner l'acceptation ne consentirait vraisemblablement pas toujours à changer l'ordre de ses écritures. Surtout si l'enregistrement de l'acceptation est soumis à un droit supérieur au droit proportionnel de 1,5 % que doit acquitter la signification.

La signification est accomplie par un exploit d'huissier. Elle dégage l'Office par rapport à l'exportateur et l'oblige à payer au cessionnaire qui est transporté dans les droits du cédant. Ainsi l'O. F. A. pourra lui opposer un vice qu'il aura découvert dans la créance après la cession, irréalité de l'opération par exemple et refuser de la payer.

2° Délégation de créance. C'est l'acte par lequel l'exportateur prie un de ses créanciers d'accepter comme débiteur de cette créance l'O.F.A. contre lequel il a un récépissé. L'avantage de ce procédé pour l'exportateur, c'est de ne pas avoir à faire de transfert en numéraire et surtout d'éteindre une dette en laissant à un autre que lui le soin d'attendre que des possibilités de règlement soient envisagées par l'Office. Reste à savoir jusqu'à quel point et à quelles conditions plus ou moins usuraires un tel marché peut être

conclu. Ou bien la créance du délégataire n'était pas très bonne, et il lui est alors peut-être plus indifférent de l'échanger contre une autre à échéance indéterminée mais sûre; ou bien le délégataire lui a consenti des avantages spéciaux. C'est affaire entre les parties.

Est notamment considérée comme délégation l'opération réalisée par le moyen d'un virement, quand l'exportateur bénéficiaire initial du crédit ouvert sur les livres d'un office a donné à celui-ci l'ordre de virer le montant de ce crédit au compte d'une banque ou d'un établissement de crédit, si ceux-ci n'ont pas expressément déclaré qu'ils entendent décharger l'exportateur.

Quoi qu'il en soit, si l'Office n'a pas la précaution d'usage de faire toutes réserves sur la valeur du titre délégué, il ne pourra plus opposer au délégataire les exceptions qu'il aurait pu invoquer contre le déléguant.

Cet inconvénient, joint aux conditions dans lesquelles s'accomplirait la délégation, font que ce procédé est, en fait, peu employé.

3° Nantissement. — Un exportateur est titulaire d'un récépissé de clearing. Peut-il le donner en gage à un créancier pour sûreté de sa dette ? Sans doute; il suffira que le récépissé soit mis en la possession de ce créancier. Mais l'accomplissement de cette condition est nécessaire entre les parties elles-mêmes pour que le créancier puisse se prévaloir des effets du contrat à l'encontre de son débiteur. Cette formalité étant indispensable, il faut qu'elle soit constatée par un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due ainsi que la

description du récépissé, à moins que la matière ne soit inférieure à 500 francs (art. 2074 du C. civ.).

L'acte est enregistré, ce qui lui donne date certaine et signifié à l'O.F.A.

Les effets sont alors ceux du Code civil.

Ce procédé ne semble pas présenter un très grand intérêt pour les exportateurs. Il faut qu'ils trouvent une personne acceptant la remise du récépissé en gage; qu'ils consentent à donner à cette opération une certaine publicité. D'ailleurs les règles générales du droit civil s'appliquent ici; il est donc inutile d'insister plus longtemps.

§ 5. — MOBILISATION DES ARRIÉRÉS DE CLEARING

La question est d'une actualité beaucoup plus brûlante. Encore que les facilités accordées aux exportateurs soient restreintes, le régime qui fonctionne semble viable. Il est d'ailleurs récent, datant d'octobre 1935.

Bien que la politique des clearings ait été utilisée depuis relativement longtemps par la France, et parce qu'on n'avait pas envisagé qu'une fois institué le clearing pourrait peut-être geler les créances françaises, rien n'avait été prévu officiellement à ce sujet. M. Louis Rollin, le ministre du Commerce qui organisa en pratique les offices de compensation français, avait simplement obtenu de la Banque de France qu'elle accepte ou réescompte les effets accompagnés d'un récépissé de crédit délivré par les Offices de compensation, effets qu'elle renouvellait deux ou trois fois et qu'elle ne

comprenait pas dans les contingents de réescompte des banques ⁽¹⁾. Les banques privées, et plus souvent des particuliers, profitaient de cette situation pour imposer des conditions très dures par lesquelles les exportateurs de France qui manquaient de fonds de roulement se trouvaient obligés de passer.

Aussi ne tardèrent-ils pas à exprimer leur indignation. Celle-ci tenait surtout à ce que les offices, organismes semi-officiels, ne participaient pas de la garantie de l'Etat. L'Etat, après avoir chargé la Chambre de Commerce de Paris de faire fonctionner ces institutions, semblait se désintéresser presque totalement du sort malheureux qui leur était imparti. On aurait voulu soit que l'Etat complète les clearings, soit qu'il laisse aux commerçants pleine liberté pour aménager à leur convenance leurs relations avec l'Etranger. Dans la pratique, la première tendance se marque par un projet Massimi et Peissel, rendu public par l'Information du 23 mars 1935. Il envisageait la création d'une Caisse autonome de paiement des exportations compensées, dotée d'un fonds de roulement permettant le remboursement des récépissés suivant un rythme régulier, dans le mois suivant leur émission. Ce fonds de roulement serait constitué par des bons analogues aux bons du Trésor. La pensée des auteurs semble bien avoir été que, si on ne plaçait pas les bons, le budget de l'Etat pourrait faire une place au financement de cette Caisse autonome. — Le projet ne connut pas un grand retentissement.

(1) Voir *Information économique*, 14 mai 1935.

La deuxième tendance s'exprimait par le vœu des commerçants d'être représentés dans les délégations de négociateurs qui examinaient périodiquement les questions de compensation et de commerce international et d'y avoir la majorité sur les fonctionnaires. Ce qui était rendu impossible par la grandeur des intérêts en cause et la personnalité des représentants de l'Allemagne, ce qui est toujours le cas quand un gouvernement hiérarchisé et un gouvernement parlementaire entrent en conversation.

M. Germain Martin promettait, en avril 1935, qu'une solution interviendrait au début du mois suivant. En fait, il fallut attendre les trains de décrets-lois Laval pour assister à une réalisation.

Ce fut d'abord le décret-loi du 16 juillet 1935, relatif à la mobilisation des arriérés de clearing. Malheureusement, la rédaction de son article premier exigeant que « les récépissés soient entre les mains de leurs titulaires primitifs, aient été émis depuis un an au moins et que des mesures aient été prises soit pour liquider le clearing dont il s'agit, soit pour assurer l'amortissement régulier des arriérés existants et empêcher la constitution d'un nouvel arriéré » limitaient tellement strictement le champ d'application du texte, que celui-ci était pratiquement inopérant.

Aussi, le 8 août, un second décret-loi venait compléter celui du 16 juillet et les exportateurs français titulaires de récépissés de l'O.F.A. purent-ils croire que leur sort allait être amélioré. Il n'en était rien. Car les récépissés devaient bien se rapporter à des créances inscrites sur les livres des Offices de compen-

sation au plus tard le 16 juillet 1935, ce qui aurait été possible dans le cas que nous examinons; mais la condition était maintenue que les récépissés aient été émis depuis un an au moins. Or l'O.F.A. n'ayant fonctionné qu'un an et les premiers exportateurs ayant été réglés, aucun récépissé non payable n'avait été délivré par l'O.F.A. depuis plus d'un an.

Des protestations se firent entendre, en particulier celle de M. R. Alterman, conseiller du commerce extérieur, dans *Paris-Midi* du 12 septembre. L'administration s'excusa en déclarant qu'il n'y avait pas nécessité d'englober le clearing franco-allemand dans la procédure prévue par les décrets-lois, car la totalité des arriérés pourrait vraisemblablement être réglée dans un délai d'une dizaine de mois, à condition toutefois que le rythme de nos échanges avec l'Allemagne se poursuive normalement.

Enfin, le décret-loi du 30 octobre 1935 parut : il apportait à la mobilisation des arriérés de clearing une solution, dont le principe est que l'Etat peut octroyer sa garantie pour une certaine proportion du montant des créances impayées inscrites sur les registres des offices de compensation.

Les opérations susceptibles de bénéficier de la garantie sont les avances consenties par des prêteurs sur des récépissés délivrés par l'O. F. A. La garantie de l'Etat ne porte donc pas sur le règlement par l'O.F.A. du montant des créances sur lesquelles une avance a été consentie, mais sur le remboursement de cette avance. L'Etat ne dit pas : je vais prendre à ma charge le paiement anticipé de vos exportations. Il s'adresse

à un établissement de crédit et s'engage à lui rembourser une partie de ce que ce dernier a avancé à l'exportateur sur son récépissé, au cas où des difficultés empêcheraient radicalement l'emprunteur de faire face à la date fixée à ses obligations.

Certaines conditions doivent être remplies pour que le système joue. Il faut :

— Que les établissements de crédit aient assez de surface pour que cette opération de prêt ne soit pas pour eux une opération de spéculation. Aussi le choix du ministère des Finances parmi eux est-il discriminatoire. En fait, le prêteur éventuel, désireux de savoir si la garantie de l'Etat jouera dans son cas, s'adressera au Secrétariat général de l'Assurance-Crédit au **Ministère du Commerce** ;

— Que le récépissé soit un véritable récépissé et non un accusé de réception. La distinction a déjà été exposée ;

— Que le récépissé ait été émis avant le 31 juillet 1935, si l'on veut obtenir la garantie à partir du 1^{er} novembre 1935. (Pour les récépissés émis après le 31 juillet, la garantie sera accordée au plus tôt un an après la date d'émission. Cette disposition présente de l'intérêt pour les exportateurs ayant traité avec l'Allemagne après la mise en liquidation du clearing.) La date à laquelle il convient de se référer est la date de l'avis de crédit remis à l'exportateur par l'O.F.A. ;

— Que le récépissé pour lequel on demande la garantie soit entre les mains de son titulaire primitif. Cette disposition semble peu claire, car, puisqu'un prêteur a consenti à avancer tout ou partie de la

somme inscrite sur le titre, il a vraisemblablement conservé celui-ci en gage. Le décret ne pourrait jamais s'appliquer. Aussi le Ministère du Commerce soutient-il officiellement une thèse tenant compte plus de l'esprit que de la lettre du texte. Il assimile aux récépissés entre les mains de leurs titulaires primitifs les créances mises en gage et les créances déléguées à des tiers si le délégataire n'a pas expressément déclaré qu'il entendait décharger le titulaire primitif.

Moyennant l'accomplissement de ces conditions, l'Etat garantit 80 % du montant de chaque récépissé. La durée de la garantie est égale à la durée de l'avance consentie par le prêteur, celle-ci ne pouvant d'ailleurs être que d'un, deux, trois, quatre, cinq ou six ans et non d'une période de dix-huit ou de trente-six mois.

Le prêteur verse à la Commission de l'Assurance-Crédit par l'intermédiaire de la Banque nationale pour le Commerce extérieur une prime annuelle de 0,5 % sur les 80 % du montant du récépissé ou sur le montant garanti. Le versement de cette prime a lieu d'avance pour chaque année de garantie.

Lorsque l'exportateur n'a pas remboursé à la date fixée son prêteur, celui-ci le met en demeure dans les huit jours de l'échéance. Dans les quinze jours suivant cette sommation, il doit aviser par lettre recommandée le Secrétaire général de l'Assurance-Crédit que son débiteur ne s'est pas acquitté et qu'il a recours à l'Etat. L'Etat a quarante-cinq jours à compter de l'échéance pour tenir son engagement. Il est alors subrogé dans les droits du prêteur comme le prévoit

l'article 1250 du Code civil, ce qui lui donne le droit éventuel d'actionner le débiteur défaillant.

Si, pendant le cours de la garantie, l'O.F.A. a réglé la créance inscrite sur le récépissé, la somme versée sert au remboursement de l'Etat (montant de la garantie et frais qu'il a engagés à la suite de la défaillance du débiteur).

Lorsqu'un exportateur a demandé la garantie de l'Etat et que l'Etat la lui a accordée, le prêteur a un mois pour faire parvenir au Secrétaire de l'Assurance-Crédit un certificat délivré par l'O.F.A., attestant que la créance est inscrite et inscrite au nom de cet exportateur et pour verser à la Banque du Commerce extérieur la prime. Passé ce délai, non seulement la demande de garantie est annulée, mais encore, si le prêteur veut obtenir une garantie pour la même créance, il versera une amende de 100 francs, coût de sa négligence ou de ses sautes d'humeur (article 13 du décret du 3 octobre 1935).

La nécessité que ce soit le titulaire primitif du récépissé qui en demande la garantie a fait que ce système n'a pas encore beaucoup fonctionné; les exportateurs avaient en effet cédé leurs récépissés à des établissements de crédit avant le 30 octobre 1935. Tel qu'il est, néanmoins, le système doit inciter les banques à avancer au moins 80 % du montant de la créance. Mais il est encore trop tôt pour qu'on puisse apprécier les résultats.

§ 6. — CAS DE FAILLITE

C'est un cas qui peut se produire : un importateur reçoit des marchandises d'Allemagne après s'être engagé à les payer à l'O.F.A. Ses affaires tournent mal et il est déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire. Le résultat, c'est que même si les marchandises ont été vendues, l'Office n'a pas reçu de versement.

L'hypothèse est en tout cas facile à envisager. Un clearing n'est qu'un intermédiaire recevant des fonds et les versant pour le compte de tiers. Mais il ne supprime pas le risque. C'est donc la solution de droit commun qu'il faut adopter, c'est-à-dire que le syndic ou le liquidateur agira au nom de la personne qu'il représente, au mieux de ses intérêts.

Si, au contraire, c'est l'exportateur qui a fait faillite ou qui est tombé en déconfiture entre le moment de la livraison de ses marchandises et celui de son règlement par l'Office, l'Office (O.F.A. ou D.V.K.) effectuera le paiement entre les mains du représentant des créanciers.

C'est absolument la solution de droit commun. Il n'y a pas lieu d'insister plus longtemps.

§ 7. — ABSENCE DE LIVRAISON OU DE PAIEMENT

C'est la question de l'inexécution des engagements commerciaux pris par le vendeur ou l'acheteur.

Ici encore le fait qu'un office de compensation est mêlé au fonctionnement de l'opération ne doit pas

masquer la réalité. Le vendeur n'a-t-il pas fourni la marchandise ?

La vente est de plein droit résolue et la question ne présenterait aucun intérêt s'il n'advenait parfois que cette fâcheuse nouvelle soit connue après que l'importateur a versé le prix convenu au clearing. Dans cette hypothèse, l'importateur donnera avis à l'O.F.A. de l'inexistence des opérations qu'il avait entreprises. L'O.F.A. procédera au remboursement de la somme reçue et préviendra la Verrechnungskasse, le cas échéant, de l'annulation des écritures dont il lui avait envoyé copie.

Si l'acheteur ne fait pas les fonds aux échéances prévues et dont l'O.F.A. a connaissance par la facture qui lui est envoyée par l'exportateur, les services comptables du clearing en sont avertis automatiquement. Le service intitulé « échéancier » porte en effet sur une fiche par client les renseignements qui lui sont indispensables, c'est-à-dire : la date de la facture, le nom de l'exportateur, le nom de l'importateur et son numéro d'inscription, la ou les dates d'échéance et le montant de la facture en francs ou en marks. Par ailleurs, le service tient également la liste par échéance des montants des factures qui doivent être réglées. En comparant le total de ces sommes avec le total des chèques qui ont été versés à l'O.F.A., l'échéancier détermine, après un long travail de recherches, quel importateur a négligé son paiement.

Il envoie alors à ce commerçant une lettre circulaire l'avertissant qu'il peut lui ôter son numéro d'inscription, c'est-à-dire lui interdire le commerce avec

l'Allemagne et que, d'autre part, les contrevenants aux articles 1, 2 et 3 de l'accord de 1934 seront poursuivis conformément aux lois douanières ⁽²⁾. Il a pu arriver que l'importateur, ayant reçu une marchandise avariée, soit en désaccord avec son fournisseur sur le prix, — que l'exportateur ait accordé de nouveaux délais de paiement qu'on a négligé de faire connaître à l'office, — que les montants dont il s'agit aient été versés pour le compte de l'importateur par une banque ayant liquidé en bloc plusieurs créances et que la fiche n'ait pu être déchargée, — ou enfin que l'exportateur ait accordé une remise sur la facture qui a supprimé les dernières échéances.

Aussi, la plupart du temps, suffit-il que l'importateur réponde de façon plausible pour que la discussion se termine. Si l'importateur répond maladroitement, l'office se doit de poursuivre les rentrées de fonds qui lui sont indispensables. Mais sur ce point il est très mal armé. Il est juste d'ajouter que les commerçants français ont assez le respect de la loi pour qu'une simple menace, même imprécise, les fasse rentrer dans le droit chemin.

§ 8. — LE VERSEMENT A L'O.F.A. EST-IL LIBÉRATOIRE ?

Au contraire de certains traités de compensation, comme celui qui existe entre la Suède et l'Allemagne et qui prévoit que le versement est libératoire pour

(2) Le Ministère des Finances ne sait d'ailleurs pas exactement sur quel texte il pourrait s'appuyer pour exercer des poursuites contre un contrevenant. L'obligation de passer par l'O.F.A. n'était pas assortie de pénalités suffisantes.

le débiteur ; au contraire d'autres traités conclus par la Suisse et par l'Italie indiquant que le versement n'est pas libératoire tant que le créancier n'a pas perçu le montant de son crédit, l'accord du 28 juillet 1934 ne contient aucune disposition de principe qui permettrait d'affirmer une solution.

On ne peut donc pas raisonner par analogie puisque des textes semblables établissent des règles opposées.

Aussi ne peut-on s'étonner que des avis contradictoires se soient fait jour sur la question, avis d'ailleurs plus ou moins intéressés et dont le caractère catégorique était d'autant plus grand que le fondement juridique était plus inexistant. Dans ces conditions il semble inutile de comparer les opinions émises et de les discuter. Il paraît préférable de raisonner sur ce que l'étude descriptive que nous avons faite nous a appris.

L'office de compensation n'est en définitive qu'un intermédiaire, entre importateurs et exportateurs d'un même pays au point de vue monétaire sans doute, mais qu'on peut aussi considérer comme un intermédiaire entre un importateur et un exportateur de pays différents. Il suffit pour cela d'admettre que les commerçants français sont séparés par un mur des commerçants allemands. Ce mur est percé d'une porte, mais par où ne peuvent passer que des marchandises, et d'un guichet, par où ne peuvent passer que des lettres (factures et avis de versement) et pas de numéraire. Les employés qui travaillent des deux côtés du guichet sont honorablement connus : ils ont été choi-

sis par une grande administration et sont soumis à une surveillance gouvernementale.

Pourquoi, dans ces conditions, se poser la question. Peut-être faut-il un certain temps avant que le correspondant d'un expéditeur touche ce qui lui est dû ; mais ceci n'est pas une question de droit. C'est une question de fait. En droit, le versement et le paiement ne sont pas distincts. Les opérations que l'O.F.A. fait subir à ce qu'elle reçoit n'ont rien de juridique, ce sont des manipulations dans le détail desquelles il a fallu entrer pour donner du fonctionnement une description complète.

Seulement il semble que le versement opéré par un débiteur à un organisme de compensation éteint sa dette.

Par là, nous en avons terminé avec le quatrième chapitre de cette étude, où l'on a étudié quelques questions juridiques, et principalement celles de l'ordre de paiement des exportateurs, de la mobilisation des arriérés de clearing et du caractère libératoire des versements à l'O.F.A.

Nous avons signalé dans le précédent chapitre que certains produits n'étaient pas soumis au passage par l'O.F.A., essentiellement le charbon et la pâte à papier, à condition de passer par la société d'importation du charbon et autres produits de prestations (S. I.C.A.P.). Nous allons maintenant examiner les opérations de cette sorte.

CHAPITRE IV

LE REGIME DU CHARBON ET DE LA PATE A PAPIER

Le décret du 28 juillet 1934, portant application de l'accord franco-allemand des paiements commerciaux, est ainsi conçu: « Les importateurs de produits visés par les accords du 10 mars 1933 et du 3 juillet 1934 seront, jusqu'à nouvel ordre et dans les limites qui seront fixées par arrêté, exemptés des obligations ci-dessus (intermédiaire de l'O.F.A.), à condition d'effectuer leurs règlements par l'intermédiaire de la S.I.C.A.P. ».

L'arrêté auquel il était fait allusion, pris le même jour, énonçait dans son article 5 que l'exemption ainsi prévue était limitée aux importations de houille crue, carbonisée ou agglomérée, et de papier journal lisse ou satiné.

Qu'est-ce que la S.I.C.A.P.? quel a été son rôle? et quel sera-t-il dans un avenir rapproché? C'est ce qu'il faut envisager dans trois paragraphes.

§ 1. — QU'EST-CE QUE LA S.I.C.A.P. ?

Le traité de Versailles avait prévu que l'Allemagne effectuerait pour le compte de la France des presta-

tions en nature, payées par l'intermédiaire de l'agent général des paiements. Après le plan Young, ce dernier fut remplacé par la Banque des Règlements Internationaux. Enfin, en juillet 1931, le moratoire Hoover provoqua la réunion de la conférence de Lausanne. Celle-ci suspendit les prestations pour une période d'une année, qui devait prendre fin en juillet 1932; mais le charbon allemand continuait à entrer en France sous un régime transitoire comparable au régime du marché libre.

Les premières lois sur l'exportation des devises hors d'Allemagne étaient publiées à la fin de juillet 1931. A partir de cette date, les banquiers français, qui, cependant, n'étaient pas les plus touchés des banquiers mondiaux, ne purent rapatrier les sommes qu'ils avaient investies outre Rhin: les crédits qu'ils avaient consentis étaient gelés.

La S.I.C.A.P., qui avait été chargée par le Gouvernement français d'encaisser le produit des ventes des charbons de réparation en France, continua à subsister pendant la période transitoire au cours de laquelle les prestations étaient suspendues, c'est-à-dire de juillet 1931 à juillet 1932.

En juillet 1932, la S.I.C.A.P. songea à utiliser le montant des ventes de charbon allemand en France pour dégeler les crédits français immobilisés en Allemagne. A cet effet, et par l'intermédiaire de la Direction du Mouvement Général des Fonds, elle entra en relations avec la Banque Française d'Acceptation, qui centralisait le montant total des créances françaises ge-

lées en Allemagne, et elle proposa à cette banque de dégeler ces fonds.

La B.F.A., bien qu'elle eut jusqu'alors ignoré l'existence de la S.I.C.A.P., comprit immédiatement l'intérêt considérable qu'elle avait à cette proposition, et d'accord avec le Ministère des Finances, la S.I.C.A.P. fut chargée de commencer les pourparlers avec les autorités allemandes compétentes. Ces pourparlers se révélèrent très ardues, et le gouvernement allemand refusa, tout d'abord, de laisser dégeler les créances bancaires françaises. Il autorisa cependant la S.I.C.A.P. à dégeler les créances françaises appartenant à des particuliers. Ces opérations commencèrent en octobre 1932.

Toutefois la S.I.C.A.P. et la B.F.A. reprirent les pourparlers avec les Allemands en décembre 1932, et après de nombreuses conférences, ceux-ci se déclarèrent prêts à ce qu'un montant mensuel fixé suivant un processus assez complexe fût dégelé en faveur des banques françaises. Les modalités de ces opérations donnèrent lieu à l'établissement du protocole du 10 mars 1933, valable pour un an. La convention fut renouvelée en mars 1934 pour une autre année. Des négociations commerciales ayant été engagées en juillet 1934 pour l'établissement du clearing franco-allemand, la date d'expiration du protocole fut reportée au 1^{er} mars 1936.

§ 2. — QUEL A ÉTÉ LE RÔLE DE LA S.I.C.A.P. ?

1° La S.I.C.A.P. encaisse le montant des ventes du Kohlensyndikat, en France, en francs et lui paye la

contrevaieur des encaissements-francs qu'elle effectue en reichsmarks gelés appartenant à des banques françaises.

Chacun y trouve son compte: les banques françaises d'abord; puis la Reichsbank, à qui ce procédé permet de ne pas violer totalement les règles du droit des gens; les importateurs français de produits allemands, consommateurs trop loin des côtes pour utiliser du charbon anglais et des mines du Nord pour acheter du charbon français.

Pour la détermination des sommes pouvant être débloquées trimestriellement pour les banques françaises, l'on calcule la valeur totale des importations en France de houille crue, carbonisée et agglomérée, de goudron et d'asphalte, de produits obtenus par la distillation de la houille, de produits chimiques, de teintures et de couleurs, et de médicaments préparés en provenance de l'Allemagne pendant le cours de l'année, en prenant pour base la moyenne des statistiques douanières françaises et allemandes correspondant aux douze mois précédant le premier mois du trimestre envisagé. De la somme ainsi obtenue, on retranche un montant forfaitaire de 6.600.000 marks que les Allemands estiment recevoir en devises, et le solde peut servir pendant trois mois à payer les exportations mensuelles de charbon vers la France.

Ces crédits étaient surtout des crédits bancaires d'acceptation, c'est-à-dire résultant du versement en reichsmarks d'un importateur allemand dans une banque allemande au compte d'une banque française qui

a, elle-même, accepté de régler directement le fournisseur français.

Les crédits consentis aux banques allemandes par les banques françaises étaient ouverts en francs, en dollars ou en livres sterling. La S.I.C.A.P., pour obtenir le montant du change de ces monnaies, prend leurs cours à la Bourse de Berlin au jour du versement en marks effectué à son compte chez le Kohlen-syndikat à Essen.

2° Ce procédé ayant fort bien réussi, puisqu'en 1933 on était arrivé à débloquer 247 millions de francs, représentant des créances bancaires, le rôle de la S.I.C.A.P. fut élargi par un protocole de signature du 28 juillet 1934. Il s'agissait de faire rentrer en France des créances dont les titulaires étaient des personnes physiques ou morales françaises, en particulier :

- des titulaires de comptes courants en Allemagne,

- des entreprises françaises ayant constitué en Allemagne des filiales par des apports en nature (marchandises) dont la vente avait permis de constituer un capital social,

- des sociétés ayant des créances hypothécaires sur des immeubles situés en Allemagne (en particulier le Crédit Foncier communal d'Alsace et de Lorraine qui, constitué avant la guerre, avait beaucoup d'hypothèques à long terme sur des immeubles situés dans le pays de Bade),

- des particuliers possédant des titres allemands amortis ou sortis au tirage,

— des Français habitant l'Allemagne, désireux de rentrer définitivement en France et d'y transférer les intérêts qu'ils avaient en Allemagne,

— des Français possédant des titres allemands, actions ou obligations, dont la réalisation leur était indispensable pour pouvoir vivre (nécessité de la production d'un certificat d'indigence).

Le rapatriement de ces sommes bloquées est fait par l'intermédiaire de l'importation de charbon dans la proportion de 6 % du dégel des avoirs bancaires.

Au début de décembre 1935, le déblocage était de :

Avoirs bancaires	686	Millions de fr.
Avoirs du 2 ^e type	17	— —
Avoir des collectivités	54,5	— —
Divers	3,5	— —

Soit au total 761 Millions de fr.

Signalons que le déblocage des créances bancaires est presque terminé et que, sur ce point, le rôle de la S.I.C.A.P. est destiné à prendre rapidement fin. Mais elle a encore d'autres attributions.

3° Une des raisons pour lesquelles l'Allemagne avait arraché en 1870 l'Alsace et la Lorraine à la France, était que la Lorraine possédait des gisements de fer dont le territoire allemand est relativement pauvre. La restitution des provinces perdues ne supprima pas le courant de fer français vers l'Allemagne et de charbon allemand vers la France. Simplement, quand le système du clearing fut rendu obligatoire, il s'appliqua, bien entendu, à ces exportations. Notamment, depuis le 1^{er} août 1934, les Français étaient payés par l'O.F.A., mais avec un retard considérable allant de 4

à 6 mois, dû, dans une certaine mesure à ce que l'organisation de leurs banques permet aux Allemands de vendre à 90 jours alors que les Français vendent au comptant.

Les métallurgistes français exploitant les mines lorraines protestèrent alors près du Ministère du Commerce, montrant qu'il était paradoxal qu'ils ne pussent pas payer avec du fer le coke qu'ils importaient, et que la compensation privée ne pût pas jouer d'office dans ce cas exceptionnel. La carence du clearing força le ministère à leur donner satisfaction, d'autant plus rapidement qu'ils menacèrent de fermer leurs exploitations. Quoi qu'il en soit, après bien des heurts, la Commission franco-allemande tantôt accordant l'autorisation de réaliser la compensation privée, tantôt la retirant, suivant des cas d'espèces, on accepta, en septembre 1934, que les propriétaires de mines et d'usines transformant le fer en acier aient le droit de compenser leurs achats de coke allemand par l'exportation de leur surplus de minerai de fer. La compensation privée ne peut ainsi s'appliquer qu'aux industriels propriétaires à la fois de mines et d'ateliers utilisant l'acier obtenu.

La S.I.C.A.P. est intervenue par la force des choses dans ces opérations et elle a été chargée, par le Ministère du Commerce, de surveiller ces compensations.

Il importe de noter que les exportations allemandes de charbon en France n'ont pas augmenté en dehors du droit commun, et que le régime général des contingents s'applique ici.

4° Enfin, l'arrêté du 28 juillet 1934 cite, à côté de la houille, la pâte à papier journal comme un produit dont le paiement est dispensé du passage par l'O.F.A. L'Allemagne n'est pourtant pas un gros fournisseur de papier de journal, elle arrive bien après les pays scandinaves et la Finlande. La pâte à papier a été sortie du clearing et prise comme monnaie d'échange pour obtenir le rapatriement d'autres sommes intransférables.

Les prestations en nature avaient prévu de grands travaux publics effectués grâce à une collaboration franco-allemande. Il se trouva que certains Français entreprirent ces travaux de compte à demi avec des Allemands. Les marchés étaient pour partie en cours d'exécution en juillet 1931 ; les Français, qui avaient investi leurs capitaux, étaient titulaires outre-Rhin de comptes représentant leur part de bénéfices, ils ne purent les rapatrier.

Par ailleurs, lorsque l'accord de Standstill définitif intervint entre l'Allemagne et ses créanciers bancaires (février 1932), ceux-ci furent invités à fournir à leurs débiteurs le montant des crédits bloqués qu'ils possédaient. Ce sont ces crédits dont nous avons vu le règlement par les importations de charbon. D'autres crédits, dont la déclaration n'avait pas été envisagée par le Gouvernement allemand, étant donné leur variété, ne pouvaient bénéficier du protocole du 10 mars 1933.

C'est pour dégeler ces deux sortes de comptes qu'un accord fut passé entre la S.I.C.A.P. et les producteurs allemands de pâte à papier. Cet accord a pris fin le

31 décembre 1935. Le fonctionnement était le suivant : le producteur allemand envoie la pâte à papier en France. Les acheteurs paient le prix convenu, soit 200 à titre d'exemple, à la S.I.C.A.P. La S.I.C.A.P. verse la moitié de cette somme, soit 100, à l'O.F.A. L'autre moitié sert à débloquer les avoirs bloqués de fournisseurs français de prestations en nature et des titulaires des autres crédits. Mais les avoirs ne seront pas débloqués pour une somme en marks correspondant à 100 ; ils le seront que jusqu'à concurrence de 100 diminué d'un certain pourcentage, 10 % par exemple, ristourné par la Reichsbank au producteur allemand.

§ 3. — L'AVENIR DE LA S.I.C.A.P.

L'accord sur la pâte à papier n'est plus applicable depuis le 31 décembre 1935. L'accord sur les charbons expire le 1^{er} mars 1936. Néanmoins, tous les avoirs gelés ne sont pas rentrés en France ; aussi semble-t-il que la S.I.C.A.P. aura à tenir, par la suite, un rôle aussi important que celui qu'elle a joué jusqu'à présent.

Le Ministère des Finances est favorable au renouvellement des conventions. Il envisage même de confier à la S.I.C.A.P. le soin d'encaisser les sommes nécessaires au service des emprunts Dawes et Young.

Certains exportateurs français verraient volontiers la S.I.C.A.P. payer les insuffisances du clearing franco-allemand au moyen d'une répartition nouvelle de ses ressources, c'est-à-dire en diminuant les montants

alloués jusqu'à présent aux différentes catégories de créanciers, et en affectant les montants ainsi libérés au paiement de ces insuffisances, ce qui serait le meilleur moyen de tirer au clair la situation présente, et la solution idéale permettant la conclusion de nouveaux traités de commerce.

Enfin l'Allemagne, intéressée à la question, est également tiraillée entre ses exportateurs de houille et le stock de devises de la Reichsbank. Bien des facteurs d'incertitude, comme on le voit, qui ne permettent pas de prédire l'avenir, bien que celui-ci soit relativement proche.

CHAPITRE V

LE SERVICE DES EMPRUNTS DAWES ET YOUNG

Ce qui est bon à prendre est bon à conserver.

FRÉDÉRIC II.

Au cours de ce qui va suivre, on appellera emprunt Dawes l'emprunt extérieur allemand 7 % 1924, et emprunt Young l'emprunt international 5 1/2 % 1930 du Gouvernement allemand. L'emprunt Young comprend des tranches françaises et des tranches étrangères.

Le 27 avril 1934, une conférence réunissait la Reichsbank et les représentants des créanciers étrangers de l'Allemagne. Ouverte à Berlin, elle était présidée par M. Fraser, président de la B.R.I., et elle avait pour but de rechercher quel régime pourrait être applicable aux dettes allemandes à long et à moyen terme, à la suite des différentes lois sur les devises promulguées sous l'inspiration du Docteur Schacht, et en particulier de la décision du 18 décembre 1933 d'après laquelle la Reichsbank avait déclaré accepter de transférer une somme représentant 30 % de la valeur des intérêts des dettes extérieures, le solde, soit 70 %.

n'étant payé qu'en scrips dont le transfert était interdit.

Cependant la décision du 18 décembre n'étant pas applicable au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt Dawes, ni à celui des intérêts de l'emprunt Young, la conférence convint de réserver pour une discussion ultérieure le cas de ces emprunts. Mais au cours des débats, le Docteur Schacht fit connaître qu'il n'accepterait pas de disjoindre les relations économiques du Reich et ses engagements extérieurs. Puis il notifia son intention de suspendre le 30 juin tout transfert de devises au titre des emprunts extérieurs, ce qui mettait en cause la question qu'on avait accepté de ne pas traiter.

La conférence se termina le 29 mai sur les propositions suivantes de l'Allemagne :

— Paiement des coupons en bons de consolidation de la caisse de conversion 3 % amortissables en 1945 ;

— Ou paiement des coupons six mois après échéance pour 40 % de leur montant. La délégation française accepta de recommander ces propositions à défaut d'autres, à condition : 1° que le service des emprunts du Reich serait absolument respecté ; 2° que le gouvernement qu'elle représentait reprendrait toute sa liberté d'action dans le cas où l'exécution du projet aboutirait à avantager certains états par rapport à d'autres.

Le 14 juin, le Docteur Schacht déclara que pendant une période de 6 mois, à dater du 1^{er} juillet 1934, le Reich n'effectuerait plus aucun transfert en espèces afférent au service des dettes à moyen et à long terme.

Il informait en même temps la B.R.I. que, jusqu'à nouvel ordre, aucune devise ne serait disponible pour le service des emprunts Dawes et Young, que de toute manière le service de ces emprunts serait effectué en reichsmarks non transférables et que cette décision « ne portait pas atteinte à la position privilégiée de ces emprunts ». Une note adressée au Ministre des Finances ajoutait que, du côté allemand, on était prêt à donner toutes explications nécessaires et à envisager des moyens pratiques de remédier à cette situation.

Après des protestations platoniques, le Gouvernement français résolut de remédier aux dispositions unilatérales ainsi communiquées. Deux systèmes pouvaient être envisagés : Dans le système du Recovery Act, la France demande aux acheteurs français de marchandises allemandes de verser au service des Douanes françaises un certain pourcentage du montant dû aux vendeurs allemands. Cette somme est transférée aux établissements payeurs des emprunts Dawes et Young, qui la reversent aux porteurs de coupons. En échange du versement en francs effectué aux Douanes françaises, l'acheteur français de marchandises allemandes reçoit un titre qui lui donne droit à la contrepartie en marks de ce versement et qu'il transfère au vendeur allemand.

Quant au système du clearing, nous avons étudié son fonctionnement.

Mais l'accord commercial franco-allemand en vigueur expirant le 1^{er} juillet 1934, on convint de réunir les deux problèmes et de négocier à la fois les questions

financières et les questions commerciales. Le résultat fut l'accord du 28 juillet 1934.

§ 1. — A qui et pour combien de temps l'accord s'applique-t-il ?

§ 2. — Comment le service est-il effectué ?

§ 3. — Résultats du fonctionnement.

§ 1. — A QUI ET POUR COMBIEN DE TEMPS
L'ACCORD S'APPLIQUE-T-IL ?

Aux termes de cet accord, l'Allemagne s'engage à payer intégralement à leur valeur nominale et dans la monnaie de leur libellé les coupons échéant entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1934 (cette dernière date a été repoussée par un accord ultérieur jusqu'au moment où le clearing sera liquidé), de toute la tranche française de l'emprunt Young, ainsi que ceux des titres des tranches étrangères de l'emprunt Young et de tous les titres de l'emprunt Dawes appartenant à des Français avant le 15 juin 1934. Par Français, les négociateurs entendent : toutes les personnes physiques ou morales, quelle que soit leur nationalité, domiciliées sur le territoire douanier français. C'est-à-dire que par exemple un Monégasque est assimilé à un Français.

Un accord qui n'a pas été rendu public, bien que le 4 août l'*Information* ait publié que, « en raison de la conclusion tardive de cet accord l'admission des titres des deux emprunts acquis après cette date (15 juin) par les catégories de porteurs susvisées n'est cependant pas exclue, sous réserve d'un examen des cas

particuliers », étend le bénéfice du paiement en francs aux titres achetés de bonne foi entre le 15 juin et le 24 juillet 1934 et non à l'effet de les faire bénéficier des conditions spéciales de transfert existant entre la France et l'Allemagne. Pour les titres de la tranche française, la bonne foi est admise d'office. La preuve contraire est d'ailleurs difficile à donner.

Cette tolérance est minutieusement réglée pour que des abus ne se produisent pas. Les établissements centralisateurs des coupons doivent adresser à la Reichsbank le relevé des titres ayant donné lieu à l'application de ces dispositions. Le Gouvernement allemand se réserve le droit de signaler au Gouvernement français les tractations frauduleuses réalisées malgré le contrôle, qui seraient portées à sa connaissance. Le Gouvernement français s'est engagé à ouvrir une enquête et à prendre les mesures de répression nécessaires, son intérêt étant l'application de ces dispositions à un nombre restreint de bénéficiaires.

A partir du 1^{er} août 1934, il fallut donc, pour toucher le montant intégral des coupons des emprunts Dawes et Young, présenter en même temps un certificat de nationalité. Celui-ci était délivré par les banques, sur présentation du titre et du bordereau d'achat, après enquête chez l'agent de change. L'obligation de remplir ces formalités fit procéder à des ventes que compensèrent des achats faits des personnes qui voyaient dans le clearing un gage certain de paiement des coupons. Les opérations de délivrance des certificats ont été closes le 15 mars 1935.

Il convient de noter, à titre documentaire, qu'en

ce qui concerne les dettes publiques et privées à long et moyen terme autres que ces emprunts, en l'espèce les rentes revalorisées du Gouvernement allemand que détiennent pour une part importante des Alsaciens-Lorrains, l'offre qui terminait la Conférence de Berlin, faite par le Gouvernement allemand le 29 mai 1934, s'applique effectivement, sous réserve que, si le Reich consentait à un autre pays créancier un accord aux termes duquel des conditions plus favorables seraient faites aux ressortissants de ce pays pour cette deuxième catégorie, un tel accord ouvrirait aux porteurs français le droit de réclamer un traitement semblable. Dans ce cas, il y aurait lieu à négociations entre les deux gouvernements.

Les dispositions précédentes ne manquèrent pas de contribuer au crédit de la place de Paris, car la France obtenait le bénéfice du paiement de tous les titres de la tranche française de l'emprunt Young, alors que l'accord germano-anglais ne prévoit que le paiement des coupons détenus par des porteurs anglais. Nos négociateurs avaient défendu l'intégralité d'une émission faite sous les auspices de la France et avaient obtenu sa garantie totale.

§ 2. — COMMENT LE SERVICE EST-IL EFFECTUÉ ?

Un prélèvement de 15,75 % est effectué sur le produit des exportations allemandes en France perçu en francs des mains des importateurs français par l'O. F.A. La Reichsbank est créditée du montant de ce prélèvement qu'elle peut utiliser pour mettre des ti-

tres en pension. Mais elle n'en a la libre disposition qu'après qu'ont été déduites les sommes nécessaires au service des emprunts ainsi définis et qui se montent à environ 144 millions de francs.

Le tarif de ce prélèvement est indépendant des fluctuations du volume des exportations allemandes en France. Il représentait dans l'état de la balance des comptes franco-allemande, au moment de la signature, une somme d'environ 344 millions de francs par an. Or, le service exigeant 144 millions de francs, l'Allemagne bénéficiait d'un surplus d'environ 200 millions de francs. Mais ce surplus n'était en aucune façon garanti, ce qui était une sage précaution.

Le service des emprunts Dawes et Young ne pouvait d'ailleurs être menacé que si ce surplus venait à disparaître intégralement, puisque les 144 millions qu'il nécessite sont prélevés par priorité sur la somme de 344 millions mise à la disposition de la Reichsbank. Autrement dit, il ne pourrait être remis en question que si les exportations allemandes en France avaient diminué de 58 % de leur valeur au 28 juillet.

Le prélèvement est opéré journellement par l'O.F.A. sur les sommes qui lui sont remises et versées à un compte spécial ouvert à la Reichsbank. Quinze jours avant la date du paiement, soit le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre pour l'emprunt Dawes, et le 15 mai et le 15 novembre pour l'emprunt Young, le ministre des Finances adresse à l'O.F.A. l'ordre de verser la provision nécessaire pour le paiement des coupons des titres, augmentée d'une commission de 1/4 % pour le Dawes

et de 0 fr. 10 par coupon de Young aux banques chargées du service.

Les agents payeurs des emprunts sont : le Crédit Lyonnais et la Banque Lazard pour l'emprunt Young, la banque Lazard pour l'emprunt Dawes. Quinze jours avant chaque échéance, le calcul des provisions est fait par le Ministère des Finances sur la base du cours du change pratiqué la veille de ce versement. Un ajustement a lieu lors de l'échéance même, sur la base des cours du change de la veille de l'échéance. Ce sont également ces derniers cours qui servent au calcul du montant des coupons.

Pour le Reichsmark, on a bien été dans l'obligation de prendre la dernière cotation intervenue à la Bourse de Paris, celle du 29 décembre 1934, qui établit l'équivalence entre 6 fr. 09 et 1 mark. Enfin, il faut signaler une particularité du paiement du premier coupon échéant après le 28 juillet 1934 des deux emprunts. La Reichsbank, avant de suspendre ses paiements à ce titre, avait eu le temps de verser à la B.R.I. $1/6$ de la somme nécessaire à l'échéance. Les détenteurs de coupons ont été payés à concurrence de $1/6$ du montant nominal en francs au cours du change, et de $5/6$ suivant la base fixe de conversion indiquée plus haut.

§ 3. — RÉSULTAT DU FONCTIONNEMENT

Plusieurs journaux économiques ont insisté en temps utile sur ce que le service des deux emprunts n'était pas fonction du sens de la balance commerciale

franco-allemande, et que le prélèvement était opéré sur les exportations allemandes en France. Si donc l'Allemagne a provoqué le renversement de la balance, ce devait être en pensant que les exportateurs français, voyant les sommes versées à leur intention par les importateurs être amputées de 15,75 % pour des fins qui leur étaient étrangères, demanderaient, quand leurs arriérés seraient suffisamment considérables, l'abrogation du système instauré. Cette perspective de nouvelles négociations permettrait peut-être à l'Allemagne de se libérer de la charge des emprunts Dawes et Young.

Wladimir d'Ormesson, dans le *Figaro* du 5 octobre 1934, a fort bien signalé l'arrière-pensée des dirigeants nationaux-socialistes. « La politique que le D^r Schacht entend suivre se lit clairement. Il s'agit d'en user vis-à-vis de ces dettes exceptionnelles comme on en a usé vis-à-vis des dettes politiques et privées. A force de revenir sur les accords conclus, d'agiter sans cesse le spectre de la faillite et du moratoire, le D^r Schacht espère que les créanciers du Reich, lassés, finiront par se résigner. »

La thèse du D^r Schacht est en effet la suivante : l'emprunt Dawes, « infecté par les réparations », n'a pas été réellement consacré au sauvetage de l'Allemagne, car il avait également pour but de permettre à ses créanciers de recevoir des versements. Quant à l'emprunt Young, il aurait été imposé à l'Allemagne par ces mêmes créanciers, qui espéraient ainsi trouver de nouveaux débouchés pour leur commerce déprimé par la crise économique. Ainsi le budget du Reich a

à faire face à des obligations qu'il lui est matériellement impossible de respecter.

M. George Auld, ancien accountant general de la Commission des Réparations, a fait, dans la revue américaine *Foreign Affairs* de septembre 1934, une fois de plus justice de ces affirmations. « L'emprunt de 1924 était l'élément essentiel du plan Dawes, et il a permis à l'Allemagne d'échapper au danger d'une anarchie économique absolue... »

« Par suite de l'impulsion donnée ainsi à la reconstruction monétaire, fiscale et industrielle, tout l'organisme économique allemand se tonifia rapidement, et, grâce au rétablissement du crédit international qui s'ensuivit, le capital roulant de l'Allemagne fut reconstitué et son outillage industriel renouvelé. Son activité économique bénéficia ainsi d'un essor considérable, si bien que, le jour où la crise mondiale éclata, l'Allemagne avait repris sa place parmi les grandes nations productrices et commerçantes du monde. On est fondé à affirmer que les bienfaits résultant de l'emprunt Dawes furent surtout ressentis par l'Allemagne. »

Quant à l'emprunt Young, il lui a apporté « l'accélération de l'évacuation de la Rhénanie, l'abolition des contrôles étrangers prévus par le plan Dawes, une réduction de la charge immédiate de ce plan et l'annulation du principe de l'indice de prospérité dans l'échelle des paiements... Tout cela, elle le réalisa, sans que lui fût imposée l'ombre d'une contrariété. » ⁽¹⁾

(1) Cité d'après le *Bulletin de l'Agence Fournier*, 9 octobre 1934.

Quoi qu'il en soit, le régime avait permis de faire face à deux échéances, lorsque le clearing est entré en liquidation, le 1^{er} août 1935. Le produit des importations allemandes en France fait encore l'objet d'un prélèvement de 15,75 % ayant la même affectation que précédemment. Mais ce n'est qu'un régime de transition, en attendant de nouveaux accords, qui imputeront peut-être le service des emprunts Dawes et Young sur les crédits français gelés en Allemagne.

CHAPITRE VI

RESULTATS DU FONCTIONNEMENT DE L'O. F. A.

Qu'ai-je fait de si difficile qui me donne le droit de juger de pauvres diables, qui enfin, une fois dans la vie ont osé, ont commencé à agir.

STENDHAL, *Le Rouge et le Noir*,

Chap. XLI.

§ 1. — SERVICES RENDUS PAR L'O.F.A.

Qu'on soit ou non partisan des accords de compensation, qu'on considère l'activité des offices comme néfaste au commerce international ou non, il faut reconnaître cependant qu'ils ont été indispensables. C'est l'impression qui se dégage du fonctionnement de l'O.F.A. Sans nul doute, les petites contrariétés qu'il impose, les frais supplémentaires de correspondance, de bureau, la communication au dehors des factures des fabricants présentent-ils des inconvénients et sont-ils désagréables à la méfiance traditionnelle des commerçants.

Mais, lorsqu'on prétend s'attaquer au principe

même de la compensation, il importe de ne pas oublier qu'il n'a pas été choisi a priori par les gouvernements, mais qu'au contraire des faits monétaires imputables, suivant les nationaux-socialistes, au capitalisme international; suivant les libéraux, à une crise de confiance, et, suivant les germanophobes, à la volonté de l'Allemagne de faire faillite à l'extérieur, ont obligé les Etats à protéger leurs nationaux et à leur rendre possible mais dangereuse une activité qui était devenue radicalement impossible. Il est bien de venir ensuite critiquer ce qui a été fait, mais il eût été mieux de venir avant l'expérience prodiguer des conseils autorisés à ceux qui, n'ayant que leur bonne volonté, ont, dans un domaine inconnu et avec des procédés nouveaux, essayé de donner satisfaction à des intérêts contraires : ceux des commerçants et ceux des porteurs de titres.

On a trop tendance à adresser après coup aux négociateurs français des critiques de détail pour les dispositions qu'ils ont signées pour qu'il ne soit pas nécessaire de proclamer que l'accord de 1934 paraît à deux dangers pressants : prohibition du commerce franco-allemand, restriction du crédit international. On a trop l'habitude de ne lire dans la presse spécialisée que des reproches adressés à la paperasserie de la Chambre de Commerce pour ne pas être frappé, au cours d'une visite des services, de la nécessité des rapports qui réunissent les différents bureaux et de l'obligation où ils sont de demander un minimum de justification et d'adresser des avis.

L'essai n'a évidemment pas été concluant, puisque

le clearing est en liquidation depuis le 1^{er} août 1934, mais il ne faut pas se décourager. Il est même préférable d'admirer l'ingéniosité des hommes qui trouvent le moyen de tourner la volonté exprimée d'autres hommes et de remplacer un système commercial franco-allemand libre dont l'Allemagne ne veut plus, par un système de surveillance dont les Français ont voulu se libérer. Le caractère paradoxal de cette constatation permet d'espérer de nouveaux beaux jours pour la perspicacité et le sens pratique d'économistes réunis autour d'un tapis vert.

D'ores et déjà le fonctionnement de l'O.F.A. a permis aux statisticiens français d'obtenir de nouveaux renseignements qui pourraient un jour être utilisés. On connaît en effet, maintenant, quelles sont les entreprises françaises qui achètent à l'Allemagne, ce qu'elles lui achètent et le prix qu'elles ont payé, ce qui constitue un ensemble d'informations ayant une autre valeur pratique que les statistiques des Douanes. A l'O.F.A. les rubriques adoptées sont celles des Douanes, mais tout autre classement pourrait être réalisé, le cas échéant, dans le minimum de temps.

Les services officiels pourraient donc se livrer à une étude sur la concentration des importations suivant les marchandises. Et cette plus ou moins grande concentration pourrait elle-même être utilisée en période de crise intérieure ou extérieure. Le gouvernement dispose dans les casiers de l'office de compensation de l'arsenal nécessaire pour imposer à la firme A la fourniture dans un délai de x jours de telle marchan-

dise à tel prix, ce qui lui permet de prévenir soit la spéculation par relèvement du prix, soit la spéculation par diminution de l'importation. Ce qui est une démonstration de plus de l'envahissement de nos institutions par l'étatisme économique, malgré que certains de nos dirigeants se proclament libéraux.

Cette constatation faite, on est surpris par l'absence des statistiques de nos exportations à destination de l'Allemagne. Pourtant l'Office aurait la possibilité de les dresser, puisqu'il reçoit les versements des Allemands avec l'indication des comptes auxquels il faut les adresser. On ne trouve à cela qu'une raison déterminante : l'O.F.A., sous le régime bancaire de 1932, fonctionnait avec vingt employés. Il a décuplé le chiffre de son personnel et néanmoins tous les chefs de service se plaignent de ne pas avoir assez de collaborateurs. Aussi n'a-t-on pu développer comme on l'aurait peut-être désiré les services statistiques.

Dès maintenant, l'O.F.A. est donc en mesure de participer activement à une mobilisation économique de la nation, mobilisation extrêmement poussée puisqu'elle permettrait de désigner nominativement les personnes chargées des opérations commerciales et de répartir entre elles la fourniture de matières premières qui nous feraient défaut.

§ 2. — LIQUIDATION DU CLEARING

La grande presse publie régulièrement des comptes rendus de la situation de l'O.F.A. Le tableau ci-après dressé d'après eux permettra de comprendre pourquoi

le clearing est entré dans la voie de la liquidation.
(Cf. à la fin de cette étude une situation détaillée.)

En millions de francs	Versements à la Reichsbank	Factures d'importations parvenues à l'O.F.A.	Excédent + Différence —
25 septembre 1934.	274	209	—65
20 octobre 1934.	489	419	—70
20 janvier 1935.	984	861	—120
4 février —	1.075	937	—132
1 ^{er} mars —	1.140	1.041	—99
10 mars —	920	1.009	+ 89
31 mars —	1.034	1.053	+ 19
30 avril —	1.247	1.157	—90
31 mai —	1.333	1.218	—115
1 ^{er} juillet —	1.416	1.311	—105

Si l'on tient compte de ce que 15,75 % sont prélevés sur le montant des sommes versées par les importateurs à l'O.F.A. et de ce que ces versements sont souvent inférieurs au total des factures (rabais...), on voit que les chiffres de la seconde colonne sont supérieurs au montant des sommes mises à la disposition des exportateurs. Les arriérés de clearing ont donc été un phénomène presque permanent, bien qu'on ait fait état, dans les négociations préparatoires à la signature de l'accord, d'un solde probable de devises en faveur de l'Allemagne.

L'arriéré constituait au mois de juin une somme d'environ 300 millions de francs. Une délégation commerciale française se rendit alors à Berlin afin d'obtenir un meilleur arrangement du commerce

franco-allemand, en particulier l'engagement pris par les Allemands de ne pas importer pour plus de 90 millions de francs par mois. Ceci aurait permis de maintenir le clearing en rétablissant son équilibre et en assurant la résorption des arriérés existants.

Pour réaliser l'équilibre, on chercha d'abord une solution dans le sens d'une négociation des récépissés, ce qui aurait augmenté les exportations allemandes en permettant aux Français de bénéficier d'un taux d'escompte sur ces récépissés. Les Allemands n'acceptèrent pas ce procédé, où ils voyaient la consécration de la dévaluation du mark. C'est, en effet, un trait de la politique nationale-socialiste de prendre des mesures dont elle refuse d'accepter les conséquences.

On revint alors à l'ancien système du clearing. Mais les Allemands manifestèrent violemment leur intention de ne pas renouveler un accord qui ne leur conférait aucun solde de devises et préconisèrent l'emploi du système de compensation qui fonctionne entre l'Angleterre et l'Allemagne. La France accepta d'envisager le passage d'un système à l'autre, mais seulement lorsque les 300 millions d'arriérés seraient résorbés. Or l'Allemagne voulait l'application du nouveau clearing à partir du 1^{er} octobre 1935, ce qui lui aurait permis, n'ayant pas tenu ses engagements, de réclamer cependant le passage à la suite.

Les négociations furent alors interrompues et l'accord de juillet 1934 prit fin le 31 juillet 1935. En septembre, une information parut, annonçant que des conversations officieuses avaient permis de trouver un terrain d'entente sur les principaux points litigieux,

et que des négociations reprendraient à la fin du mois. Depuis, le silence n'a cessé de régner sur la question.

Comme nous l'avons indiqué dès le début de cette étude, on avait signé le 30 novembre 1934 un accord prévoyant la liquidation du clearing. Le texte était ainsi conçu : « Si l'accord n'était pas renouvelé, le mécanisme qu'il a institué, continuerait à jouer jusqu'à la liquidation complète de part et d'autre des créances qui ont pour origine la vente des marchandises expédiées avant la date d'expiration dudit accord. Dans le cas particulier où des créances non réglées resteraient au crédit de la France, l'Office prélèverait sur le montant des importations allemandes en France les 15,75 % fixés par l'article 5, et affecterait le solde, dans les proportions respectives de 70 et 30 % à l'apurement des retards de paiement et au règlement des ventes de marchandises françaises expédiées après la date d'expiration de l'accord et correspondant à des besoins de l'économie allemande. »

C'est-à-dire que le prélèvement de 15,75 % continuant à être effectué, les paiements passent par l'O.F.A. Pour assurer l'exécution de cette obligation, les importateurs souscrivent des engagements, de sorte qu'en fait la mise en liquidation du clearing n'a rien changé à son fonctionnement. Les mêmes services fonctionnent de la même façon et avec la même intensité. La seule différence, minime il est vrai, consiste en ce que l'échéancier marque sur ses fiches, au crayon bleu, le cas échéant, les initiales N. C., ce qui signifie nouveau compte.

Bien mieux encore, les exportateurs s'étant mis

d'accord ont obtenu du Ministère du Commerce que celui-ci donne des ordres pour une application « plus libérale » des textes. C'est ainsi que l'O.F.A. ne tient plus compte de l'accord du 30 novembre 1934, paie les exportateurs au fur et à mesure des versements de leurs correspondants sans calculer des pourcentages de 70 % ni de 30 %.

La liquidation est donc toute théorique et l'on ne voit pas très exactement de quelle façon il pourrait en être autrement. Payer les exportateurs ancien compte avec 70 % des versements faits au compte des exportateurs nouveau compte revenait en effet à creuser un trou pour le remplir avec les déblais d'un premier. C'est un jeu; ce n'est pas une solution.

Aussi nous faut-il maintenant examiner les différents remèdes qui ont pu être proposés.

§ 3. — PROJETS ET SOUVENIRS.

Dès qu'on y réfléchit, la disparité saute aux yeux, qui existe encore entre le régime économique de l'Allemagne et celui de la France. L'Allemagne a une économie dirigée, contrôle ses devises et ses opérations postales. La France n'a aucune de ces particularités. Dans ces conditions, notre pays est fortement handicapé dans une lutte avec sa voisine, car alors que celle-ci peut appliquer tout système imaginable, nous ne pouvons que faire passer dans la presse des avis officiels vite oubliés. C'est ce qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit quand on parle de nos relations commerciales outre-rhénanes.

Cependant l'O.F.A. a failli dans la tâche qui lui avait été attribuée. Or, nous ne pouvons songer revenir à notre système de liberté complète, ce qui empêcherait nos exportateurs de jamais être payés. Le problème étant ainsi posé : obligation de recourir à un système de compensation, on se propose dans ce paragraphe d'examiner des solutions diverses, sans oublier que l'organisation de la S.I.C.A.P., ingénieuse et pratique, pourrait, le cas échéant, être utilisée pour obtenir les sommes nécessaires au service des emprunts Dawes et Young.

Nous signalerons :

L'extension à la France du clearing germano-anglais ;

Le projet de la Roterdamsche Bankvereeniging ;

Le plan Milhaud ;

L'accord du 18 février 1933.

1° D'après le système qui fonctionne entre l'Allemagne et l'Angleterre, la totalité des devises provenant de la vente des exportations allemandes en Angleterre est mise à la disposition de la Reichsbank. La Reichsbank s'engage à en affecter un pourcentage de 55 % au paiement des exportations anglaises en Allemagne. Le reste sert au service des intérêts des emprunts Dawes et Young en faveur des porteurs anglais et à régler l'arriéré des créances financières anglaises. Toutes ces opérations laissent à la disposition de la Reichsbank un solde libre de devises en faveur de l'Allemagne.

C'est ce système que les représentants autorisés du Docteur Schacht préconisent ouvertement, par exemple la Chambre de Commerce allemande de Paris.

L'avantage est en effet double : permettre d'exporter sûrement plus que l'on n'importe et conserver un solde de devises libres de tout engagement. Mais ces conditions ne correspondent absolument pas aux désirs des commerçants français et il est souhaitable qu'elles n'entrent jamais en vigueur. Certaines dispositions peuvent d'ailleurs fort bien s'appliquer entre deux pays, qui ne s'appliquent pas pour les rapports que l'un d'eux a avec un troisième. Il n'y a là rien que de normal.

2° La revue *Le Troc*, de juillet-août 1935, a publié la traduction d'un article paru dans le numéro 3 de la Roterdamsche Bankvereeniging. L'idée que, vu la nouvelle augmentation des prix intérieurs allemands qui empêche les achats en Allemagne, il serait nécessaire de créer un système susceptible de développer l'importation de marchandises allemandes, permettant en même temps de stimuler les exportations vers ce pays si les paiements au moyen des montants dus aux importateurs sont assurés, y est exposée en ces termes :

« Lors de chaque importation de marchandises allemandes, l'importateur devra déclarer à la douane qu'il paiera le montant dû à la Nederlandsche Bank. La douane avertira de cette déclaration le Nederlandsche Clearing, institut qui fera parvenir à l'importateur des « certificats d'exportation » l'autorisant à exporter des marchandises jusqu'à concurrence, de, par exemple 60 % de la valeur des importations facturées. Ces certificats pourront être vendus par les importateurs aux exportateurs ; les premiers en donneront éventuellement avis au Clearing institut. L'exportateur

ne pourra faire inscrire sa créance sur l'Allemagne à l'office que s'il présente en même temps des certificats d'exportation s'élevant à ce montant. Par là, on s'assurera que les exportations ne pourront jamais dépasser un pourcentage déterminé des importations, de sorte qu'il y aura toujours assez de moyens au clearing pour assurer le paiement intégral des exportations. Ce système correspond à peu près à une vaste transaction de compensation de marchandises : dans ce cas cependant, il n'y aura pas de contact immédiat entre l'importateur et l'exportateur, ce qui aura pour conséquence que les difficultés de ces transactions seront évitées. Le pourcentage pour lequel les importateurs recevront des certificats d'exportation dépendra aussi des autres postes de la balance des paiements qui devront être payés sur les fonds du clearing. Si l'on présume que ces postes nécessiteront 40 % du montant des importations, il restera 60 % pour le paiement des exportations et l'on pourra mettre à la disposition des exportateurs des certificats d'exportation jusqu'à concurrence de ce pourcentage. Vu les prix favorables que les marchandises peuvent réaliser en Allemagne, les exportateurs seront probablement prêts à accorder aux importateurs une légère prime en échange des certificats, d'autant qu'ils auront la certitude que leurs créances seront payées. Cette prime permettra aux importateurs d'augmenter leurs importations, ce qui plus tard profitera aux exportateurs. Il y aura donc lieu de s'attendre à un accroissement du commerce dans les deux sens. Ce système de certificats n'apporterait aucun changement aux bases du clearing existant. »

L'idée est simple : lier les possibilités de paiement aux possibilités d'exportation, ou si l'on préfère adapter les échanges des deux pays à la réglementation des importations en Allemagne. Quand la proportion, qui serait établie, se modifierait en faveur du Reich, des mesures de restriction à l'importation seraient prises du côté français, à moins que du côté allemand des concessions supplémentaires ne viennent favoriser les exportations françaises. C'est un système de ce genre qu'instaurait, en septembre 1934, un accord entre l'Allemagne et la Belgique. C'est ce qui n'a jamais été fait en France, où les contingents n'ont jamais eu que des rapports lointains avec le fonctionnement du clearing. Sans doute ce système suppose que le marché des certificats d'exportation sera très étendu et tout à la fois soumis à la réglementation du Gouvernement, de façon que des industries connexes n'accaparent pas ces moyens de paiement — que par ailleurs les importations sont supérieures aux exportations pour le pays dont la monnaie est libre. Mais surtout c'est un système relativement compliqué et, partant, difficilement praticable.

À part ce grave défaut, et par conséquent en se plaçant uniquement à un point de vue théorique, il faut reconnaître que le système préconisé par la Rotterdamsche Bankvereeniging est ingénieux. Malheureusement il encourt les critiques de tout système comportant référence à quelque chose qui a préexisté : il est trop rigide et trop strict. Les rabais sur facture, les réductions imprévues n'y ont point place, malgré que

leur usage commercial soit grand. L'initiative et la concurrence disparaîtraient.

Aussi semble-t-il inutile d'examiner plus longtemps ce projet.

3° Une publicité imprévue a été donnée en France au plan d'un économiste suisse, M. Milhaud, par l'hebdomadaire « Vu », du 27 novembre 1935. Le fait est que le « Journal du Commerce » du 23 mai 1935 avait déjà rendu compte de ce projet, mais en lui assurant une diffusion plus restreinte.

Tout le système est fondé sur ce que le véritable rôle international des devises d'un pays est d'être un bon d'achat sur ce pays, c'est-à-dire sur une définition de la monnaie. Dans ces conditions, on va payer tous les achats faits à l'étranger par des Français avec des bons d'achat sur la France valables un certain temps, par exemple six mois, ce que M. Milhaud appelle des chèques ou des devises-compensation. Ces devises ne permettront d'exiger en retour que des marchandises et non pas de l'or comme des monnaies dans un système de gold-standard ou même de gold-bullion-standard

Par conséquent, quand on achète quelque marchandise à l'étranger et qu'on la paie avec un bon d'achat (gagé d'ailleurs par un versement à un institut de compensation en monnaie ordinaire), on est à peu près certain de lui vendre dans un délai limité des marchandises pour une somme équivalente. D'autant plus que les devises-compensation peuvent passer du pays du vendeur originaire à un pays tiers, ce qui permet d'utiliser, dans la thèse Milhaud, toutes les volontés d'achat des différents pays.

Mais qui ne voit les lacunes du système ? L'impossibilité de créer des bourses de bons d'achat est flagrante, car ces bons n'auraient pas tous la même valeur nominale. En admettant qu'on arrive à créer des bons de 100 francs par exemple, égaux entre eux le prix de vente en serait différent suivant que ces bons seraient encore valables cinq mois ou quinze jours ; par là les chèques compensation rappellent étrangement la monnaie fondante dont M. Daladier s'était fait le champion il y a quelques mois.

Surtout, on ne peut prétendre qu'un pays vend autant qu'il achète, ce qui serait la négation absolue des mouvements de la balance du commerce. Le solde devrait donc être payé en devises ordinaires, ce qui occasionnerait une dépréciation des chèques-compensation.

Enfin, la mise en vigueur de ce système serait un retour en arrière, puisqu'on en arriverait à spécialiser une monnaie, valable seulement pour les marchandises et non pour d'autres emplois.

4° La France et l'Allemagne avaient, dès 1932, signé un accord de compensation qui fonctionnait seulement à propos de certains produits : fers, aciers, machines mécaniques, bois communs, papiers, et pâte de cellulose. Le système ayant occasionné quelques difficultés, en particulier parce qu'il ne s'appliquait pas à toutes les marchandises, la France proposa un remaniement des textes en vigueur dans le sens de la généralité ; le mécanisme ne devait pas être modifié. A la suite de la dénonciation par l'Allemagne de la convention, on convint de signer un protocole qui

devait rester confidentiel, auquel cependant le *Journal Officiel* du 25 février 1933 fit une discrète allusion et dont l'effet prit fin pour être remplacé par les accords de 1934.

Le régime qu'instituait le protocole du 18 février 1933 organisait la collaboration de l'O. F. A. avec les banques, permettant de payer les exportateurs français dans un délai de six jours au maximum après leurs envois et nécessitant un personnel dix fois moindre que celui qui a été utilisé par la suite. La seule raison officielle qu'on puisse donner de son abandon est que, sans doute, on a cru mieux faire en organisant plus. Peut-être faut-il y joindre des influences administratives ou politiques qu'il est difficile à un profane d'énoncer.

Lorsqu'un acheteur allemand recevait une facture en francs de son fournisseur français, il versait une somme en marks correspondant au cours du franc fixé par la Reichsbank. au compte ouvert à l'O.F.A. par le Girokontor. La Reichsbank expédiait les bordereaux de versement en indiquant le cours de conversion qu'elle avait pratiqué et qui devait être le cours limite de vente pour les 24 heures suivantes. L'O.F.A. ainsi informée, cédait en bloc ces crédits en marks au Consortium des grands établissements de crédit parisiens, considéré comme l'intermédiaire le plus qualifié; qui les négociait en bourse aux acheteurs français de marchandises allemandes, ou d'une façon générale aux commerçants qui avaient fait quelque opération en Allemagne. En effet, l'arbitrage entraînait en jeu et des interventions de New-York, de Londres, d'Amster-

dam se faisaient sentir. Les mouvements de ce cours corrigeaient les éléments de la balance commerciale avec moins de brusquerie que les interventions des gouvernements. Un certain équilibre était réalisé par des procédés bancaires, habituels au commerce d'exportation, mais évidemment spéciaux et que la bureaucratie administrative n'arrive pas à synthétiser en formules simples.

Les marks une fois vendus, leur contrepartie était versée à la Banque de France au compte de l'O. F. A. qui établissait des chèques au nom des créanciers français. Le délai dépendait ainsi des besoins en devises allemandes du marché financier. Si le délai s'allongeait inconsiderément, les marks étaient négociés « au mieux » et l'office versait aux exportateurs la contrevaletur au cours obtenu.

Si les exportateurs français avaient à faire des paiements en marks, l'O.F.A. leur délivrait des chèques en marks que le Consortium des établissements de crédit refusait d'encaisser. Tout danger d'attaque contre la monnaie du Reich était par le fait même écarté.

Ce mécanisme avait l'avantage de permettre au Gouvernement allemand de fixer le cours de ses devises, c'est-à-dire de le surveiller sur le marché étranger, tout en conservant une liberté d'allures au commerce inconnue depuis les accords de 1934. Souhaitons que ce régime, au besoin amélioré dans le détail, soit restitué dans son intégrité par nos négociateurs ; il a le mérite d'être simple et efficace, sinon celui d'être paperassier et tatillon.

CONCLUSION

Oui, cela était ainsi autrefois ; mais nous avons changé tout cela, et nous faisons maintenant la médecine d'une façon toute nouvelle.

Le Médecin malgré lui. Acte II,
Scène 6.

En guise de conclusion, il semble utile de citer la description faite par M. Roger Picard d'une période révolue : « Au temps heureux où l'or et les effets de commerce circulaient librement de pays à pays, les règlements internationaux étaient chose aisée. Chaque pays réglait ses comptes débiteurs, chez les uns par le virement des soldes créditeurs qu'il possédait chez d'autres ; ou bien encore, il se faisait consentir des avances par les nations disposant d'un large excédent de créances dans le monde, ou, enfin, il expédiait de l'or pour régler ses dettes.

« Tout ce mécanisme fonctionnait à peu près automatiquement, les envois d'or ou de devises régularisant le mouvement des changes et ces mouvements eux-mêmes contribuant à stimuler ou à ralentir les

(1) *Bulletin de la B.N.C.I.*, novembre 1934.

transactions commerciales. Des banques spécialisées dans le financement et le règlement des affaires internationales, dans le courtage et l'arbitrage des changes étrangers, constituaient les organes, souples et bien connectés, de ce mécanisme qui, depuis longtemps, avait fait ses preuves. »

Certes, la compensation telle qu'elle fonctionne entre l'Allemagne et la France est plus compliquée qu'un mécanisme automatique. Cependant l'O.F.A. est techniquement irréprochable. Force est donc d'inculper un système.

Mais le système ainsi que nous l'avons montré n'est même que la conséquence de prohibition ou de restrictions mises aux paiements internationaux. Tant que la sécurité monétaire ne sera pas revenue sur terre, le commerce international sera soumis à des règles strictes qui l'empêcheront de se développer et il vivra modestement, réduit à la portion congrue.

Il serait paradoxal de combattre les clearings sans recommander une stabilité des monnaies qui ne peut être trouvée que dans le rattachement des moyens de paiement à un étalon commun, l'étalon or évidemment. Une fois l'or rétabli comme monnaie internationale et la convertibilité en or des monnaies nationales restaurée, il sera possible de détruire les clearings, ou plutôt il sera inutile de le faire, l'institution d'elle-même aura disparu : la suppression de la cause détermine la suppression de l'effet.

DEUXIÈME PARTIE

LE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND

L'économie allemande dépend de plus en plus de nos voisins, et cette dépendance augmentera au fur et à mesure qu'augmentera notre capacité de production, car il en est pour nous de la vie économique comme de la politique.

STRESEMANN, 16 avril 1925.
Papiers, p. 216.

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION DE 1930 A 1935

Sur le sujet délicat du commerce franco-allemand, quelques chiffres sont nécessaires, qui permettront de poser la question. Le tableau suivant, dressé à l'aide des chiffres des Douanes françaises donne un aperçu suffisant de l'évolution. Mais il importe de souligner que la Douane et l'O. F. A. ne disposent pas, et ne doivent pas disposer des mêmes chiffres : d'une part, parce que bien des marchandises ne sont pas comptabilisées par l'office, d'autre part, parce que l'office tient compte de ce qu'il a à payer ou à recevoir et que les Douanes tiennent compte de la valeur déclarée déduction faite de tous les frais accessoires. Dans ces conditions, le commerce franco-allemand a une toute autre portée que le commerce franco-allemand vu par le clearing. C'est une mise au point importante sur laquelle l'attention devait être attirée.

Sous le bénéfice de cette observation, on trouvera ci-après le tableau des échanges commerciaux franco-allemands, de 1930 à 1935.

En millions de francs	Imp. d'Allemagne en France		Exp. de France en Allemagne		Solde
		Par rapport à 1930		Par rapport à 1930	
1928	5.004		5.623		+ 619
1929	6.613		4.743		—1.870
1930	7.937		4.155		—3.782
1931	6.142	77 %	2.749	66 %	—3.393
1932	3.613	45 %	1.699	40 %	—2.014
1933	2.923	36 %	1.714	41 %	—1.214
1934	2.213	28 %	1.979	47 %	—239
1934 (7 prem. m.)	1.398		1.076		
1935	1.060		828		

Deux remarques viennent à l'esprit : 1° La diminution des échanges s'inscrit ici en chiffres qui la rendent plus apparente encore, puisque les importations en France de produits allemands sont en 1934 un peu plus du quart de ce qu'elles étaient 4 ans plus tôt et que les exportations vers l'Allemagne de produits français ont déchu de moitié. C'est la preuve tangible de la véracité de ceux qui se plaignent d'une crise mondiale dans le commerce international, si cette preuve est à faire.

2° Néanmoins si l'on se souvient qu'en 1926 les exportations vers l'Allemagne se montaient à 1.125 millions de francs d'avant-guerre et les importations à 704 millions, ce qui correspondait à une balance créditrice au profit de la France de 421 millions, soit 2.800 millions de francs actuels, le changement apparaît encore plus considérable, car ce qui a changé, ce

ne sont plus les chiffres de la balance, mais le côté vers lequel elle penche. La diminution des échanges s'accompagne d'une diminution plus grande des exportations françaises qui a rendu passive à partir de 1929 la balance commerciale.

Les importations d'Allemagne en France ont, en effet, diminué de 46 % de 1926 à 1934 : mais surtout les exportations françaises ont marqué un ralentissement de 70 % dans le même laps de temps.

On peut également présenter de façon différente les chiffres qu'on a donnés plus haut.

Années	Part de l'Allemagne au total des	
	import. françaises	export. françaises
1930	14,6 %	9,4 %
1931	14,5 —	9,0 —
1932	12,1 —	8,6 —
1933	10,3 —	9,3 —
1934	9,6 —	11,1 —

Ce qui fait apparaître plus clairement encore que de 1930 à 1932 les deux parties de la balance sont soumises au même fléchissement provoqué par la crise mondiale et qui réussit à réduire de près de moitié le solde déficitaire. A partir de 1932, les importations continuent à décroître, mais les exportations s'accroissent. L'explication peut en être donnée pour 1933 de façon assez simple. Les exportations d'Allemagne vers la France diminuent, ce qui tient d'une part à la diminution du pouvoir d'achat français, conséquence de la crise économique et, d'autre part, à la difficulté

pour une Allemagne qui vient de faire sa révolution politique de faire du commerce avec une France où la politique du Cartel fait fuir l'argent. Les exportations vers l'Allemagne se maintiennent, ce qu'on peut attribuer à l'équipement que le national-socialisme commence de donner au Reich et à des investissements réalisés à l'étranger par de mauvais citoyens. A partir de 1934, nous nous rapprochons plus de la période qu'il faut étudier et il devient nécessaire d'utiliser des statistiques plus détaillées.

Tableau des échanges commerciaux de 1934 et 1935

En millions de francs	Import. d'Allemagne en France		Export. de France en Allemagne		Bilan	
	1934	1935	1934	1935	1934	1935
Janvier	208	169	169	178	—39	+ 9
Février	212	154	138	175	—74	+21
Mars	212	139	153	123	—59	—16
Avril	217	153	167	126	—50	—27
Mai	203	160	141	77	—62	—83
Juin	181	137	151	80	—30	—57
Juillet	165	148	156	69	— 9	—79
Août	150		168		+18	
Sept. - Déc.	167,5		182		+14,5	

3 périodes apparaissent dans ce tableau.

1° Dans la première, qui s'étend de janvier à juillet 1934, les importations en France de produits allemands diminuent d'environ $1/5$, alors que les exportations ne sont pas soumises à une baisse aussi sensible.

On se souviendra pour expliquer ce phénomène de la situation des rapports commerciaux entre les deux pays. En septembre 1933, le gouvernement français avait décidé de permettre aux pays étrangers de lui vendre 25 % des contingents alors en vigueur, se réservant d'accorder les 75 % restants seulement dans le cas où des faveurs réciproques seraient accordées à ses nationaux. En pratique, l'application de cette politique commença le 1^{er} janvier 1934 et toucha particulièrement l'Angleterre protectionniste et l'Allemagne, pays interdisant la circulation des devises. — L'Allemagne prit des mesures de rétorsion pour conserver un équilibre qui était détruit. Ce que voyant la France dénonça le 19 janvier 1934 le traité de commerce franco-allemand de 1927.

Il s'ensuivit une grande incertitude des rapports commerciaux entre les deux nations, aggravée par le fait qu'une prolongation de 3 mois du traité dénoncé ne suffit pas à la conclusion d'un nouvel accord et que le délai dut être repoussé d'abord jusqu'au 19 mai, puis jusqu'à fin juin, enfin jusqu'à fin juillet. Par cette politique à la petite semaine, on empêchait des commandes à long ou à moyen terme de se faire jour : les uns attendant pour commander et les autres pour fabriquer que des conditions stables fussent énoncées.

D'un autre côté le protectionnisme apparent des dispositions prises par la France influa sur les importations de l'Allemagne. En effet, l'introduction du système des contingents, l'application plus large des certificats d'origine, ainsi que les augmentations du tarif douanier et la taxe spéciale à l'importation de 4 % pour

les produits ouvrés et de 6 % pour les produits finis n'étaient pas faites pour faciliter des rapports qui manquaient de sûreté.

Par contre les exportations de France vers l'Allemagne qui avaient baissé depuis 1926 dans des proportions considérables, parvenues à un strict minimum, conservèrent le même niveau. Il existe, en effet, un commerce nécessaire international que même les mesures les plus draconiennes et les dispositions les plus exorbitantes du droit des gens comme les lois des devises en Allemagne ne peuvent pas supprimer.

2° La deuxième période s'ouvre avec la mise en vigueur des accords de 1934 et se termine avec le rattachement de la Sarre à l'Allemagne. Les importations d'Allemagne en France continuent à décroître pendant que les exportations de France en Allemagne marquent une légère tendance à la hausse, ce qui a pour effet de renverser le sens de la balance mensuelle du commerce et de la rendre positive à notre égard. Cependant cette amélioration n'apparaît pas dans les chiffres annuels.

Par ailleurs, on aurait pu s'attendre à ce que le mercantilisme encore en honneur chez nos économistes officiels, qui leur fait inférer de la prospérité nationale d'après la balance du commerce, se réjouit de cette nouvelle situation. Or il se trouve qu'il n'en est rien et que ce retournement de la balance est considéré comme une catastrophe. On étudiera plus loin les raisons profondes de ce renversement. Quant aux raisons de cette attitude elles sont facilement compréhensibles. Le Ministère du Commerce a fait conclure

un traité de compensation, prévoyant que la situation à la date de la signature était une situation permanente. Sur cette base, on a édifié un édifice offrant une garantie complète aux commerçants français.

Malheureusement cette base est inexacte. Un mois après la mise en vigueur des traités de commerce, les faits se mêlent de contredire les hommes et d'apporter à leurs affirmations un démenti sanglant. D'où la colère de nos négociateurs vexés et de nos commerçants bernés. La mauvaise humeur des journaux officiels a cette origine ; et, ma foi, avant toute autre cause, on invoquera d'office la déloyauté allemande. Nous verrons que, peut-être, il y avait d'autres motifs à la situation présente. Le métier d'augure est plus difficile que celui de commentateur.

3° Enfin une dernière période commence avec le mois de mars 1935. La Sarre dont les achats en Allemagne étaient considérables alors qu'elle était une petite cliente de la France, mais qui vendait beaucoup chez nous et relativement moins de l'autre côté du Rhin, la Sarre est incorporée à l'Allemagne. Les exportations de France en Allemagne diminuent de moitié, cependant que les importations restent stationnaires. La balance commerciale change de sens pour la seconde fois en un an et demi : un solde créditeur au profit de l'Allemagne apparaît dans les écritures. On a vu quelle évolution avait parallèlement suivi l'O. F. A.

CHAPITRE II

ANALYSE DES MATIERES FAISANT L'OBJET D'UN COMMERCE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

Nous nous efforcerons d'être le moins aride possible dans cette analyse des produits faisant l'objet du commerce franco-allemand. Le fondement est cependant l'étude des statistiques publiées par la Direction générale des Douanes, et l'on peut croire qu'il est difficile de grouper leurs rubriques jusqu'à en obtenir des idées générales.

En 1928, les principaux produits d'importation d'Allemagne en France étaient :

Produits d'alimentation : Froment, pommes de terre.

Matières premières et demi-produits : Houille, coke, agglomérés de charbon, goudron de houille, bois de construction et d'industrie, pâte de bois, peaux et pelleteries, sulfate d'ammoniaque, tabac en feuilles et perles fines.

Produits finis : Papiers, pelleteries, produits chimiques et pharmaceutiques, outils et ouvrages en métaux, machines-outils, machines textiles, poteries, céramiques, verres, tissus, parfumerie et savons.

Tandis que la France exportait vers l'Allemagne les produits ci-après :

Produits d'alimentation : Fruits, vins, légumes, fromages, fourrages, graisses animales et huiles végétales.

Matières premières et demi-produits : Fonte, fer et acier, minerais métalliques, houille, phosphates et scories de déphosphatation, bois, peaux et pelleteries brutes, laines, filés de laine et de coton, pierres gemmes, perles fines, cire, gommes et résines, caséine, tourteaux.

Produits finis : Tissus de coton, de soie et de laine, vêtements et lingerie, outils, ouvrages en métaux, machines et pièces détachées, automobiles, produits chimiques, parfumerie et savons, verres et cristaux.

Sans doute en 1934 on a signé en même temps que l'accord de clearing une convention de commerce de navigation et d'établissement. Mais celle-ci ne présente guère d'intérêt pour notre objet. M. le député Elbel écrivait dans *La République* du 4 août 1934 : « Cette convention ne comporte pas d'innovation profonde. J'ai salué au passage, en la lisant, des articles familiers, tout pareils à ceux qui figurent dans la plupart de nos accords et qu'avait déjà insérés l'accord franco-alleman de 1927. Même recours aux conventions internationales et éventuellement à l'arbitrage. Même référence et mêmes exceptions à la clause de la nation la plus favorisée, avec le maintien des utiles réserves que nous avons pu formuler en 1932. Ainsi les principes survivent aux régimes qui les ont proclamés. L'Allemagne

hitlérienne qui a quitté la S. D. N. n'éprouve aucun embarras à invoquer la convention de Washington sur la propriété industrielle, celle de Berne sur les droits d'auteur, celle de Barcelone sur le transit, celle de Genève sur le régime des voies ferrées ou des ports maritimes. C'est une indication ».

L'analyse de la convention de commerce a été donnée par l'Agence Economique dans son numéro du 1^{er} août 1934.

Quant au commerce de l'Allemagne avec la France pendant le clearing, il est relativement facile de l'apprécier. Les Douanes publient, en effet, leurs statistiques pour un, deux, six, huit ou douze mois, à partir du mois de janvier. Il suffira donc de comparer les chiffres donnés pour les 7 premiers mois de 1934 aux chiffres donnés pour les 7 premiers mois de 1935. Les 7 premiers mois de 1934 sont ceux pendant lesquels les rapports franco-allemands ne sont régis par aucun traité de commerce, où les importations en France continuent à décroître régulièrement, pendant que les exportations vers l'Allemagne sont à peu près stationnaires. Pendant les 7 premiers mois de 1935 le clearing existe ; les variations saisonnières ne sont pas perceptibles. Par ailleurs la balance a bien été positive pour la France les deux premiers mois, mais un déficit chronique s'est installé, ce qui permet de considérer les chiffres qu'on va citer comme caractéristiques.

La tendance générale, inutile d'insister sur ce point, est à la baisse.

§ 1 IMPORTATIONS D'ALLEMAGNE VERS LA FRANCE EN HAUSSE

C'est d'abord la houille crue et agglomérée qu'il faut classer dans cette rubrique. Pour une augmentation de poids de 20 %, les entrées en France de houille passent de 324 millions de francs à 373 millions, soit un relèvement de 14 % environ. C'est la hausse la plus sensible et la plus facilement explicable, la Sarre étant passée entre temps dans le territoire douanier allemand. Cette raison est d'ailleurs la seule qu'il soit permis de donner de façon sûre. Sans doute avons-nous vu que la houille passe par la S. I. C. A. P. et dans ces conditions pourrait-on être tenté de dire que les banquiers français ont contribué à faire augmenter les envois de charbons allemands. Mais cette observation tombe d'elle-même si l'on réfléchit à la façon dont sont déterminés les montants de ces importations.

Au surplus l'importation de la pâte de cellulose qui est également un véhicule utilisé par la S. I. C. A. P. est pour la même période en baisse de 5 % en poids et en prix. Ce qui infirme également le raisonnement précédent.

A la rigueur, on pourrait prétendre que cet afflux grandissant de houille vers notre pays est également dû à l'action de la compensation privée que nous avons vu fonctionner entre nos mines de fer et les mines allemandes de charbon. En effet, nous constaterons dans le § 3 de ce chapitre que les exportations de minerais ont plus que triplé en poids et plus que doublé en valeur pour la même période.

Cependant il semble que l'incorporation de la Sarre soit la cause principale et déterminante de ces fluctuations.

A côté de cet accroissement de 49 millions, on peut encore noter une importation de :

millions de francs	millions de francs
fontes..... 7,3 en 1935	au lieu de 4 en 1934
meubles.... 5,2 en 1935	au lieu de 4,3 en 1934
or et platine 1,6 en 1935	au lieu de 1 en 1934

L'augmentation des importations de fonte est compensée par une légère diminution des importations de fers et aciers, d'aluminium, de cuivre et par une baisse considérable des achats d'étain, de plomb et de zinc.

Quant aux métaux précieux, on peut expliquer leurs mouvements, soit par des envois de nationaux à l'étranger, soit par des spéculations.

§ 2 IMPORTATIONS ALLEMANDES EN BAISSÉ

Pour toutes les autres marchandises, les chiffres de 1935 sont inférieurs à ceux de 1934. Aussi cette étude ne serait-elle qu'une énumération si l'on ne convenait de ne citer que les diminutions très importantes.

On a alors la liste suivante :

En 1.000 francs	7 premiers mois de	
	1935	1934
Bestiaux	63	5.660
Charcuterie	32	420

Graisses animales.....	384	2.554
Pommes de terre.....	28	5.088
Fruits frais et secs.....	63	791
Coton en laine.....	146	1.367
Etain	223	2.683
Minerais	980	6.506
Parfumerie	1.562	17.000
Tissus de jute	428	2.599
Chapeaux	325	2.060

A laquelle on peut ajouter les produits suivants dont la diminution est de 80 à 65 % : des produits alimentaires, comme les viandes en conserve, les céréales, les gruaux, le chocolat et les préparations sucrées, le tabac, les huiles et les épices — des matières premières et des produits manufacturés comme les peaux et pelleteries, les bois communs, le plomb, le zinc, le sulfate de cuivre, les tissus de coton et de laine.

Même si on tient compte des diminutions de contingent, cette énumération prouve au moins une chose, c'est que le genre de vie de l'Allemagne est en train de baisser. Nous avons vu, en effet, que proportionnellement l'Allemagne est un des bons fournisseurs de la France ; si donc des diminutions aussi sensibles que celles des pommes de terre (99,4 %) se produisent, c'est que l'Allemagne rassemble ses forces. Elle essaie de vivre en autarchie, en économie fermée : la transcription de cet effort se lit dans la décroissance de ses exportations vers la France.

Rompant avec le monde extérieur, l'Allemagne de 1935 mène un rude combat pour conserver chez elle

ce qu'elle avait pris l'habitude d'exporter : ses produits d'alimentation et ses matières premières.

Peut-être convient-il également de noter, à côté de cette tendance, une autre cause qui produit les mêmes effets : la volonté de l'étranger de ne pas acheter à l'Allemagne, sachant que ses devises expédiées outre-Rhin serviront à une préparation qu'il craint de trop bien connaître — l'impossibilité où il est d'acheter à des prix trop hauts des marchandises que ses nationaux demandent à fabriquer.

Ainsi tout s'enchaîne de façon dramatique : les doctrines autarchiques d'une nation augmentant les prix de fabrications ce qui renforce le pays considéré dans son désir de vivre isolé. Les prix élevés rendent la vie chère ; le chômage croît, entraînant les charges sociales à sa suite. L'autarchie s'installe.

Ce sont ces conséquences qu'on peut lire dans la baisse des importations allemandes en France : les faits découlent les uns des autres. L'Allemagne exportant moins disposera de moins de possibilités d'achat. La France, acquérant moins de matières premières, moins de bestiaux, est obligée de chercher sur son sol sa subsistance. Le cycle infernal est commencé.

Nous verrons plus loin à préciser l'autarchie allemande, telle qu'elle se présente en théorie et dans les faits. Mais il fallait dès maintenant noter la façon tangible dont elle se manifeste (elle et la crise) dans les échanges.

§ 3 EXPORTATIONS DE FRANCE VERS L'ALLEMAGNE
EN BAISSE

Sous cette rubrique également on pourrait classer à quelques exceptions près toutes les exportations. Mais les principales sont les suivantes :

En 1.000 francs	7 premiers mois de	
	1935	1934
Ouvrages en métaux.....	14.360	62.545
Poteries	1.910	12.883
Matériaux.....	920	10.323
Fontes.....	900	5.268
Cuivre.....	141	687
Chlorure de sodium	445	2.277
Pierres gemmes	86	1.021
Soie en cocons	259	1.060

Ce n'est qu'après ces pourcentages de diminution que se placent les baisses allant de 50 à 80 % d'autres produits comme la houille, le goudron minéral et les produits de la distillation de la houille, les fers et aciers, l'étain, les couleurs et les encres, puis les verres et cristaux, les faïences et porcelaines, les machines motrices et les chaudières.

Ce sont pour la plupart des produits fabriqués exigeant une main-d'œuvre spécialisée, travaillant avec goût à un métier qu'elle connaît à fond; ou bien des produits de luxe comme les pierres gemmes et les cocons de vers à soie.

Quant à la fonte, il est à peu près logique que la

France en envoie moins à l'Allemagne puisque, comme nous l'avons vu, l'Allemagne lui en vend plus actuellement qu'auparavant.

Enfin les autres marchandises sur lesquelles une baisse sensible est signalée sont des marchandises que l'Allemagne peut, elle aussi, fabriquer, sans que le prix de revient soit nettement trop cher ou que la qualité soit inférieure : c'est le cas des ouvrages en métaux, des matériaux, des machines motrices et des chaudières.

De la sorte on voit apparaître ici également l'influence des doctrines autarchiques auxquelles il a été fait allusion. L'Allemagne achète moins de tous les produits qui constituent pour elle du surperflu. C'est d'ailleurs ce qui constitue la crise des exportations françaises celles-ci étant le plus souvent constituées par des produits coloniaux ou par des objets de luxe. C'est la crise qu'il faut incriminer à ce sujet, mais aussi la volonté des peuples de vivre en économie fermée qui leur fait acheter de préférence des marchandises nationales, pour la seule raison qu'elles ont été fabriquées sur leur territoire.

§ 4. EXPORTATIONS DE FRANCE VERS L'ALLEMAGNE EN HAUSSE

Il est en effet assez curieux de constater que bon nombre de postes des exportations françaises sont en augmentation d'une année sur l'autre. Ce sont :

Produits alimentaires : boyaux frais et salés, céréa-

les, gruaux, semences, tabac, légumes, fourrages, tourteaux.

Matières premières : essence, bois, coton en laine, plantes, minerais, fils de lin et de chanvre, fils de coton, fils de laine.

Produits fabriqués : tissus de coton, ouvrages en bois, automobiles et aéronefs.

Constatons dès maintenant que la plupart de ces marchandises font l'objet de réductions des quantités importées d'Allemagne en France. Ce qui vient corroborer ce que nous disions plus haut, que si l'Allemagne importait moins c'était un peu parce qu'on lui achetait moins, mais surtout parce qu'elle désirait conserver tout ce qu'elle produisait. En voici la confirmation : non seulement elle conserve, mais encore elle se procure les biens en question à l'étranger.

Une autre observation s'impose également. Si la liste des exportations françaises en hausse est sensiblement plus longue que celle des importations de biens allemands, cela tient également à ce que la France est un des pays les mieux en rapport avec le reste du monde avec qui l'Allemagne ait passé une convention de compensation. Aussi, n'ayant pas à déboursier de devises par ce procédé commode du clearing, les commerçants allemands étaient « tentés », malgré les avertissements officiels du gouvernement d'acheter en France des produits que la France venait elle-même d'acquérir au dehors. C'est une des raisons, sur lesquelles nous aurons à revenir, de l'augmentation des exportations françaises et partant du retournement de la balance du commerce.

Nous avons vu quelle évolution avait suivi le commerce franco-allemand durant les cinq dernières années et quelles avaient été les mouvements des éléments de la balance du commerce. Puis nous avons examiné plus attentivement les marchandises qu'échangent entre elles l'Allemagne et la France et nous avons pu noter des évolutions intéressantes. C'était la partie descriptive de cette étude.

Il reste à expliquer les faits observés, à les rattacher à des causes plus générales, jouant non pas simplement entre les deux pays que nous observons, mais s'appliquant largement chaque fois que des hommes allemands ou des hommes français sont en jeu, quel que soit leur partenaire. C'est une étude dans laquelle la statistique cédera souvent le pas à la politique prise dans son sens originel. On s'efforcera d'y commenter avec clarté les chiffres qui viennent d'être cités.

Les oscillations de la balance du commerce peuvent être dues à la France ou à l'Allemagne. On étudiera successivement dans deux chapitres, les faits français et les faits allemands.

CHAPITRE III

FAITS FRANÇAIS

Les faits imputables à des Français et dont la conséquence a été des changements dans le déséquilibre de la balance commerciale semblent bien avoir été de quatre sortes. D'une part, nos commerçants ont acheté moins à l'Allemagne, ce qui peut s'expliquer par les formalités du clearing, par la propagande faite à la formule « Achetez français », et par l'insécurité des relations commerciales. D'autre part, ils ont vendu plus, croyant avoir dans le clearing une garantie de paiement.

§ 1. LES FORMALITÉS DU CLEARING ONT REBUTÉ LES ACHETEURS FRANÇAIS.

On a assez souvent parlé du particularisme français pour que ce sentiment, même si, à la vérité, il n'ait pas autrefois été si développé dans nos cœurs qu'on a bien voulu le croire, y ait poussé des attaches indéracinables et soit devenu cette fierté de ne pas laisser connaître aux autres quel est le degré exact d'activité auquel on est parvenu. C'est particulièrement dans le commerce que la hantise d'un voisin dont on fait un

concurrent s'est accrue. Il faut d'ailleurs reconnaître que le peuple de ceux qui s'intéressent aux affaires d'autrui a été renforcé ces dernières années par les employés que l'Inspection des Finances désigne par cet euphémisme, l'Administration.

Pour bien des importateurs français, dont la conscience n'est pas candide, les pouvoirs du Fisc semblent énormes et destinés plus spécialement à s'exercer contre la profession qu'ils exercent. Ils ignorent que les moyens dont disposent les agents du Trésor sont tellement nombreux et que les possibilités de dénoncer la fraude seraient tellement longues et coûteuses, qu'ils doivent maudire le hasard si une rare épreuve les prend en flagrant délit et non accuser l'arsenal trop complet des mesures législatives.

Dans cet état d'esprit, une formalité de plus, au cours de laquelle l'importateur donnera son nom, l'adresse de sa firme, le nombre et le prix des objets qu'il a achetés, prometteurs d'un chiffre d'affaires approximativement chiffrable, devait être mal accueillie ; ce qui advint. Aussi une disposition de l'accord de décembre vint-elle autoriser l'exportateur étranger ou son représentant à souscrire lui-même la déclaration d'entrée en France.

C'était un palliatif, laissant planer la défiance sur les fichiers que les agents des contributions pourraient, un jour, être amenés à consulter, pour en faire, dans l'intérêt de la morale, un usage trop prévu et redouté.

Inutile d'ajouter que cette raison a été invoquée par les Allemands et non par les Français trop respectueux de la légalité pour essayer de l'abolir.

§ 2. ACHETEZ FRANÇAIS !

La forme la plus bénigne du nationalisme économique est, sans contredit, celle qui consiste à placarder sur les murs des magasins ces grandes affiches frappées au coin des trois couleurs qui répètent à satiété cette formule lapidaire « Achetez français ». Cela nous est venu d'Angleterre où la même propagande inlassablement renouvelée inculquait outre Manche une conviction contraire aux principes dépassés d'un libéralisme orthodoxe.

Combiné avec le certificat d'origine, avec ces marques de fabrique dont on timbre les marchandises, le système prend toute sa valeur. L'acheteur le moins prévenu, à moins que le pays producteur ne bénéficie de la passion politique à la mode dans la classe de cet éventuel consommateur, constatant sur l'objet dont il cherche à apprécier l'utilité qu'il en retirera la présence du fatidique « Made in Germany » aussi surprenant que la formule « Fabriqué en Allemagne » par le caractère hétéroclite des impressions suscitées, sera incité plus ou moins violemment à rechercher « Unis France », garantie sentimentale de la qualité du produit.

Certes, ce Français moyen ne réfléchira pas qu'il compromet ainsi l'équilibre des comptes du clearing, que les négociateurs du traité de compensation avaient prévu pour le fonctionnement délicat qu'ils avaient organisé un surplus d'exportation de l'Allemagne vers la France. Il sera entraîné par la pensée

qu'un objet fabriqué en France, cela représente des entreprises françaises, des ouvriers français et des impôts français. Raisonement juste sans doute, mais regrettable pour le trafic international, un des indices que la forme actuelle de notre société est habituée à considérer comme concomitant à la prospérité.

Il est permis de voir un corollaire de cette observation dans la part de plus en plus grande que prennent les colonies dans le commerce extérieur de la France.

Années	Exportations	Importations
	des colonies par rapport au commerce total de la France	
1929	18,8 ‰	12,0 ‰
1930	20,6 —	12,5 —
1931	24,0 —	14,7 —
1932	31,4 —	20,8 —
1933	32,3 —	23,8 —
1934	30,0 —	25,3 —

Ces deux causes s'appliquent à des objets nettement définis. La première, passage par l'O.F.A. aux seules marchandises comptabilisées par le clearing. La seconde, nationalité du fabricant, aux produits en circulation, dans un public large soumis à l'influence d'une propagande harmonieusement distribuée, plus que dans une clientèle recherchant la qualité habituelle aux fabrications allemandes.

La troisième cause agit de façon plus générale, sur la totalité des mouvements de marchandises.

§ 3. — INSÉCURITÉ DES RELATIONS COMMERCIALES EN FRANCE

Cette raison est invoquée par les Allemands à propos de la période qui s'étend entre la dénonciation du traité de commerce faite à Berlin par la France, en janvier 1934, et la conclusion de l'accord à la fin de juillet de la même année. Si donc le motif est valable pour expliquer une diminution des exportations de l'Allemagne vers la France, il ne l'est que pour la période ainsi définie.

Reste à examiner si l'incertitude des tarifs et des contingents devait contraindre les Allemands à suspendre toute fourniture — ou s'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une raison trouvée après coup et développée dans une conférence économique internationale pour aboutir plus vite à des conclusions posées *a priori*. Pour notre part, il nous semble que les délais de prolongation de tarifs connus étaient suffisants pour permettre la conclusion de la plupart des marchés projetés. Le déchet imputable à cette cause doit être relativement minime, à moins que l'on n'appelle incertitude les dispositions de juillet 1934, d'après lesquelles il était possible de reporter sur le trimestre suivant les contingents non utilisés, d'anticiper sur les contingents du trimestre suivant et d'établir des contingents interlocutoires correspondant aux importations de l'année précédente, en cas de création de nouveaux contingents industriels ; dispositions que, pour notre part, nous qualifions plutôt de « facilités ».

§ 4. — CROYANCE A LA GARANTIE DU CLEARING

M. Lamoureux, alors ministre du Commerce, communiquait, le 27 septembre 1934, à la presse une note où il commentait en ces termes le renversement de la balance commerciale franco-allemande apparu dans les comptes de l'O.F.A. : « Si, d'ici à la fin de l'année, nos échanges avec l'Allemagne se poursuivent sur le rythme actuel, nous n'aurons pu transférer le montant de nos exportations de novembre et de décembre.

« Dans ces constatations, les producteurs et les commerçants trouveront matière à réflexion.

« Ils pourront examiner dans quelle mesure, à défaut d'une augmentation des importations des produits allemands sur le territoire douanier français, ils auraient intérêt à limiter leurs exportations en Allemagne, dont le volume, en grossissant, réduit fatalement les chances d'un paiement rapide et sûr. »

L'avertissement était grave. Il correspondait, en effet, à un danger sérieux. Comme, au début, les exportateurs français avaient été réglés presque immédiatement de leurs envois outre-Rhin, ils avaient cru, sans très bien avoir cherché à s'expliquer le mécanisme de la compensation, que le clearing pourrait toujours les payer. Et les exportations, dont l'acheminement avait été suspendu pendant le cours des négociations, avaient repris de plus belle, puisque l'O.F.A. payait ces envois.

Certains de nos exportateurs acceptèrent même de grossir leurs factures, ce qui permettait à des Allemands de faire sortir d'Allemagne une partie de leur

fortune. Nous avons signalé déjà cette fraude, dont l'importance a été exagérée, car grâce aux mesures de protection prises par la Chambre de Commerce, les honnêtes commerçants virent cesser rapidement les quelques opérations entreprises dont le résultat était de les priver de sommes légitimement dues.

L'erreur initiale avait été de ne pas rendre solidaires les contingents et les moyens de paiement. Si on l'avait fait, bien des inconvénients eussent été évités, dont, singulièrement, l'impression parfaitement illusoire de sécurité que la mise en vigueur du clearing avait fait naître dans l'esprit de nos exportateurs.

A ce sujet, M. F. Jenny écrivait dans le *Temps* du 22 octobre 1934 : « Si les auteurs du système veulent maintenir celui-ci contre vents et marées, ils se verront conduits à compléter la réglementation présentement en vigueur par une sorte de contingentement des ventes françaises en Allemagne, afin de préserver les exportateurs de toute imprudence. Moyen évidemment singulier de développer nos échanges extérieurs. Mais, dans la voie de l'économie dirigée, il n'est point d'arrêt possible : une intervention des autorités en appelle une autre, jusqu'à ce qu'on arrive à la mainmise totale de l'Etat sur les activités libres, c'est-à-dire au système soviétique. »

CHAPITRE IV

FAITS ALLEMANDS

Seul un mouvement dirigé par une théorie d'avant-garde peut jouer le rôle de combattant d'avant-garde.

LÉNINE, 1903.

Les raisons imputables aux Allemands des mouvements de la balance commerciale que nous avons examinés peuvent avoir agi dans le sens d'une diminution des exportations : il s'agit alors des prix trop élevés pratiqués sur le marché national — ou dans le sens d'une diminution des importations : il s'agit de la diminution du pouvoir d'achat. C'est ce qui sera examiné dans les deux premiers paragraphes.

Dans un troisième, on commentera le fait que les exportations de la France vers l'Allemagne ont cependant longtemps conservé leur niveau antérieur : ce qui tient à ce que l'existence d'un clearing, ne contraignant pas l'Allemagne à payer en devises étrangères, l'incitait à acheter en France le plus de matériaux possible.

Enfin, et ce sera le paragraphe de beaucoup le plus long, on esquissera les problèmes posés par le natio-

nalisme économique allemand et la façon dont le gouvernement national-socialiste a essayé de les résoudre.

§ 1. — LES MARCHANDISES ALLEMANDES
SONT TROP CHÈRES

C'est une phrase que proclament toutes les publications spécialisées, qu'elles soient françaises ou allemandes, unanimité qui tend à prouver sa vérité.

Dans le dernier paragraphe de ce chapitre, nous aurons à expliquer cette cherté, en démontant le mécanisme de l'économie allemande. Pour l'instant, il nous suffit de constater cette cherté et d'examiner ses répercussions sur les rapports commerciaux franco-allemands.

Depuis la mise en vigueur de la compensation, le taux du change imposé pour convertir des monnaies allemandes en monnaies françaises ou inversement est le cours moyen du jour de l'échéance de la dette à la bourse de Berlin, taux dont les variations sont extrêmement réduites par suite des réglementations monétaires prises par le Troisième Reich. Ce taux est environ de 6 francs pour un mark.

Mais autrefois, avant juillet 1934, il était possible de trouver des marks enregistrés à 4 francs, ou, ce qui revenait au même pour l'acheteur, le producteur allemand acquérait des srips pour une somme inférieure de moitié à leur valeur nominale.

Le mécanisme était le suivant : Un créancier allemand avait une dette envers un débiteur étranger. Le

jour où cette dette arrivait à échéance, le créancier se libérait en versant en Reichsmarks la somme indiquée à une caisse de conversion, car il lui était impossible de se procurer du change. La caisse de conversion avertissait le débiteur de ce paiement et qu'elle était en état de lui verser le montant total de l'échéance : 50 % en devises de sa monnaie nationale et 50 % en bons appelés scrips, ces deux opérations complémentaires devant être réalisées l'une et l'autre le même jour. Les caractéristiques du scrip étaient de ne pas porter d'intérêts, et de ne pas être utilisable en Allemagne. En effet, l'investissement en Allemagne aurait pu produire une rente en faveur du titulaire des scrips, ce qui était la négation de la première caractéristique. Le débiteur, contraint par sa trésorerie d'accepter ces conditions, n'avait alors qu'une chose à faire : négocier ses scrips à la Golddiskontbank (banque d'escompte or), qui elle-même les utilisait au mieux des intérêts des exportateurs allemands. La Golddiskontbank payait les scrips en devises étrangères à concurrence de la moitié de leur valeur nominale et remettait les scrips à un exportateur allemand contre ces devises. De la sorte, le négociant allemand en question recevait un bon de marks d'une valeur double de celle des devises étrangères qu'il avait versées en échange.

Un exemple fera saisir le mécanisme compliqué de l'opération :

Wolf, citoyen allemand, doit 2.000 marks à Durand, citoyen français. Wolf verse 2.000 marks à la caisse de conversion. Celle-ci verse à Durand l'équi-

valent de 1.000 marks en francs, soit 6.000 francs, et un scrip de 1.000 marks. Durand se présente à la Golddiskontbank qui lui achète ses scrips de 1.000 marks pour 500 marks, soit 3.000 francs, versés en francs français.

Pendant ce temps, Hugo, exportateur allemand, a vendu à Dupont des marchandises pour 9.000 francs, soit 1.500 marks. Dupont l'a payé en francs. Hugo se rend à la Golddiskontbank, verse 3.000 francs et reçoit un scrip de 1.000 marks qu'il va toucher à la caisse de conversion.

De la même façon, un porteur étranger d'un titre de rente 6 % arrivait à toucher un revenu de 4,5 % ($3 + \frac{1}{2}$ de 3), en s'adressant à une banque affiliée à la Golddiskontbank.

Ce schéma doit être complété par l'observation que le bénéfice du scrip n'était accordé que si l'exportateur faisait la preuve qu'il était en concurrence avec un fournisseur qui n'était ni Allemand ni Français (dans le cas présent). Il calculait ses prix au plus juste, ce qui démontre la cherté des prix ; les retranchait des prix du concurrent étranger. Les scrips lui étaient fournis seulement pour compenser la perte qu'il lui faudrait subir pour « enlever l'affaire ».

On a donc pu parler d'un véritable dumping réalisé par l'Allemagne à l'aide des marks qu'elle avait bloqués. Les autorités allemandes le justifient en parlant de la nécessité de lutter à armes égales contre les pays qui avaient abandonné l'étalon or. Il est difficile d'invoquer cette raison vis-à-vis des pays du bloc-or et en particulier de la France.

Il reste que l'obligation d'un taux de change d'environ 6 francs pour 1 reichsmark rend onéreux aux Français l'achat de produits allemands. C'est une raison essentielle de la baisse des exportations allemandes vers la France.

§ 2. — DIMINUTION DU POUVOIR D'ACHAT
DE LA MASSE ALLEMANDE

Cette diminution du pouvoir d'achat s'explique par une baisse des salaires essayée pour diminuer les frais de fabrication et accompagnée d'une augmentation des prélèvements plus ou moins volontaires en faveur du régime ; et par une hausse concomitante des prix, conséquence de la réglementation sans laquelle une économie fermée ne peut subsister.

Sur ce sujet, il est vain de se fier aux statistiques officielles qui ne peuvent pas, pour des fins politiques indiscutables, faire apparaître en clair un résultat semblable. Même une comparaison des indices des salaires et des revenus et des indices des prix ne peut pas ne pas être faussée à la base, quand un gouvernement de partisans combat pour son maintien.

L'ensemble des importations de l'Allemagne diminue ? C'est la conséquence d'une doctrine. La mode allemande évolue vers un seul type de robe ? L'uniforme est bien de mise chez les hommes. Une réponse toute prête à chaque question insidieuse qu'amène la sensation de gêne ressentie dans certains foyers. Enfin la crise mondiale, dernier prétexte de ceux qui

refusent les conceptions libérales de relations internationales.

Cependant, des relations de voyageurs concordent, avec lesquelles coïncident des impressions ressenties, des souvenirs enregistrés. Alors qu'en septembre 1933 on parlait d'une « euphorie allemande » ⁽¹⁾, en octobre 1935 on parle de « la vie chère en Allemagne » ⁽²⁾. En 1933, on croyait. « L'Allemagne recommence, et le mal est vaincu. Seulement la confiance, comme le bonheur, est un acte : il faut avoir confiance, et tout sera sauvé. » — En 1935, on analyse et on discute.

« Quand je me plains de la cherté de la vie, on m'explique que de mauvaises récoltes en sont la cause. Alors, je réponds : importez. On me dit que c'est impossible, faute d'or pour payer. Le peuple allemand doit savoir souffrir pour sauvegarder son indépendance. Mais comme les prix montent, comme je gagnais juste le nécessaire, il me faut une indemnité supplémentaire. Il paraît que cela élèverait le prix de revient des objets fabriqués, qu'ils deviendraient alors trop chers pour trouver amateur à l'étranger. Autrefois, on me disait qu'avec l'autarchie, on n'aurait plus besoin de l'étranger. Mais voilà que les produits industriels ne peuvent pas renchérir parce qu'on veut les vendre à l'étranger. Est-ce qu'on se moque de moi ? Si on vend à l'étranger, on peut aussi lui ache-

(1) *L'Alsace française*, 10 septembre 1933. Article de Marcel Beaufils.

(2) *La revue des vivants*, octobre 1935. Article d'Henri Brunschwig.

ter, et si on ne lui achète ni ne lui vend, on peut élever les salaires.

« — Oui, mais il faut analyser davantage. L'autarchie du programme n'est pas absolue. L'Allemagne aura toujours besoin des matières premières qu'elle ne peut produire, ni remplacer par des succédanés. C'est pour se les procurer que l'industrie doit exporter ses produits à des prix modérés.

« — Soit. Il faut donc faire pénitence. Je réclame alors, au nom du socialisme allemand, que chacun fasse pénitence. Qu'on empêche les paysans d'élever leurs prix, ou qu'on rationne tout le monde. »

Quand un Allemand et un partisan discutent les ordres de leur chef, c'est que les conditions matérielles ne correspondent pas à ce qu'ils attendaient : prix trop hauts ou salaires trop bas.

§ 3. — L'ALLEMAGNE ACHÈTE AUX PAYS AVEC QUI ELLE A SIGNÉ UN ACCORD DE COMPENSATION

Les produits français représentaient en 1933 5,3 % des importations totales de l'Allemagne. De janvier à juin 1935, la part est passée à 6,1 %, soit une augmentation de 15 %.

C'est, au surplus, un fait reconnu par les autorités officielles. Le 7 décembre 1935, le docteur Schacht, président de la Reichsbank et ministre de l'Economie nationale, parlant à Munich devant les amis de l'école polytechnique, soulignait les désavantages pour l'Allemagne du système des clearings. « Ils enlèvent au Reich toute liberté d'action au point de vue écono-

mique. Ce système ne permet plus à l'Allemagne d'acheter librement là où se trouvent les marchandises à meilleur marché, mais la contraignent à acheter là où la possibilité en existe pour elle à la suite du système des clearings. » (Télégramme du *Matin*.)

Un exemple typique est celui du coton, qui est essentiellement un produit d'outre-mer et dont l'importation en provenance de la France est passée de 32.000 quintaux à 51.000, ce qui représente une différence de plus de 90 %.

Sans doute, à la suite du retournement de la balance commerciale, préjudiciable à nos exportateurs, les Allemands s'étaient-ils engagés, le 30 mars 1935, à limiter leurs importations françaises à 90 millions de francs par mois. Mais, en fait, les importations atteignirent 170 millions en avril et 116 millions en mai. Ce qui était trop nettement au-dessus du chiffre adopté pour qu'on puisse songer à discuter ces renseignements.

Le fait s'explique du reste très aisément. Le problème des matières premières est, pour l'Allemagne, des plus importants. Si le Reich se fournit aux Etats-Unis, il doit payer comptant et se démunir de devises. Aussi conçoit-on qu'il préfère de beaucoup s'adresser à des pays avec lesquels fonctionne un clearing et où les paiements s'effectuent par compensation. Il lui suffit de fournir des licences d'importation pour un chiffre supérieur à celui de l'engagement souscrit.

§ 4. — L'AUTARCHIE ALLEMANDE

Nous venons de voir que les causes du retournement de la balance commerciale étaient la cherté des prix pratiqués par l'Allemagne et la diminution du pouvoir d'achat de la population. Il reste maintenant à examiner la raison de la structure des importations allemandes.

Le fait que les exportations françaises à destination de l'Allemagne ont augmenté, alors que les exportations allemandes diminuaient, semble peu compatible avec le principe autarchique, d'après lequel une nation doit se suffire à elle-même. La réalité est que les premières ont diminué plus rapidement que les secondes, mais qu'une baisse très sensible a agi sur l'un comme sur l'autre des deux éléments.

C'est-à-dire que, d'une part, l'Allemagne s'est efforcée de ne pas envoyer en dehors de son territoire les produits de son sol et de son industrie, et que, d'autre part, elle a cherché à comprimer ses achats à l'étranger, dans la mesure du possible tout au moins. Or, il s'est trouvé que, certaines de ces importations étant indispensables, elle a été amenée, à son corps défendant à les continuer. Mais il faut insister sur ce que cette dernière situation a eu de pressant et d'obligatoire. Le docteur Schacht, chef de l'économie allemande, responsable de la politique monétaire et, par là-même, responsable des rapports commerciaux avec l'extérieur, est souvent amené à proclamer en public l'impossibilité d'abaisser le niveau atteint par l'importation des matières premières. réponse à des pro-

pagandistes trop absolus de la doctrine nationale-socialiste.

Résumant cette situation, il prenait, le 7 décembre 1935, la parole devant la ligue des Amis de l'école polytechnique de Munich et, s'opposant une fois de plus aux tendances de certains milieux nationalistes qui estiment encore qu'un système d'ersatz pourrait résoudre le problème des matières premières en Allemagne, il soulignait que l'autarchie économique rigide était inapplicable dans le Reich. « L'Allemagne a réduit dans la mesure du possible le prix de ses exportations vers l'étranger et il lui est impossible d'aller plus loin. Par conséquent, la possibilité d'augmenter les exportations est restreinte. D'autre part, l'Allemagne ne saurait diminuer davantage ses besoins d'importations sans nuire considérablement à l'économie intérieure du pays. »

L'autarchie allemande est née de la guerre, cause lointaine, et de ce que les Allemands n'ont pas eu, la guerre finie, le courage civique de restreindre leur niveau de vie. L'étranger leur a alors consenti des crédits sur lesquels le docteur Schacht, qui les assimile aux réparations et qui ne veut à aucun prix laisser le Reich dépendre de ce qu'il appelle la finance internationale, a prononcé des paroles sévères et tardives : « Cela frisait le suicide, d'employer comme nous l'avons fait après la guerre les crédits étrangers à acheter plus de marchandises étrangères que nous n'en pouvions payer par nos exportations. Pendant des années, nous avons agi de cette façon et ce n'est malheureusement pas le mérite des gouvernements

marxistes d'avoir coupé court à une telle erreur. Au moment où, non seulement les crédits étrangers cessaient de circuler, mais encore où il fallait payer à l'étranger les intérêts et l'amortissement, notre excédent d'importations se changea en excédent d'exportations... Le remboursement des crédits étrangers qui nous ont été accordés ne sera pas terminé dans les toutes prochaines années et, par conséquent, il faudra trouver des organismes auxiliaires.

« Cela sera d'autant plus nécessaire que l'étranger nous donnera moins la possibilité de rembourser les crédits qu'il nous a fournis en ouvrant ou en élargissant des nouveaux marchés pour nos exportations. Comme l'étranger ne fait rien en ce sens, il est temps pour nous de réduire systématiquement nos importations au strict nécessaire. » (3).

Et le docteur Schacht tirait la morale de ce long exposé : « Evidemment le caviar et l'ananas sont meilleurs que le pain de seigle et la bouillie de millet. Mais si ma vie en dépend, je méprise le caviar et l'ananas et je mange le pain de seigle et la bouillie de millet » (4).

Hitler devait tirer des conséquences nécessaires de cet exposé, qu'il commentait, le 21 mai 1935, devant le Reichstag assemblé pour la circonstance, en ces termes : « Nous sommes tous convaincus qu'une application absolue de l'idée d'autarchie économique dans tous les Etats, telle qu'elle menace de s'instaurer,

(3) Docteur Hjalmar SCHACHT, op. cit. Autarchie et économie mondiale.

(4) *Id.* L'autarchie est un moyen de combattre.

rer aujourd'hui, ne saurait, d'un point de vue supérieur, qu'être imprudente et entraîner des conséquences préjudiciables à tous les peuples ». Et, après cette affirmation peut-être gratuite qu' « il n'est pas au pouvoir de l'Allemagne de modifier cette tendance », le Reichsführer concluait : « Dans la mesure précisément où la carence des débouchés internationaux nous force de limiter nos achats, il faut, si l'on ne veut pas laisser inemployée la main-d'œuvre allemande, — ou bien tenter de produire nous-mêmes à l'aide de procédés compliqués les matières premières qui nous font défaut, — ou bien tâcher, quand cette production est impossible, de leur trouver un équivalent. Mais il y a là un problème dont la solution présuppose l'existence d'une économie méthodiquement conduite ».

Ces larges citations n'avaient d'autre but que de montrer la rigueur du raisonnement qui les anime.

Si l'on veut réduire les emprunts, il faut acheter moins au dehors. Pour cela, il faut une dictature économique agissant suivant un plan pré-établi.

C'est dans ce but qu'ont été créés les bureaux de contrôle dont il a été parlé dans la première partie.

C'est également pour réaliser cet idéal qu'a été organisé le régime national-socialiste du Front du travail (Arbeitsfront), dans lequel on combat l'idée marxiste de la lutte de classes par l'idée corporative de la profession. Ce système présente un gros avantage politique. Du point de vue qui nous occupe, il réalise une véritable étatisation de l'économie, permettant au dictateur de la Reichsbank d'avoir dans

le pays tout entier des organismes obéissant à ses impulsions et à ses expériences. Car le Führer du Front du travail est nominalement le docteur Ley ; pratiquement, la partie organisation et propagande lui est seule attribuée. Quant aux idées qu'il faut développer, à l'orientation profonde de la distribution, elle est dirigée par le docteur Schacht lui-même.

Le Front du travail est hiérarchisé : direction locale, direction du cercle, direction du district, direction du gau. Chaque travailleur est classé dans une des 24 professions et un des 35 gaue, ces deux catégories opérant à la fois sur le même terrain, comme le font nos syndicats ouvriers. La grande assemblée générale du travail réunit les représentants des professions et des gaue. La petite assemblée générale du travail comprend les représentants des ouvriers, des employés, des entrepreneurs, des commerçants et de la Chambre de la culture (Reichskulturkammer).

Ces associations massives évoluent passivement entre les mains des dirigeants. Elles servent à garantir l'observation des consignes. Car une rationalisation poussée des entreprises et une meilleure répartition géographique des tâches ne sont guère susceptibles d'améliorer sensiblement les échanges commerciaux. Dans une certaine mesure, certes, elles y aideront en diminuant les délais et les frais de fabrication, mais elles épargneront des gaspillages beaucoup plus qu'elles ne créeront des valeurs nouvelles.

Pour ce travail d'invention, force a été de s'adresser à un autre organisme, parfaitement original : le

service du travail, dont les raisons d'être participent d'un caractère politique aussi bien que d'un caractère économique. L'action novatrice est appuyée par une propagande fervente pour organiser la lutte contre les importations en provenance de l'étranger. Ce sont ces deux faits, mal connus croyons-nous, que nous exposerons, sous le bénéfice de deux observations.

En premier lieu, quand on parle de l'Allemagne nationale-socialiste, il est difficile de faire le départ entre le politique et l'économique. Le régime nouveau instauré en 1932 a retourné à son profit l'orientation qu'avait donnée aux choses la social-démocratie après 1919. On a remplacé les syndicats marxistes par des corporations, mais on a laissé subsister une confusion qui nous choque, entre le Parti et tous les phénomènes de création et de distribution des richesses. On a fait servir des faits économiques à la réalisation d'idées politiques, sans que les cadres politiques diffèrent très sensiblement des cadres économiques, sans que le but à atteindre soit différent. De même avant la guerre, existait une collusion certaine entre le grand Etat-major et les dirigeants de l'industrie lourde.

Ensuite, nous avons pensé qu'il était indispensable, pour comprendre le commerce que la France fait avec l'Allemagne, d'avoir présent à l'esprit le mécanisme de la vie allemande. Ce mécanisme est dominé à l'heure actuelle par la lutte des matières premières. C'est pourquoi nous essaierons de décrire brièvement les mesures prises dans ce but.

1° *Le service du travail (Arbeitsdienst)*

Dès qu'on a mis le pied en Allemagne, on ne peut manquer d'être frappé par la multiplicité des uniformes ; les uns sont bruns, ce sont les S. A. ; d'autres noirs, ceux des S. S. La Reichswehr est habillée de réséda, la Ligue de la défense aérienne est vêtue de bleu. Enfin, les hommes du service du travail portent une tenue vert-sombre, égayée seulement par le brassard rouge frappé de la croix gammée.

Le service du travail est depuis peu obligatoire comme le service militaire et il est organisé militairement comme toute association nationale-socialiste. Des casernes lui ont été affectées dans la plupart des grandes villes ; mais surtout les hommes du service du travail habitent des camps bâtis en pleine campagne ou en pleine forêt, de façon à être à pied d'œuvre pour l'accomplissement de la tâche qui est la leur. Leurs drapeaux sont rouges, marqués au centre d'un cercle blanc sur lequel se dessine en noir une bêche entourée à droite et à gauche d'un épi de blé. Chaque homme dispose d'une bêche, en effet, avec laquelle on lui enseigne à défiler et à faire l'exercice. L'impression est saisissante, de ces sections, de ces compagnies paradant dans les rues au son d'une fanfare et portant sur l'épaule gauche cette bêche astiquée, fourbie, étincelante au soleil.

D'aucuns voient dans l'Arbeitsdienst une formation prémilitaire. Je crains qu'on ne puisse guère leur donner tort. La discipline y est stricte, les permissions rares. L'année de séjour dans un camp qu'accomplit

tout étudiant avant de pouvoir présenter ses examens de fin d'études, en contact avec les autres classes de la société, offre, sans contredit, une sérieuse valeur pour la formation de l'unité nationale. L'esprit, enfin, qui règne dans ces groupements est bien un esprit militarisé. Mais ce point de vue n'est pas celui auquel nous devons nous placer. Il existe un aspect économique de l'Arbeitsdienst que la tendance officielle du parti hitlérien est de mettre au premier plan.

Helmut Stellrecht, directeur de l'organisation de l'Arbeitsdienst au ministère du Travail, ne pouvait manquer d'insister plus sur le caractère pacifique des formations qu'il dirige que sur leur caractère pré-militaire. « Nous avons pendant plusieurs dizaines d'années, peut-être pendant plus d'un siècle, appliqué notre attention à améliorer nos machines à une vitesse inouïe, sans penser que l'on pouvait aussi améliorer le sol pour qu'il rapporte plus de pain. Et le pain a toujours cependant été plus important que les résultats de la machine.

« L'étonnant est qu'il faille, dans cet ordre d'idées, remonter à Frédéric le Grand pour trouver un pré-décesseur. » ⁽⁵⁾

Frédéric le Grand est, en effet, considéré dans le Troisième Reich comme un père spirituel plus direct que Bismark. Dans ce domaine, en particulier. N'est-ce pas lui qui fit assécher les plaines de la Netze, de la Warthe et de l'Oder ? C'est de lui qu'est l'aphorisme célèbre : « Je schlechter es einem Staat geht,

(5) STELLRECHT, op. cit. Le sens économique de l'Arbeitsdienst.

desto mehr muss kultiviert sein » (Plus cela va mal dans un Etat, plus il faut y développer l'agriculture).

Enfin, Frédéric le Grand a écrit : « Celui qui a réussi à faire pousser deux épis là où auparavant n'en poussait qu'un seul, celui-là a plus mérité de son peuple qu'un capitaine qui a gagné une bataille ». Paroles pacifiques s'il en fût, qui font penser involontairement à l'annexion de la Silésie et au partage de la Pologne.

S'inspirant de ces axiomes, l'Arbeitsdienst a été créé le jour où les dirigeants du Reich ont tenu ce raisonnement :

« L'importation en Allemagne de produits alimentaires, qui en moyenne a été ces dernières années de 3 milliards de marks, provient pour la plus grande partie de pays avec lesquels notre balance commerciale est en déficit. Ce sont en particulier le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et l'Argentine, où nous achetons pour environ 2 milliards de marks de produits alimentaires et avec lesquels notre balance commerciale présente un déficit de 2 milliards de marks.

« Si, par l'amélioration du sol, une création de produits alimentaires pouvait être obtenue pour une somme de 2 milliards et demi de marks, cela représenterait du travail pour 1.200.000 ouvriers agricoles, pour 1.200.000 ouvriers industriels et pour 1.200.000 ouvriers travaillant dans le commerce, dans les transports, dans les bureaux. De sorte qu'on aurait créé un circuit économique qui comprendrait plus de 3 millions et demi de citoyens allemands.

« Si la faculté de procréation de l'agriculture pouvait encore être augmentée d'un milliard de marks,

ce que les spécialistes considèrent comme possible, à condition de féconder artificiellement le sol, d'employer de meilleurs fourrages et des graines sélectionnées, on atteindrait l'indépendance pratique de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger en produits alimentaires, ce qui serait un premier résultat.

« En même temps, on libérerait l'Allemagne du fardeau du chômage, second résultat non moins miraculeux que le premier. »

De si beaux espoirs devaient être réalisables, et réalisés coûte que coûte. Restait malheureusement la question du financement. Sur ce point, M. Stellrecht est catégorique : un pays qui peut financer le chômage de 6 millions d'êtres humains peut financer également le service du travail d'un million de travailleurs. Il est vraisemblable que le service du travail d'un million d'ouvriers coûtera plus cher que l'allocation de chômage d'un million de sans-travail. « Mais il ne faut pas ne pas se préoccuper du travail parce qu'il fait faire des frais. Au début de tout, il y a du travail. C'est le travail qui a créé le capital. Et tous ceux qui ont voulu créer du capital ont dû le faire en travaillant. »

D'ailleurs, depuis 1935, le Reich n'a plus de budget public. Il est donc impossible de contrôler dans quelle mesure les dépenses de l'Etat ont augmenté par rapport aux années précédentes. Cependant le ministre des Finances et le docteur Schacht ont déclaré à plusieurs reprises qu'il s'agit d'un « financement anticipé ». On reconnaît bien là l'économie politique de crise qui a donné naissance aux théories nominalistes

de la monnaie, et ce besoin d'entreprise qui caractérise à bien des égards les Allemands. C'est le docteur Faust à qui Goethe a prêté ce mot : « Au début de tout, il y avait l'action ». Parole limpide, mais grosse de conséquences pour les cartésiens que nous sommes restés ; et dont la connaissance éclaire d'un jour violent la mentalité de nos voisins.

On trouvera ci-après le tableau des prévisions officielles du coût et du rapport du service du travail. C'est sur de pareils documents que l'Allemagne engage des dépenses se montant à des sommes considérables. Ces chiffres ne sont pas tirés d'un ouvrage de vulgarisation, mais d'une étude officielle sur cette question (*Stellrecht, op. cit.*).

Année	Personnes employées	Dépenses	Augmentation du rapport des impôts et diminution des charges sociales	Rapport pour l'Etat
	en 1.000		en millions de reichsmarks	
1	550	120	—	—120
2	1.100	235	47	—188
3	1.100	235	187	—48
4	1.100	235	420	+ 185
5	1.100	235	700	+ 465
6	1.100	235	980	+ 745
7	1.100	235	1.260	+ 1.025
8	1.100	235	1.540	+ 1.305
9	1.100	235	1.820	+ 1.585
10	1.100	235	2.100	+ 1.865
11	550	120	2.380	+ 2.360
12	—	—	2,613	+ 2.610
13	—	—	2.753	+ 2.753
14	—	—	2.800	+ 2.800

Le *Temps* du 14 août 1935 donnait de la situation une vue beaucoup moins séduisante pour nos esprits moins enthousiastes :

« Malgré une augmentation de 1.343 millions de marks des recettes fiscales pendant l'exercice budgétaire 1934-35, le budget de 1934 s'est clos par un déficit de 415 millions de marks. Depuis l'avènement du régime national-socialiste, l'endettement du Reich a augmenté d'environ 5 milliards et demi de marks. La dette totale s'élève à environ 19 milliards.

« En dehors de ce financement normal, la plus grande partie des travaux qui ont permis d'engager des ouvriers supplémentaires ont été financés au moyen de « traites de création de travail ». Celles-ci, dont on ignore le chiffre exact, circulent entre différents instituts d'Etat : Reichsbank Golddiskontbank, etc... Le nombre total des traites en circulation a passé de 6.720 millions de marks fin janvier 1933, à 11.180 millions fin mai 1935. »

Le rapport semestriel de la Reichskredit Gesellschaft évaluait, à la fin de juillet 1935, les investissements publics à 5 milliards de marks et les investissements des pouvoirs publics et des particuliers dans des entreprises privées à 13 milliards 600 millions de marks.

Après ces chiffres imposants, il faut donner quelques précisions sur les services rendus par l'*Arbeitsdienst*. Ils se classent sous douze rubriques : assèchement, adduction d'eau, amélioration du sol, culture de landes, cultures de pays incultes, protection contre les inondations, regroupement des propriétés, récu-

pération de terrains sur la mer, lotissements (Siedlung), travaux forestiers, création des chemins, tâches diverses.

Examinons successivement les deux rubriques principales :

a) *Asséchement*. — La surface arable de l'Allemagne est d'environ 27 millions d'hectares. 8 millions et demi d'hectares, paraît-il, sont constitués par des champs trop marécageux où un asséchement est nécessaire. Ces terrains bourbeux occupent de 32 à 48 % de la surface arable de la Saxe, de l'Oldenburg, du Hanovre, de la Basse-Silésie, de la Poméranie, de l'Etat de Lippe-Delmold et de la Bavière, sans parler des autres provinces où la proportion est moindre.

Les chiffres officiels prévoient que la moyenne de l'augmentation de la productivité, réalisée par un drainage méthodique et une canalisation des eaux, sera de 80 marks par hectare.

Dans bien des prairies et dans bien des champs, les procédés utilisés ne sont pas parfaits. Le service du travail est chargé de faire rendre à ces terrains une surproduction globale d'environ 100 millions de marks.

Au total, l'asséchement bien organisé fournira à l'Allemagne des produits alimentaires pour une valeur approximative de 780 millions.

Il est impossible de savoir si les mots « environ », « approximativement », employés dans ces descriptions par les personnalités officielles, correspondent à des évaluations minimum ou maximum.

b) *Culture des landes et des pays incultes.* — Par une augmentation de la productivité des landes de 300 marks par hectare portant sur 2.300.000 hectares, et de la productivité des pays incultes (sable, cailloux) de 200 marks par hectare portant sur 1.200.000 hectares, le service du travail doit arriver à réaliser un gain sur les importations allemandes en provenance de l'étranger de 700 millions, représentant des produits alimentaires et des bois.

Et ainsi sont chiffrées « approximativement » les améliorations de la balance du commerce que, dans un temps plus ou moins long, le service du travail arrivera à réaliser. Malheureusement, et comme par un fait exprès, seules les prévisions sont rendues publiques. Les résultats restent inconnus et l'on ne permettra de croire que d'avoir tracé des chemins dans la Forêt Noire ou planté un jardin public à Fribourg-en-Brisgau, ne doit pas avoir été compté comme la tâche essentielle de l'Arbeitsdienst badois. C'est pourtant la seule réalisation qu'il m'ait été donné de voir, je le dis sans parti pris, sans nier la valeur éducative qu'une telle institution présente pour le régime national-socialiste.

2° La lutte contre les importations provenant de l'étranger

Les fruits exotiques sont remplacés, dans la mesure du possible, par des fruits allemands.

Les citrons ont vu, par exemple, leur consommation diminuer. Les chiffres sont les suivants :

1913		740.000	quintaux
1926		1.080.000	—
1934		1.504.000	—
Janvier-mai 1934	..	696.000	—
Janvier-mai 1935	..	554.000	—

Les autres fruits, fruits de nos régions, l'Allemagne essaie d'en développer la culture sur son sol. En tous cas, les importations ont diminué.

En 1.000 quintaux	6 premiers mois de	
	1934	1935
Pommes	1.804	648
Poires	52,5	15,5
Prunes	34	3,4
Abricots	20	2,5
Cerises	80	44
Fraises	22	11,5

Pour le bois, on a vu que le service du travail était chargé d'occupations dans les forêts ayant pour but, soit le semis de nouvelles espèces, soit le reboisement, soit enfin une meilleure mise en valeur des plantations existantes. Une propagande très efficace est faite dans le public et principalement près des jeunes mariés, pour qu'ils renoncent à des ameublements en bois exotiques, bois coloniaux comme l'acajou ou bois américains comme le pitchpin.

Quant aux matières premières proprement dites, leurs achats à l'extérieur ont été réduits. L'industrie chimique allemande a inventé un matériau appelé Presstoff, obtenu par compression de fibres de bois et

de caoutchouc et qui subit avec succès le moulage. Ce produit sert en particulier à faire de la vaisselle. Son aspect est celui du bois. Il est peint suivant l'usage auquel il est destiné.

Les pneus de bicyclettes et d'automobiles sont composés maintenant d'un caoutchouc artificiel, dont le prix de revient n'est pas plus élevé que celui du caoutchouc importé. Malheureusement cette invention n'est pas encore tout à fait au point et les pneumatiques perdent un peu plus vite l'air que le véritable latex. Néanmoins la diminution est insignifiante ; elle est compensée par la fierté de rouler sur des produits allemands.

La récupération de l'huile déjà utilisée (Schmutzöl) est sortie du domaine des laboratoires pour devenir une opération de grande envergure pratiquée, par exemple, pour Berlin dans le faubourg de Wilmersdorf, au sud-ouest de la capitale. On rassemble là toute l'huile qui a déjà servi dans les garages automobiles, les laboratoires et les usines. On la traite industriellement et on en obtient de l'essence, de la graisse, du benzol et du pétrole (*Der Alemanne*, 4 juillet 1935).

Enfin, les tissus eux-mêmes ont senti l'attention des chimistes se fixer sur eux, et l'on a vu se multiplier en Allemagne les soies artificielles ou leurs dérivés : étoffe de cellophane, vistra par exemple. Tout cela provient du bois, matière première indispensable par sa composition presque exclusive de cellulose.

Hans Ernst Posse, secrétaire d'Etat au ministère de

l'Economie nationale, dans *Die deutsche Wirtschaft*, a même tenté une démonstration dont on serait curieux de connaître le résultat : « L'opinion publique connaît déjà les résultats systématiques extraordinaires qu'on peut noter dans le remplacement des matières premières étrangères. Qu'on se souvienne seulement du fil à tisser artificiel, du caoutchouc artificiel, et de l'essence artificielle tirés du charbon national ; de l'enrichissement du minerai de fer indigène. Aussi le mot « ersatz » est-il trompeur, qui contient une idée de remplacement. De même que la soie artificielle a réussi à prendre la place de la soie naturelle, de même on préférera le fil à tisser artificiel à la laine ou au coton ».

Nous terminerons par la statistique, malheureusement incomplète, des importations de métaux (6).

Millions de kgs	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Plomb	156,8	148,5	136,8	86,1	64,6	50,7	48,7	48,6
Cuivre	230,8	226,9	194,6	169,7	151	131	154,6	180,2
Zinc	146,6	143,2	136,2	109,6	118,5	101,5	100,4	107,2
Etain	15,8	13,4	17,5	14,6	13,5	12,1	14,9	13,5
Alum.	12,8	14,8	14,2	9,7	4,7	1,8	2,8	6,4

C'est bien de l'autarchie, car cette diminution est compensée par l'augmentation de la production nationale.

Il y aurait sans doute, pour donner de l'autarchie allemande une description complète, à parler de la

(6) *Frankfurter Zeitung*, 28 août 1935.

politique financière, des lois bancaires, à insister sur la réglementation de la distribution et de l'artisanat. Volontairement, nous n'avons montré que les faits qui peuvent aider à comprendre pourquoi le commerce de la France avec l'Allemagne a subi les fluctuations que nous avons décrites dans le chapitre 2 de cette partie.

Parvenu à la fin de cet aperçu sur le nationalisme économique tel qu'il se manifeste de l'autre côté du Rhin, nous avons par le fait même terminé l'étude des faits allemands. On comprend mieux maintenant comment forment bloc, comment s'expliquent les unes et les autres les deux premières raisons que nous avons examinées : cherté des marchandises allemandes, allant cependant de pair avec une diminution du pouvoir d'achat global. La cause profonde de ces deux maux réside dans la doctrine économique régnante, soutien vital d'une politique de redressement national.

CONCLUSION

Plus qu'une étude du commerce de la France avec l'Allemagne, cette thèse devait être la description d'un mécanisme. Maintenant que les rouages ont été démontés, qu'on a vu quelles marchandises faisaient l'objet de son activité, c'est-à-dire maintenant qu'on a en main les éléments de solution du problème, à quelle conclusion peut-on s'attacher ?

Une conclusion n'est pas un remède. Qu'on ne cherche pas ici le plan miraculeux dont l'application libérerait les échanges des chaînes qu'on leur a forgées, ferait renaître le commerce international et les industries nationales. Après avoir cherché à expliquer, nous essaierons de constater brièvement. A d'autres plus habiles, de découvrir le compromis mieux dosé, que l'espoir, âme de la prospérité, animera de son souffle fécond.

Un fait demeure : l'Office franco-allemand des paiements commerciaux n'a pas réussi dans la tâche qui lui avait été confiée. La faute en incombe-t-elle aux modalités fixées en juillet 1934, ou au principe de la compensation découvert par des économistes novateurs ? Le principe une fois admis, pouvait-on concevoir une meilleure répartition des forces en présence, un meilleur arrangement pour les intérêts divergents

en cause ? Etait-il admissible que, l'Allemagne déclarant arbitrairement une volonté égoïste, on ne cherche à limiter une catastrophe imprudemment déchaînée ; ce qui conduisait à organiser le principe de la compensation ?

La grande leçon infligée, dans ce domaine comme sur bien d'autres sujets, à des théoriciens interventionnistes est qu'entre l'étatisme et le libéralisme il n'y a ni commune mesure, ni solution transactionnelle. Autant il est loisible d'imaginer l'accord de deux économies où la libre initiative humaine n'a plus part, ou la convention passée entre deux régimes dans lesquels l'Etat ne s'est reconnu aucun droit d'intervention ; autant les faits interdisent de mettre côte à côte un Etat où règne le profit illimité de l'entrepreneur et un Etat dominé par la volonté du chef.

D'autre part, si l'on parvient à concilier ces deux oppositions, il est vain de penser que la volonté des particuliers sera toujours calquée sur celle du chef autoritaire. A des intérêts différents correspondent des actes différents. Les hypothèses les plus solidement étayées s'effondreront le jour où ces règles ne seront plus observées.

On objectera que la crise mondiale a amené les peuples à réaliser l'autarchie. Mais dans quelle mesure la guerre de 1914-1918 n'avait-elle pas incité les nations à vivre en économie fermée et n'a-t-elle pas, par le fait même, conduit à la crise mondiale ?

Libéralisme à l'intérieur, libre échange à l'extérieur — dictature et autarchie, deux solutions nettes, franches, doctrinalement équivalentes.

Lorsqu'on enferme le commerce franco-allemand dans une égalité nécessaire sans fixer strictement les contingents d'importation, fatalement le mécanisme se dérègle, fatalement l'O.F.A. émet des récépissés et l'arriéré s'accroît.

La liquidation du clearing a été décrétée depuis déjà quelques mois. Quelle solution nouvelle nous apporteront les semaines qui viennent ? Souhaitons à notre pays qu'on ne puisse un jour lui appliquer le mot de Stendhal. « Il ne sera toute sa vie qu'un duc à demi ultra, à demi libéral, un être indécis, toujours éloigné des extrêmes, et par conséquent le second partout. »

Vu :

LE DOYEN,
EDGAR ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE.
ROGER PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
S. CHARLÉTY.

Annexe

SITUATION DE L'O.F.A. AU 6 JANVIER 1936

Ancien compte:

	Marchandises ..	1.541.181.518	10	
Total des crédits à régler aux Exportat ^{rs} français	Frais accessoires	110.173.532	85	1.651.355.050 95

Nouveau compte:

	Marchandises ..	67.986.353	17	
	Frais accessoires	23.948.713	08	91.935.066 25
				1.743.290.117 20

Total des factures d'importation parvenues
à l'Office et comptabilisées par lui :

Ancien compte	1.503.105.473	52	
Nouveau compte	373.968.857	38	1.877.074.330 90

Versements des Importat^{rs} à la Banque de
France :

Ancien compte ..	1.306.598.566	60	
Nouveau compte ..	295.306.371	79	1.601.904.938 39

En instance d'encaissement à la Banque
de France

17.335.800 93 1.584.569.137 45

Prélèvements 15,75 % (service des emprunts
Dawes et Young)

252.114.274 75

Ancien compte :

Païements aux exportat ^{rs}	1.160.242.037	20	
Règlem ^{ts} frais accessoires	110.173.352	85	1.270.415.570 05 (1)

Nouveau compte 30 % (soit 25,275 %) :

Païements aux exportat ^{rs}	38.090.579	58	
Règlem ^{ts} frais accessoires	23.948.713	08	62.039.292 66 1.584.569.137 46

(1) Paiements effectués au 31 juillet 1935 : 987.468.838 fr. 82

CRÉDITS RESTANT A RÉGLER

Ancien Compte		Nouveau compte	
43.195 à 45.000	48.773.154 68		
45.001 à 50.000	100.987.267 85		
50.001 à 55.000	88.594.622 17	N° 2019 à 4495	29.895.773 59
55.001 à 60.000	81.071.271 35		
60.001 à 64.494	61,513.164 85		

Dernier bordereau payable :

Ancien compte	43.194 »	Nouveau compte	2.018 »
---------------------	----------	----------------------	---------

Dernier numéro des bordaux reçus de la Reichsbank :

Ancien compte	64.494 »	Nouveau compte	4.495 »
---------------------	----------	----------------------	---------

BIBLIOGRAPHIE

1° SUR LA COMPENSATION EN GENERAL

Enquête sur les accords de clearing.

Publication de la S.D.N. Genève, 1935.

Traité des opérations de compensation.

Pierre JOLLY, directeur des services techniques de la Chambre de Commerce de Paris. Paris, 1935.

Bulletin de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, publié sous la direction de M. Roger PICARD. Numéro de novembre 1934.

Revue politique, février et août 1935.

Journal du Commerce, 27 juin 1935.

L'orientation économique, 13 juillet 1935.

Die Bank, 15 août 1934 et 7 août 1935.

L'Office français de compensation, Jean LACHAZE. Toulouse, avril 1934.

2° SUR LA COMPENSATION FRANCO-ALLEMANDE ET LE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND

Journal officiel publiant les accords analysés.

Statistiques mensuelles des Douanes.

Merkblatt über die Praxis des deutsch-französischen Verrechnungsabkommen, et *Jahresbericht 1934*, deux documents édités par la Chambre de Commerce allemande de Paris, 20, rue de la Baume.

Le troc, juillet-août 1935.

Wirtschaftsdienst, 2 août 1935.

Guide pratique du commerce avec l'Allemagne, Paul MAQUENNE. Paris, 1928.

Le commerce extérieur de la France avec l'Allemagne, René LAURET. « Le Temps », 29 avril 1935.

La suspension des négociations commerciales franco-allemandes, « Le Matin », 24 février et 26 juin 1935.

3° SUR LE NOUVEAU PLAN DU DOCTEUR SCHACHT

Grundsätze deutscher Wirtschaftspolitik, H. SCHACHT. 1932.

Discours du Docteur SCHACHT à Königsberg, 18 août 1935.

Discours du Docteur BACKE sur les prix des produits alimentaires. 30 août 1935.

Rapports de M. LEFEUVRE, attaché commercial près l'ambassade de France à Berlin.

Der deutsche Arbeitsdienst, H. STELLRECHT. Berlin, 1933.

Die deutsche Wirtschaft, H.-E. POSSE. Berlin, 1935.

Wirtschaftsdienst, 2 août 1935.

Revue politique et parlementaire, 10 avril et 10 mai 1935. La réglementation des entreprises de distribution.

Revue des Vivants, octobre 1935.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION.	
Théorie de la compensation.....	3
§ 1. Définition	3
§ 2. Fonctionnement	6

PREMIERE PARTIE

Le traité de compensation franco-allemand du 28 juillet 1934	11
CHAPITRE PREMIER. — <i>Conclusion d'un accord de clearing le 28 juillet</i>	
§ 1. Histoire de l'économie monétaire allemande depuis 1931	13
§ 2. Causes générales de cet accord.....	16
§ 3. Durée d'application	20
CHAPITRE II. — <i>Fonctionnement pratique du clearing</i> ..	
§ 1. Territoires visés par l'accord.....	26
§ 2. Opérations visées par l'accord.....	30
§ 3. Opérations non visées par l'accord.....	34
§ 4. Le rôle de la commission permanente franco-allemande	39
§ 5. Formalités à accomplir par l'exportateur et l'importateur	41
§ 6. Modalités de paiement et taux de change.....	45
§ 7. Le contrôle des exportations et des importations	52

CHAPITRE III. — <i>De quelques questions juridiques.</i>	55
§ 1. Ordre du paiement des exportateurs.....	55
§ 2. Saisie-arrêt opérée par un créancier.....	56
§ 3. Paiement des impôts au moyen de récépissés....	58
§ 4. Cession de créance, délégation, nantissement....	59
§ 5. Mobilisation des arriérés de clearing.....	62
§ 6. Cas de faillite	69
§ 7. Absence de livraison ou de paiement.....	69
§ 8. Le versement à l'O.F.A. est-il libératoire ?.....	71
CHAPITRE IV. — <i>Le régime du charbon et de la pâte à papier</i>	75
§ 1. Qu'est-ce que la S.I.C.A.P. ?.....	75
§ 2. Quel a été le rôle de la S.I.C.A.P. ?.....	77
§ 3. L'avenir de la S.I.C.A.P.....	83
CHAPITRE V. — <i>Le service des emprunts Dawes et Young</i>	85
§ 1. A qui et pour combien de temps l'accord s'applique-t-il ?	88
§ 2. Comment le service est-il effectué ?.....	90
§ 3. Résultat du fonctionnement.....	92
CHAPITRE VI. — <i>Résultats du fonctionnement de l'O.F.A.</i>	97
§ 1. Services rendus par l'O.F.A.....	97
§ 2. Liquidation du clearing	100
§ 3. Projets et souvenirs.....	104
Conclusion de la première partie.....	113

DEUXIEME PARTIE

Le commerce franco-allemand	115
CHAPITRE PREMIER. — <i>Evolution de 1930 à 1935</i>	117
CHAPITRE II. — <i>Analyse des matières faisant l'objet d'un commerce entre la France et l'Allemagne</i>	125
§ 1. Importations d'Allemagne vers la France en hausse	128

§ 2. Importations allemandes en baisse.....	129
§ 3. Exportations de France vers l'Allemagne en baisse	132
§ 4. Exportations de France vers l'Allemagne en hausse	133
CHAPITRE III. — <i>Faits français</i>	137
§ 1. Les formalités du clearing ont rebuté les ache- teurs français	137
§ 2. Achetez français !	139
§ 3. Insécurité des relations commerciales en France.	141
§ 4. Croyance à la garantie du clearing.....	142
CHAPITRE IV. — <i>Faits allemands</i>	145
§ 1. Les marchandises allemandes sont trop chères..	146
§ 2. Diminution du pouvoir d'achat de la masse alle- mande	149
§ 3. L'Allemagne achète aux pays avec qui elle a signé un accord de compensation.....	151
§ 4. L'autarchie allemande	153
CONCLUSION	171
Situation de l'O.F.A. le 6 janvier 1936.....	175
BIBLIOGRAPHIE	177



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

00 00 IMPRIMEURS - ÉDITEURS 00 00

00 42, QUAI GAILLETON, 42 00

00 00 00 00 LYON 00 00 00 00



